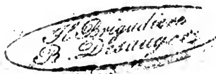
HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.



HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain.



DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ancien Adjud. gén. Aug. JUBÉ, Tribun;

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Jos. SERVAN, Général de Division;

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

TOME III. — Iere PARTIE.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.



GUERRES EN ITALIE.

SOMMAIRE

DU LIVRE TREIZIÈME.

État du monde au commencement du dix-septième siècle. — Traité de Sainte-Menéhould. — Majorité de Louis XIII. — Traité de Loudun. — Luines gouverne le roi et l'état. — Richelieu réconcilie la reine et le roi. — Paix faite à Privas. — Richelieu entre dans le conseil. — Il affranchit la Valteline. — Lesdiguières entre en Italie. — Le duc de Savoie se retire en Piémont. — Les Espagnols reprennent les places prises par les Français. — — Paix de Mouçon. — Les Français veulent rentrer en Italie. — Le duc de Savoie s'y oppose. — L'armée française, ayant le roi et le cardinal de Richelieu à sa tête, force le Pas de Suze. — Les Espagnols lèvent le siége de Casal. — Suze reste aux Français. — Le roi revient en France. — Le duc de Savoie se réunit de nouveau aux Espagnols. — La Savoie est conquise. — Pignerol est pris. — Les Français marchent au secours de Casal. — Ils battent l'armée piémontaise à Veillane. — Ils sont repoussés par elle à Carignan. — Traité de Quiérasque. — Mort de Gustave-Adolphe. — La guerre recommence en Italie. — Le duc de Savoie fait échouer tous les projets militaires du maréchal de Créqui. — Campagnes du duc de Rohan dans la Valteline. — Victoire des Français sur les bords du Tesin. — Mort de Ferdinand II, — du duc de Savoie, — du maréchal de Créqui. — Expulsion du duc de Rohan de la Valteline. — Mort du duc de Weymar. — Le cardinal de la Valette remplace le maréchal de Créqui. — Trompé par les Piémontais, il laisse prendre Verceil. — Surprise de Turin par les princes de Savoie. — Trêve. — Mort du cardinal de la Valette. — Le comte d'Harcourt le remplace. — Combat de la route de Quiers. — Les Espagnols, battus devant Casal, sont obligés d'en lever le siége. — Les Français prennent Turin et Tortone. — Mort du cardinal de Richelieu, — de la reine mère, — de Louis XIII.

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

Iere PARTIE.

LIVRE TREIZIÈME.

Depuis la mort d'Henri IV jusqu'à la mort de Louis XIII.

Du 14 mai 1610 au 3 juillet 1642.

Nous avons vu, dans le seizième siècle, les événemens se presser et se multiplier, pour opérer et préparer de très-grands changemens dans le monde connu; nous allons voir, dans le dix-septième siècle, l'esprit humain sortir de

la longue enfance qui le captivait depuis la chûte de l'empire romain, et préparer, à travers de grands orages, les beaux jours de la civilisation.

AMÉRIQUE.

Cette partie du monde, à peine découverte, à peine fréquentée sur quelques points, n'était encore connue que par les tableaux qu'avait faits de ses malheurs l'éloquent Las-Casas.

ASIE.

GOUVERNEMENT.

On voit dans l'Inde les deux fils du grand mogol Jean-Guir lui faire la guerre l'un après l'autre. L'ordre de succession n'était point en Asie une loi, comme dans les nations de l'Europe : ces peuples avaient une source de malheurs de plus que nous. Il paraît que l'Inde était gouvernée, comme l'étaient les royaumes de l'Europe du temps des grands fiefs, comme un pays de conquête que se partagèrent trente tyrans qui reconnaissent un empereur, amolli, comme eux, dans les délices, et qui dévorent la substance du peuple. Aureng-Zeb, le plus scélérat des quatre fils de Scha-Jean, qui avait détrôné Jean-Guir, son père, régnait dans le

Mogol après avoir fait périr ses trois frères, et détrôné son père.

Cette même mollesse qui perdit l'Inde, fit à la Chine une révolution plus complète que celle de Gengis et de ses petits-fils. L'empire chinois était, au commencement du dix-septième siècle, l'empire le plus heureux ; l'esprit humain ne peut certainement imaginer un gouvernement meilleur que celui où tout se décide par de grands tribunaux, subordonnés les uns aux autres, dont les membres ne sont reçus qu'après plusieurs examens sévères. S'il y eut jamais un état dans lequel la vie, l'honneur et le bien des hommes, aient été protégés par les lois, c'est l'empire de la Chine. Le bonheur de cet empire fut suivi, en 1630, de la plus terrible catastrophe et de la désolation la plus générale ; il devint la proie et la conquête des Tartares.

Les eunuques gouvernaient, en Perse, le sérail et l'empire ; par-tout où le pouvoir de ces hommes dégradés a été excessif, la décadence et la ruine sont arrivées. Les Aguans, qui bouleversèrent la Perse dans ce siècle, étaient une ancienne colonie de Tartares habitant les montagnes de Candahar, entre l'Inde et la Perse : les Persans avaient reconquis Can-

dahar sur le Mogol, vers 1650, et ce fut pour leur malheur. Sous le ministère de Sha-Hussein, les Aguans, ayant été maltraités, se révoltèrent, et ces montagnards féroces vinrent dominer en Perse.

FINANCES.

Inde.—Dans tous les temps, les princes asiatiques ont accumulé des trésors ; ils ont été riches de tout ce qu'ils amassaient : au lieu que, dans l'Europe, les princes sont riches de l'argent qui circule dans leurs états. Un seul des trônes d'Aureng-Zeb était estimé 160 millions, qui en font plus de 300 de ce temps-ci. Le jour le plus solennel de l'année était celui où l'on pesait l'empereur dans des balances d'or, en présence du peuple ; et, ce jour-là, il recevait pour plus de 50 millions de présens.

En rétablissant l'empire de la Chine, en se faisant également obéir des Chinois et des Tartares, Cam-Hi avait adopté le mode de finance suivi avant la révolution. La culture des terres, poussée à un grand point de perfection, faisait que le peuple n'était pas accablé de ces impôts qui grèvent le cultivateur.

Les souverains continuaient de recevoir en Perse des présens et des taxes de leurs sujets.

MILICE.

Les Mogols pouvaient mettre sur pied des armées innombrables, ayant sous eux des vice-rois qui entretenaient chacun un grand nombre de troupes; mais ces hommes, qui n'étaient ni disciplinés, ni aguerris, ni exercés, ne pouvaient former des soldats.

La guerre que les Chinois soutinrent contre les Tartares se fit comme toutes celles des temps les plus reculés; les armes à feu étaient inconnues dans cette partie du monde; les anciennes armes, comme la flèche, la lance, la massue, le cimeterre, étaient en usage : on se servait peu de boucliers et de casques, encore moins de brassards et de bottines de métal. Les fortifications consistaient en un fossé, un mur, des tours; on sapait le mur, ou l'on montait à l'escalade : la seule force du corps devait donner la victoire.

Quant aux Tartares, ils étaient tous soldats et accoutumés à dormir en plein champ, et à mener une vie errante : ils devaient avoir de grands avantages pour faire la guerre.

Scha-Abas détruisit en Perse une milice telle, à peu près, que celle des janissaires et des gardes prétoriennes.

COMMERCE.

Au milieu des révolutions qui troublèrent l'Inde, la Chine et la Perse, les Européens étendaient leur commerce dans des contrées déchirées par des guerres intestines.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Il n'y avait point en Asie de ces grands tribunaux permanens, dépositaires des lois qui protégent le faible contre le fort.

RELIGION.

Dans l'Inde, les superstitions sont les mêmes. Les bramines y enseignent la même religion; les femmes se jettent encore, dans des bûchers allumés, sur le corps de leurs maris.

En Perse, la religion eut part à ses désolations. Les Aguans tenaient pour Omar, comme les Persans pour Aly.

SCIENCES ET ARTS.

A la Chine, les missionnaires enseignèrent les arts les plus relevés. Cam-Hi y entretint la paix et l'abondance, encouragea tous les arts utiles, et sur-tout la culture des terres. De son

temps, les édifices publics, les grands chemins, les canaux qui joignent tous les fleuves de ce grand empire, furent entretenus avec une magnificence et une économie qui n'ont rien d'égal que chez les anciens Romains. Les Chinois n'ont perfectionné aucun des arts de l'esprit, excepté la morale.

Dans l'Inde, les arts ne sortent presque jamais des familles où ils sont cultivés : les filles des artisans ne prennent des maris que du métier de leur père ; c'est une coutume très-ancienne en Asie, et qui avait passé autrefois en loi dans l'Égypte.

Dans la Perse, les Arabes avaient cultivé les arts cinq siècles entiers : ce furent ces Arabes qui bâtirent Ispahan, Chiros, Casbire, Casohan, et plusieurs autres grandes villes. Les Tartares n'abolirent point les arts dans la Perse : les ouvrages de la main y étaient très-bien travaillés ; les sciences y avaient de grands encouragemens ; point de villes où il n'y eût plusieurs colléges fondés, où l'on enseignait les belles-lettres. La langue persane fut féconde en poésies agréables : les anciens Grecs, qui furent les premiers précepteurs de l'Europe, furent aussi ceux des Persans. Ainsi leur philosophie était, au dix-septième siècle, à peu

près au même état que la nôtre. La coutume de marquer de blanc les jours heureux, et de noir les jours funestes, s'est conservée chez eux avec scrupule ; elle était très-familière aux Romains, qui l'avaient prise des nations asiatiques. L'agriculture était alors un point de religion.

USAGES ET MŒURS.

Si jamais le climat a influé sur les hommes, c'est assurément dans l'Inde. Les empereurs y étalaient le même luxe, vivaient dans la même mollesse, que les rois indiens dont parle Quinte-Curce ; et les vainqueurs tartares, prenant insensiblement ces mœurs, devinrent Indiens.

La loi de l'Asie et de l'Afrique, qui a toujours permis la pluralité des femmes, n'est pas une loi dont le peuple, toujours pauvre, puisse faire usage. Les riches ont toujours compté les femmes au nombre de leurs biens, et ils ont pris des eunuques pour les garder : c'est un usage immémorial établi dans l'Inde, comme dans toute l'Asie.

Il n'y avait point, à la Chine, de cité où les festins ne fussent accompagnés de spectacles ; on n'allait point au théâtre, on faisait venir les théâtres dans ses maisons.

On s'était procuré en Perse, plus qu'en aucun pays de l'Orient, des ressources contre l'ennui, qui est par-tout le poison de la vie. On se rassemblait dans des salles immenses, qu'on appelait les maisons à café, où les uns prenaient de cette liqueur qui n'est en usage parmi nous que depuis la fin du dix-septième siècle; les autres jouaient, ou écoutaient des faiseurs de contes, tandis qu'à un bout de la salle un ecclésiastique prêchait pour quelque argent, et qu'à un autre bout ces espèces d'hommes, qui se sont fait un art de l'amusement des autres, déployaient tous leurs talens.

AFRIQUE.

En Afrique, les côtes de l'Océan et les pays qui les avoisinènt avaient déjà été fréquentés par les Portugais, dans le quinzième siècle; elles le furent bien davantage dans le dix-septième, par toutes les nations qui avaient des vaisseaux. On voit des Français à l'île Saint-Louis, dans le Sénégal, dès 1626, et, bientôt après, les Portugais, les Anglais, les Hollandais et les Français, tenter la cupidité des roitelets qui se partagent l'Afrique depuis le cap Blanc jusqu'au golfe Persique, et les décider à faire des esclaves, pour les leur vendre. Soli-

man avait enlevé Tripoli aux chevaliers de Malte ; Maroc n'offrait plus que des scènes atroces, jouées entre des tyrans obscurs, et n'avait plus de relations avec l'Europe que par les ravages des brigands qui sortaient de ses ports ; Alger, Tripoli, Tunis, continuaient de présenter une république de pirates, protégée par les Turcs qu'ils payaient, plus honteusement par les chrétiens qu'ils enlevaient. La religion lia, pendant quelques instans, l'Abyssinie avec l'Occident : un de ses empereurs, au schisme des Grecs, embrassa publiquement la religion romaine, et reçut un patriarche des mains du pontife; mais, sous le règne suivant, le zèle inconsidéré des ecclésiastiques causa des troubles dans l'état, et le rite ancien fut repris avec solennité.

EUROPE.

GOUVERNEMENT.

TURQUIE.

Ce qui se passa avant, et sur-tout après la mort d'Achmet, prouve bien que le gouvernement turc n'était pas cette monarchie absolue que nos historiens nous ont représentée comme la loi du despotisme établie

sans contradiction. Ce pouvoir était entre les mains du sultan, comme un glaive à deux tranchans, qui blessait son maître quand il était manié d'une main faible. L'empire était souvent une démocratie militaire pire encore que le pouvoir arbitraire. L'ordre de succession n'était point établi : les janissaires et le divan choisissaient leurs maîtres.

RUSSIE.

La Russie, encore connue sous le nom de Moscovie, se gouvernait à peu près comme la Pologne. Les boyards comptaient, pour toute leur richesse, les habitans de leurs terres. Les cultivateurs étaient leurs esclaves. Le czar était quelquefois choisi par ces boyards; mais aussi ce czar nommait souvent son successeur, ce qui n'est jamais arrivé en Pologne. La Russie, jusqu'au czar Pierre, à la fin du dix-septième siècle, resta presque inconnue aux peuples méridionaux de l'Europe, ensevelie sous le despotisme malheureux du prince sur les boyards, et des boyards sur les cultivateurs.

DANEMARCK, SUÈDE, POLOGNE.

On ne voit point le Danemarck entrer dans le systême de l'Europe au seizième siècle. Le

gouvernement de ce royaume fut une aristocratie à laquelle présidait un roi électif. C'est l'ancien gouvernement de presque toute l'Europe ; mais, dans l'année 1660, les états assemblés déférèrent au roi Frédéric III le droit héréditaire et la souveraineté absolue. Le Danemarck dès-lors devint le seul royaume de la terre où les peuples eussent établi le pouvoir arbitraire par un acte solennel.

Les rois de Suède n'étaient pas alors plus despotiques que ceux du Danemarck. Les quatre états, composés de mille gentilshommes, de cent ecclésiastiques, de cent cinquante bourgeois, et d'environ deux cent cinquante paysans, faisaient les lois du royaume.

La Pologne était le seul pays qui, joignant le nom de république à celui de la monarchie, se donnât toujours un roi étranger, comme les Vénitiens choisissaient un général de terre : c'est encore le seul royaume qui n'ait point eu l'esprit de conquête.

HOLLANDE.

La Hollande est un état d'une espèce toute nouvelle, devenu puissant sans posséder du terrain, riche, n'ayant pas de son fonds de quoi nourrir la vingtième partie de ses habi-

tans, considérable en Europe par ses travaux à l'extrémité de l'Asie.

La douceur de son gouvernement et la tolérance de toutes les manières d'adorer Dieu, dangereuse peut-être ailleurs, mais là nécessaire, peuplèrent la Hollande d'une foule d'étrangers, et sur-tout de Vallons que l'inquisition persécutait dans leur patrie, et qui d'esclaves devinrent citoyens.

La religion réformée, dominante dans la Hollande, servit encore à sa puissance. Ce pays, alors si pauvre, n'aurait pu ni suffire à la magnificence des prélats, ni nourrir des ordres religieux; et cette terre, où il fallait des hommes, ne pouvait admettre ceux qui s'engagent par serment à laisser périr, autant qu'il est en eux, l'espèce humaine.

La Gueldre, la Hollande, la Zélande, Utrecht, la Frise, Lover-Issel et Groningue, formaient moins une seule république, sous le nom de Provinces-Unies, qu'une association de plusieurs républiques, qui conservaient chacune leur souveraineté; chacune assemblait ses états particuliers, faisait ses lois, disposait de ses finances, était seule juge en matière de religion, et se gouvernait.

La même indépendance régnait entre toutes

les villes, qui avaient droit de députer aux états de leur province, et chacune se gouvernait par les lois qu'elle se faisait.

Les affaires générales, qui intéressaient toutes les provinces, étaient traitées et arrêtées dans les états généraux, qui étaient composés des députés des états particuliers. Ainsi les états généraux n'étaient pas souverains; ils n'étaient que le corps des députés de sept souverains confédérés.

Les députés ne pouvaient rien prendre sur eux; il fallait que chacun se renfermât dans les instructions qu'il avait reçues.

Le stathoudérat donnait de l'activité à ce corps composé d'autant de membres, et les faisait mouvoir de concert, malgré eux.

Le stathouder commandait toutes les forces de terre et de mer, disposait de tous les emplois militaires, présidait dans toutes les cours de justice; il était chargé de l'exécution des décrets que portaient les états provinciaux; enfin il était l'arbitre des différens qui survenaient entre les villes et les autres membres de l'état.

ITALIE.

L'industrieuse Italie, après de longs siècles

passés dans de sanglantes convulsions, jouissait depuis trente ans, dans le sein de la paix, de tous les avantages qu'elle devait à son heureuse situation physique. Cinq principales puissances dominaient dans la péninsule : les rois d'Espagne, les ducs de Savoie, les grands ducs de Toscane, les papes et la république de Venise. Il se trouvait encore en Italie quelques états moins considérables : la république de Gênes, sur laquelle l'Espagne avait une grande influence, et qui régnait sur la Corse; les duchés de Mantoue et de Modène, et les petites républiques de Lucques et de Saint-Marin : la Sardaigne était un fief dépendant du royaume d'Aragon.

Inutilement, à Rome, Paul V avait-il voulu renouveler l'ancienne querelle entre la puissance ecclésiastique et la puissance séculière; les papes ne s'appliquaient heureusement qu'à embellir Rome. Mais, si cette capitale étonnait les étrangers par sa magnificence, les provinces qui composaient le domaine ecclésiastique les frappaient encore davantage par leur extrême dépopulation et leur extrême dénuement.

La Toscane, au contraire, pouvait être considérée comme une des plus riches et des plus délicieuses contrées de l'univers.

Venise avait renoncé aux conquêtes; son gouvernement n'en était que plus solide.

La maison de Savoie possédait la Savoie, le Piémont et une partie du Mont-Ferrat. Dans le projet du démembrement de la France, formé par Philippe II pendant la Ligue, la cour de Madrid donnait libéralement à Charles-Emmanuel, duc de Savoie, la Provence et le Dauphiné; uni ensuite étroitement avec Henri IV, et renonçant à la couronne d'Arles, le duc voulait mettre sur sa tête celle de Lombardie.

La cour d'Espagne était bien éloignée de faire ce sacrifice. Cette puissance, qui possédait en Italie les îles de Sicile et de Sardaigne, le royaume de Naples, le duché de Milan, le pays appelé *lo Stato degli Presidi,* et qui pouvait considérer la république de Gènes comme une de ses provinces, se regardait, non sans raison, comme dominatrice souveraine de la péninsule. Pour s'ouvrir une communication entre le Tyrol et la Lombardie, le comte de Fuentes s'était rendu maître, en 1605, d'une partie de la Valteline, qui avait appartenu autrefois à la Lombardie : aussitôt après, il avait fortifié les bords de l'Adda, et avait assuré aux deux branches de la maison

d'Autriche de se prêter des secours mutuels.

ESPAGNE.

Cependant l'insensible décadence de la puissance de l'Espagne s'annonçait depuis la mort de Philippe II.

Philippe III, en paix avec la France et l'Angleterre, n'ayant la guerre qu'avec la république naissante des Provinces-Unies, fut obligé de conclure avec elle une trève de douze années, de lui laisser tout ce qui était en sa possession, de lui assurer la liberté du commerce dans les grandes Indes, et de rendre enfin à la maison de Nassau ses biens situés dans les terres de la monarchie.

L'expulsion des Maures fit encore de plus grands maux à l'Espagne. Philippe III, qui n'avait pu venir à bout d'un petit nombre de Hollandais, put malheureusement chasser six à sept cent mille Maures de ses états; ils proposèrent en vain d'acheter, de deux millions de ducats d'or, la permission de respirer l'air de l'Espagne : le conseil fut inflexible, et Philippe se priva mal-adroitement de ses sujets les plus laborieux.

Cette grande émigration, jointe à celle qui arriva sous Isabelle, et aux colonies que l'a-

varice transplantait dans le nouveau monde, épuisait insensiblement l'Espagne d'habitans, et bientôt la monarchie ne fut plus qu'un vaste corps sans substance.

Les Hollandais enlèvent à l'Espagne le Brésil et Maëstricht; l'Artois est envahi; la Catalogne se révolte, et se donne à la France; le Portugal secoue le joug, et met sur son trône le duc de Bragance.

Les îles Açores, Mozambique, Goa, Macao, furent animées du même esprit que Lisbonne.

ALLEMAGNE.

Si on regarde l'Allemagne comme le siége de l'empire, cet empire n'était qu'un vain nom. Les prétentions des empereurs sur Rome, celles des papes sur l'empire, tombèrent insensiblement dans l'oubli. L'Allemagne resta avec le titre d'empire, mais faible, parce qu'elle fut toujours divisée : ce fut une république de princes, à laquelle présidait l'empereur; et ces princes, ayant tous des prétentions les uns contre les autres, entretinrent presque toujours une guerre civile, tantôt sourde, tantôt éclatante, nourrie par leurs intérêts opposés et par les trois religions de l'Allemagne, plus opposées encore que les intérêts des princes.

Cet état, ainsi constitué, n'était point fort au dehors; mais il l'était au dedans, parce que la nation fut toujours laborieuse et belliqueuse.

ANGLETERRE.

Si l'Espagne s'affaiblit par Philippe II, si la France tomba dans le trouble par la mort d'Henri IV, l'Angleterre déchut long-temps depuis la mort d'Élisabeth.

Dès que Jacques Ier fut reconnu roi, il crut l'être de droit divin; il se fit traiter, par cette raison, de *sacrée majesté :* ce fut là le premier fondement du mécontentement de la nation, et des malheurs inouis de son fils et de sa postérité.

Les limites du pouvoir royal, des priviléges parlementaires et des libertés de la nation, étaient difficiles à discerner tant en Angleterre qu'en Écosse. Henri VIII avait renversé toutes les barrières, Élisabeth en releva quelques-unes. Jacques Ier disputa; il ne les abattit point, mais prétendit qu'il fallait toutes les abattre, et la nation se prépara à les défendre. Charles Ier voulut faire ce que son père avait proposé. Il lui fallait de l'argent pour envoyer des troupes dans le bas Palatinat; il en fallait

pour les autres pays : ce n'est qu'avec ce métal qu'on est puissant, depuis qu'il est devenu le signe représentatif de toutes choses. Le roi en demandait comme une dette ; le parlement n'en voulait accorder que comme un don gratuit, et, avant de l'accorder, il voulait que le roi réformât des abus. Le roi emprunta quelques deniers, avec lesquels il eut une flotte et des soldats, qui revinrent sans avoir rien fait.

Il fallut assembler un parlement nouveau : même refus de subsides ; continuation d'emprunts forcés ; logement de gens de guerre chez les bourgeois qui ne voulurent pas prêter ; aliénation de tous les cœurs. Un nouveau parlement est convoqué ; mais c'était rassembler des citoyens irrités, qui ne s'occupèrent que de rétablir les droits de la nation et du parlement.

Bientôt le peuple n'a plus de confiance que dans ses députés ; la guerre civile s'allume ; le parlement, qui disposait de l'argent de la nation, lève une armée plus considérable que celle du roi : celui-ci marchait d'infortune en infortune. Les Écossais le livrent au commissaire du parlement anglais, et il ne tarde pas à être traîné sur l'échafaud par les indépendans et les presbytériens.

Ici commence la grande fortune de Cromwel. L'Angleterre est déclarée république; il en est le protecteur : l'Écosse est réunie à l'Angleterre, le parlement est dissous, et jamais l'Angleterre ne fut plus puissante.

Cromwel meurt; son fils, n'ayant ni son intrépidité ni son hypocrisie, ne sait ni se faire craindre de l'armée, ni en imposer aux partis et aux sectes qui divisaient l'Angleterre : il rétablit l'ancien parlement, qui était tout républicain, ainsi que l'armée.

Un officier général de l'armée de Cromwel, le célèbre Monck, ne se croyant pas assez puissant pour succéder aux deux protecteurs, forme le dessein de rétablir la famille royale. On assemble un nouveau parlement, et les deux chambres reconnurent Charles II pour roi.

Malgré tant de changemens dans les choses et dans les esprits, ni l'amour de la liberté et des factions ne changea dans le peuple, ni la passion du pouvoir absolu dans le roi.

FRANCE.

On vit, après la mort d'Henri IV, combien la puissance, la considération, les mœurs, l'esprit d'une nation, dépendent souvent d'un seul homme. Henri tenait, par une adminis-

tration douce et forte, tous les ordres de l'état réunis, toutes les factions assoupies, les deux religions dans la paix, les peuples dans l'abondance; la balance de l'Europe était dans sa main, par ses alliances, par ses trésors et par ses armes. Tous ces avantages furent perdus dès la première année de la régence de Marie de Médicis.

Cette reine régente, et non maîtresse du royaume, dépensa en profusion, pour s'acquérir des créatures, tout ce qu'Henri le Grand avait amassé pour rendre sa nation puissante. Les troupes, à la tête desquelles il allait combattre seul, pour la plupart furent licenciées; les princes, dont il était l'appui, furent abandonnés; ceux d'Allemagne, qu'Henri avait protégés, ne furent que faiblement secourus; l'état perdit toute sa considération au dehors; il fut troublé au dedans : on assembla enfin dans Paris les états généraux; on y parla de tous les abus, et on n'en réforma aucun.

FINANCES.

La Turquie, la Russie, continuaient d'exiger de leurs sujets esclaves les mêmes tributs.

Le Danemarck, la Suède, la Pologne, n'avaient vu apporter aucun changement dans la

manière de se procurer des ressources pour les dépenses du gouvernement : ces états accordaient, comme auparavant, à leurs souverains des subsides volontaires.

La Hollande et Genève réglaient, dans leurs assemblées nationales, la manière d'asseoir et de percevoir l'impôt, qui ne pouvait être qu'indirect chez un peuple sans territoire.

En Italie, en Espagne, en Portugal, la manière d'asseoir et de percevoir les taxes fut infiniment plus arbitraire, et l'impôt fut plutôt direct qu'indirect.

En Allemagne, les villes étaient ruinées de la Silésie jusqu'au Rhin; les campagnes en friche, les villages déserts, et, dans un pays aussi dévasté, les finances étaient dans un bien mauvais ordre.

En Angleterre, la chambre des communes commençait à s'occuper davantage des intérêts du peuple; elle réglait la quotité de l'impôt; le territorial était très-faible; celui sur l'industrie d'autant plus fort et d'autant plus productif, que le commerce commençait à devenir très-étendu dans la Grande-Bretagne.

La France, écrasée par les guerres civiles, ayant à peine vu fermer quelques-unes de ses plaies par Sully et Henri IV, était retombée,

sous la régence de Médicis, dans l'état le plus déplorable : depuis 1610 jusqu'en 1627, l'agriculture, les arts et le commerce, avaient dépéri, et rien ne pouvait procurer les moyens de subvenir aux prodigalités et aux dépenses nécessaires d'un gouvernement livré à une femme faible, et à des favoris déprédateurs et avides.

On mettait cependant des impôts, dont la levée tyrannique n'enrichissait que des traitans qui s'engraissaient du sang du peuple.

Toutes les pensions avaient été triplées; elles se montaient à quatre millions, somme exorbitante dans un moment où les revenus du roi n'en passaient pas vingt.

Trois guerres civiles, dans l'espace de sept ans, firent monter les dépenses de vingt millions à cinquante.

Tous les trafics en usage avant Sully recommencèrent. Le marquis d'Esfiat, chargé des finances, y remit un peu d'ordre avec des peines infinies; le roi ne retirait plus rien de ses domaines : de dix-neuf millions de tailles, six seulement arrivaient au trésor royal; la ferme des gabelles, qui était de sept millions, n'en remettait que deux; la perte était à peu près la même sur tous les autres revenus de l'état.

Le marquis d'Esfiat comparait les trésoriers à la sèche, qui trouble l'eau pour tromper les yeux des pêcheurs; ils avaient tout brouillé : les tailles passaient par les mains de vingt-deux mille collecteurs, d'où elles passaient à vingt-un receveurs généraux; tout se perdait en gages, taxations, droits, ports, voitures.

Quand le marquis d'Esfiat prit les finances, il trouva toute la recette faite et toute la dépense à faire.

Enfin, dans l'espace de trente ans, de 1609 à 1639, les impositions augmentent de cinquante-quatre millions, les charges de quarante, et la recette seulement de treize.

Le gouvernement empruntait à un très-haut prix; les moindres intérêts pour la constitution des rentes étaient de sept et demi pour cent.

MILICE.

La milice avait éprouvé en Europe quelques changemens avantageux sous Henri IV, en France. Les princes de Nassau, dans les Provinces-Unies; le duc de Parme, dans les Pays-Bas; le reste de l'Europe s'était peu ressenti de ces progrès, lorsque l'on vit paraître Gustave-Adolphe, le régénérateur de l'art de la guerre, et Valstein, qui sut lui résister quelque temps,

et qui seul eut l'honneur de l'arrêter au milieu de ses victoires. L'Allemagne vit encore Tilli, Maximilien, Lamboi, Merci, Weymar, Torsteinson et Banier. La France se glorifia d'Harcourt, de Créqui, des deux Choiseul, de Gassion; et déjà on voyait dans ses armées Condé et Turenne.

COMMERCE ET NAVIGATION.

Le goût de la navigation et du commerce, qu'Henri IV et son ministre avaient fait naître, se perdit sous la régence de Marie de Médicis. Luines, qui succéda au maréchal d'Ancre, peu capable de grandes vues, ne songea pas même à se servir de ce grand moyen : la seule ville de La Rochelle avait une marine supérieure à celle de toute la France. Ce fut sous Richelieu que la France fit l'acquisition de la Martinique et de la Guadeloupe.

L'Angleterre, dont la marine était si florissante sous Élisabeth, augmenta de quelques vaisseaux sous Jacques Ier, qui encouragea tous les arts relatifs à leur construction. Les colonies furent améliorées; la Virginie se peupla, et fut regardée comme une des meilleures possessions de la Grande-Bretagne; les Bermudes, habitées pour la première fois, for-

mèrent un utile entrepôt pour les vaisseaux qui passaient d'un hémisphère à l'autre. Charles Ier augmenta encore l'état florissant de la navigation anglaise : les colonies se multiplièrent ou se fortifièrent; les voyages du Groënland commencèrent, et la pêche de la baleine devint un objet important; il s'établit une compagnie des Indes; l'île d'Ambouin, si fertile en épiceries, fournit aux Anglais un riche comptoir; les persécutions du roi contre les presbytériens en firent passer dans le nouveau monde plusieurs, qui firent bientôt prospérer la ville de Boston; le bouleversement général de l'Angleterre ayant renversé la fortune de plusieurs gentilshommes, ils se livrèrent au commerce, qui ne fut plus regardé comme avilissant pour la noblesse.

Le sang de Charles Ier fumait encore, quand le parlement fit, en 1650, le fameux acte de la navigation; mais la plus grande richesse de l'Angleterre vint de ses laines, de ses manufactures, et sur-tout de la perfection de son agriculture.

Dans le même temps, la Hollande portait le commerce et la navigation à un bien plus haut degré : elle s'emparait d'une partie de la Guinée, et du commerce de l'ivoire, de l'or

et des Nègres; elle s'établissait au Cap de Bonne-Espérance, prenait les îles Maurice et de Ceylan, chassait les Anglais d'Ambouin, usurpait une grande partie de l'île de Java, y bâtissait Batavia, se rendait maîtresse de tout le commerce des épiceries. Tournant ensuite vers le nord, elle cherchait, près de la zone glaciale, les précieuses pelleteries d'Yéso; elle se faisait recevoir seule au Japon, où elle s'assurait exclusivement des porcelaines, des soies, de l'or et des pierreries de ce puissant empire: elle se portait aussi sur les mers d'Occident, partageait les profits de la pêche dans le Groënland, se rendait seule maîtresse de celle du hareng, sur les côtes de l'Europe; s'emparait de la nouvelle Yorck, dans l'Amérique septentrionale et dans la méridionale; ravageait le Brésil, et pillait San-Salvador: elle découvrait un nouveau passage pour se transporter dans la mer du Sud, faisait des prises inestimables sur le vaste océan qui sépare les Philippines et le Pérou; enfin elle se chargeait des transports des différentes marchandises d'un port à un autre, et n'acquérait pas moins de richesses par ce négoce que par celui de sa compagnie des Indes. Toutes les villes anséatiques étaient abandonnées; et

Amsterdam, qui leur ravissait leur commerce, devenait la plus célèbre ville de la terre, et son port le rendez-vous de toutes les nations.

Pendant cette prospérité de la Hollande, les manufactures grossières de draps de Rouen et d'Elbeuf étaient les plus belles qu'on connût en France; point de tapisseries, point de cristaux, point de glaces; l'art de l'horlogerie consistait à mettre une corde à la fusée d'une montre; on n'avait point encore le pendule aux horloges. Le commerce maritime dans les échelles du Levant commençait à peine; celui de l'Amérique se bornait à quelques pelleteries du Canada; nul vaisseau n'allait aux Indes orientales.

En Espagne, le commerce intérieur était ruiné par les droits qu'on continuait de lever d'une province à une autre: on ne sut point faire de toutes ces parties du royaume, appartenant autrefois à de petits souverains, un tout régulier. Nulle industrie ne fécondait, dans ces climats heureux, les présens de la nature; ni les soies de Valence, ni les belles laines de l'Andalousie et de la Castille, n'étaient préparées par les mains espagnoles.

En Allemagne, le commerce d'Ausbourg et de Nuremberg était ruiné; il ne restait guère

de manufactures que celles de fer et d'acier : l'argent était d'une rareté extrême.

En Italie, le commerce avait rendu la Toscane si florissante, et ses souverains si riches, que le grand duc fut en état d'envoyer vingt mille hommes au secours du duc de Mantoue contre le duc de Savoie, en 1613, sans mettre aucun impôt sur ses sujets. Le commerce de Venise, quoique déchu, était encore considérable dans le Levant.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Cette partie continuait d'être à peu près la même dans toute l'Europe. Mais, en France, la justice était devenue vénale dans presque tous les tribunaux des provinces. Les villes étaient sans justice, les chemins impraticables et infestés de brigands; la noblesse opprimait les cultivateurs.

RELIGION.

Des spéculations, aussi inutiles peut-être que sublimes, continuèrent de troubler la paix de l'église romaine. Le jésuite Molina s'était flatté de porter le jour dans les abymes du dogme de la prédestination, à la faveur d'un système ingénieux. De nombreux ennemis,

armés contre cette doctrine, avaient élevé une querelle que la prudence des papes venait d'assoupir : Jansénius la fit revivre, et, par ses talens, lui donna une nouvelle force; il se flatta de réfuter Molina, en exposant les principes de l'évêque d'Hippone, qu'il regardait comme l'unique guide dans cette matière. Le prudent évêque d'Ypres ne produisit qu'avec beaucoup de précaution un systême qu'il prévoyait devoir causer de grands troubles. Plusieurs papes proscrivirent sa doctrine, et se flattèrent de l'étouffer par leur anathême; mais les disciples de Jansénius, sans braver la foudre, surent l'éluder, en prétendant que l'on avait mal saisi l'esprit de leur maître, et, par ce détour adroit, ils firent revivre plus que jamais une querelle qui a divisé l'église pendant plus d'un siècle.

L'anarchie dogmatique qui régnait en Angleterre, y fit éclore cent sectes bizarres; celle des quakers, qui allia la plus pure vertu à un fanatisme que l'on taxa de ridicule, mérite quelques égards. [1]

En France, en Allemagne, en Angleterre, les disputes de religion causèrent des guerres

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (1).

civiles; mais, dans les deux premiers états, la religion ne servit que de voile, et la politique y joua le principal rôle.

En Hollande, ce ne fut qu'une émotion passagère, causée d'abord par le fanatisme, soutenue dans la suite par l'ambition. Le farouche Gomar, aussi inhumain que ses dogmes, demandait avec fureur la proscription des arminiens, ses adversaires; l'état se partagea entre ces deux partis; le sang coula sur les échafauds.

Le fanatisme fit jouer en Angleterre une cruelle tragédie, et la guerre qu'occasionna la religion fut une des plus sanglantes de l'Europe. La philosophie, qui commença à se développer alors, et qui depuis n'a cessé de faire des progrès en Europe; a contribué à briser une partie des armes de la superstition, en s'efforçant de convaincre les hommes que Dieu ne peut approuver un zèle forcené qui fait le malheur de l'humanité.... Malheureusement on en est venu de nos jours jusqu'à persécuter injustement les prétendus ministres du Seigneur, qui ont saisi cette occasion pour calomnier la philosophie, et faire revivre la superstition de tout leur pouvoir.

SCIENCES ET ARTS.

Quelques esprits excellens avaient déjà dévoilé les traits les plus précieux de la morale; mais ils ne lui avaient pas prêté l'appui d'une solide métaphysique, qui doit être liée immédiatement avec la physique.... Une longue suite de siècles, des autorités vénérables, la voix même de la religion, s'intéressaient à une science absurde, toujours produite sous le nom d'Aristote. Il fallut trois génies créateurs pour oser arracher le bandeau; l'Angleterre, la France et l'Italie, fournirent chacune un de ces hommes à l'univers : François Bacon, en Angleterre; René Descartes, en France; Galilée, en Italie: mais celui-ci ne se livrait point, comme les autres, à de sublimes conjectures, ni à de brillantes hypothèses; il avançait d'observations en observations, multipliant continuellement les preuves, ne raisonnant jamais que d'après elles.... Le ciel, la terre, l'air, les mers, étaient les objets de ses expériences et de ses réflexions, et la physique expérimentale dut à ce grand homme sa renaissance.

En vain la tyrannie et la superstition voulurent-elles dérober les lumières qui se répan-

daient de toutes parts; les sciences prirent dès-lors un vol aussi hardi que sublime.

L'Écossais Neuper inventa les logarithmes; l'Italien Cavalieri imagina sa géométrie des indivisibles; Pascal composa sa machine arithmétique; Roberval expliqua les propriétés de la cicloïde; Fermat donna la théorie des tangentes; Ariol se rendit immortel par celle des équations; Descartes perfectionna l'application de l'analyse algébrique, et, ajoutant à ces découvertes une excellente théorie des courbes, il donna une autre forme à la géométrie, et prépara les progrès que l'òn a faits depuis dans la doctrine des infinis.

Gassendi, malgré Aristote et Descartes, écartant l'odieux de la doctrine d'Épicure, prouva avec force les deux principes qui en étaient le fondement, et fit appercevoir deux vérités qui sont devenues les pivots de nos connaissances physiques.

Galilée ressuscitait l'astronome de Thorn, et lui fournissait des raisons plus pressantes et des preuves plus décisives; l'invention du télescope vint lui prêter un secours immense, et les idées de Copernic ne furent plus, aux yeux de l'infatigable observateur, qu'une incontestable vérité.

Tandis que le philosophe italien étendait la sphère du monde, Képler étudiait en Allemagne la marche des planètes, fixait la forme de leurs orbites; il devinait la rotation du soleil sur son axe; il soupçonnait son action sur les planètes, et celle des planètes sur lui; il entrevoyait l'influence que cet astre a sur le flux et le reflux de la mer.

Kircher appercevait ses taches, et Sheiner les faisait servir à fixer le temps de sa révolution sur lui-même.

En appliquant l'astronomie à la géographie, le globe fut mesuré avec plus de justesse; la méthode de Fernet fut remplacée par une meilleure; Melius imagina celle des triangles, qui, perfectionnée par Blaen, ne donna lieu qu'à des erreurs peu importantes.

La mécanique trouva aussi un restaurateur dans Galilée, et l'optique dans Képler.

Harvey, méditant profondément sur le corps humain, retira des ténèbres l'importante vérité de la circulation du sang, connue des anciens, devinée depuis par Servet, et qui périt dans les flammes avec lui.

En même temps, l'Italien Sanctorius enseignait la transpiration insensible, découverte qui eut de grandes influences sur l'art de guérir.

Au milieu de cette fermentation générale des esprits, Hobbes cherchait les lois de la société jusque dans leur origine. L'homme lui parut essentiellement méchant ; dès-lors la liberté, même modérée, lui sembla devoir occasionner les plus grands désordres, et il regarda le despotisme et la crainte comme les uniques barrières contre les passions. Harington voulut au contraire établir une république parfaite, et cette chimère servit à faire éclore des principes bienfaisans.

Le Hollandais Grotius éclaircit le droit public.

L'histoire faisait aussi des progrès. Felden, Petau, Cosserius, Mariana, Mézerai, Clarendon, Warens, Strada, se distinguaient par leurs recherches et leurs écrits.

Ces sublimes connaissances commençaient à éclairer l'Europe, et les lettres continuaient de l'embellir; elles dégénéraient en Italie, malgré l'ingénieux badinage *du Sceau enlevé* de Tassoni.

La poésie, qui avait brillé avec tant d'éclat en Espagne, devint l'organe de sentimens hors de nature, affecta des images forcées, et rechercha des expressions singulières; le théâtre dégénéra subitement; la prose se sentit encore

plus de la décadence générale ; l'esprit des romans s'empara de tout, et occasionna le seul ouvrage de goût digne de rester à la postérité, *Don Quichotte,* de Cervantes, satire originale, et la plus belle dont puissent se vanter les langues modernes.

La France et l'Angleterre recueillaient l'héritage que l'Italie et l'Espagne laissaient perdre. Waller, Coveley, Donn, Denham, Faisfax, Harington, Benjonhson et Milton, faisaient revivre en Angleterre les meilleurs auteurs de l'antiquité dans la poésie pindarique, satirique, théâtrale et épique..... En France, le cardinal de Richelieu instituait l'académie française ; Balzac commençait à donner de la dignité et de l'harmonie à la prose ; Voiture y ajoutait de la finesse et des graces ; Saint-Évremont, une molle négligence et de la délicatesse ; Pascal, la force et l'énergie ; d'Ablancourt, d'excellentes traductions ; Durfé, par ses fictions, de l'intérêt et du sentiment ; Patru, un choix de termes et de la clarté dans la diction ; Racan se faisait un nom par ses bergeries ; Corneille ouvrait à Racine la carrière dramatique, ravissait Condé, triomphait de la jalousie de Richelieu, et fondait le premier théâtre du monde.

Les beaux-arts soutenaient en Italie la gloire

de Médicis; le Guide, le Dominicain, l'Albane, formaient des élèves dignes d'eux; André Sacchi présentait les graces de l'Albane avec des idées plus nobles et un meilleur dessin; Pierre de Cortone brillait par le choix de ses sujets; Salvator Rose rendait avec vérité les combats, les marines, et surpassait tous les peintres pour le feuillé des arbres; Lespagnolet était inimitable dans les sujets sombres et terribles.

L'école flamande était parvenue à son plus haut période; elle possédait à la fois Rubens, Vandik, Rembrant, Dow, Metzu, Bamboche, Braower, Heem, Teniers.

L'école française avait déjà Vouet, Mignard, Bourdon, Le Brun, Le Sueur, Le Poussin.

La gravure atteignait sa perfection dans ces différentes écoles. La France acquérait une supériorité dans la sculpture, qu'elle n'a point cessé de conserver; l'architecture y était moins florissante.

USAGES ET MŒURS.

Les mœurs des Turcs offraient un grand contraste. Ils étaient à la fois féroces et charitables, intéressés, et ne commettant presque jamais de larcin; leur oisiveté ne les portait

ni au jeu ni à l'intempérance ; très-peu se servaient du privilége d'épouser plusieurs femmes, et de jouir de plusieurs esclaves ; il n'y avait pas de grande ville en Europe où il y eût moins de femmes publiques qu'à Constantinople ; ils haïssaient, ils méprisaient les chrétiens, et cependant ils les souffraient, ils les protégeaient, ils permettaient leurs processions dans le quartier qu'ils ont à Constantinople.

Les Turcs étaient fiers, et ne connaissaient point la noblesse ; ils étaient braves, et n'avaient point l'usage du duel.

La Russie était à peu près inconnue aux peuples méridionaux de l'Europe ; les abus dont se plaignent aujourd'hui les nations policées auraient été des lois divines pour les Russes : parmi eux, il était très-rare d'avoir un lit ; on couchait sur des planches que les moins pauvres couvraient d'un gros drap acheté aux foires éloignées, ou d'une peau d'animal, soit domestique, soit sauvage.

La magnificence des grands seigneurs, en Espagne, consistait dans de grands amas de vaisselle d'argent, et dans un nombreux domestique ; il régnait chez les grands une générosité d'ostentation qui en imposait aux étrangers ; c'était de partager l'argent qu'on gagnait

au jeu avec tous les assistans, de quelque condition qu'ils fussent. Les fêtes des combats des taureaux étaient très-fréquentés ; cependant rien de ce qui rend la vie commode n'était connu : la société n'était pas plus perfectionnée que les arts ; les femmes étaient presque aussi renfermées qu'en Afrique ; tout le monde pinçait de la guitare, et la tristesse n'en était pas moins répandue sur la face de l'Espagne ; les pratiques de dévotion tenaient lieu d'occupation à des citoyens désœuvrés.

On disait alors que la fierté, la dévotion, l'amour et l'oisiveté, composaient le caractère de la nation ; mais il n'y eut aucune conspiration, aucune révolution, aucun châtiment cruel, et, sans les horreurs de l'inquisition, on n'aurait rien eu à reprocher alors à l'Espagne.

Tout était très-différent, dans la manière de vivre et de se vêtir en France, de tout ce qu'on voit aujourd'hui. Les petites bottines, le pourpoint, le manteau, le grand collet de point, les moustaches et une petite barbe en pointe, rendraient les Français du commencement du dix-septième siècle aussi méconnaissables pour nous que leurs passions pour les complots, leur fureur des duels, leurs festins au cabaret,

leur ignorance générale, malgré leur esprit naturel.

En France, Louis XIII entrait dans sa neuvième année, lorsqu'Henri IV fut tué le 14 mai 1610. Dans l'étonnement où ce meurtre jetait tous les esprits, le parlement, qui profitait de toutes les occasions d'augmenter sa puissance, disposa de la régence en faveur de la reine mère Marie de Médicis.

Dès-lors la crainte, sinon d'essuyer des persécutions, du moins de perdre la liberté de conscience, disposa les réformés à se tenir prêts à défendre leurs priviléges. Marie de Médicis confirma cependant l'édit de Nantes;[1] mais sa versatilité avertissait les protestans de peu compter sur ses promesses.

Au milieu de ces germes de division, il fallait des talens et de l'énergie pour gouverner la France; Marie de Médicis n'avait ni de l'un ni de l'autre.

Le conseil de régence était composé des ministres d'Henri IV; mais la reine, gouvernée par le maréchal d'Ancre et sa femme, avait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

un conseil secret, composé de l'ambassadeur d'Espagne, de quelques Italiens et de quelques jésuites, qui décidaient de toutes les opérations de la régence.

Ainsi tous les projets d'Henri IV abandonnés, ses trésors entamés et dissipés, Sully renvoyé, le mariage du roi avec l'infante d'Espagne, et celui d'Élisabeth avec le prince des Asturies, arrêtés, alarmèrent et les protestans et les catholiques : on connaissait l'ambition et la politique de la cour de Madrid.

Les calvinistes remuèrent les premiers. Il était difficile qu'ils se fissent illusion sur les dangers dont les menaçait l'intime liaison des cours de Madrid et de Paris ; ils croyaient voir l'inquisition s'établir, et les bûchers qui avaient consumé leurs pères se rallumer ; ils se rassemblèrent à Saumur, et nommèrent les ducs de Bouillon et de Rohan pour leurs chefs.

D'un autre côté, les princes du sang quittèrent Paris, et se retirèrent à Mézières, où les plus grands seigneurs de la cour les suivirent.

Dès-lors la reine, qui craignait de remettre à son fils l'état déchiré par une guerre civile, usa de dissimulation, et signa, le 13 mai 1614, le traité de Sainte-Menéhould, dans lequel, après avoir promis d'assembler les états géné-

raux, elle suspendit le mariage de ses deux enfans.

Louis XIII, déclaré majeur dans un lit de justice tenu le 2 octobre 1614, n'était qu'un enfant destiné à une éternelle minorité. Marie de Médicis quitta le titre de régente, et son pouvoir n'en fut que mieux affermi : les états généraux s'assemblèrent ; mais la mésintelligence, semée avec art par la cour entre les trois chambres, les empêcha de porter aucun remède aux maux de l'état.

La fermentation augmenta dans le royaume ; et, si, dans cette occurrence, les grands seigneurs avaient fait cause commune avec les magistrats, il est probable qu'ils se seraient emparés du pouvoir.

La crainte de cet événement engagea la reine à traiter en même temps avec les princes et avec les magistrats : on signa le traité de Loudun.[1]

Cependant à peine le prince de Condé est-il rentré dans Paris sur la foi du traité, et la reine le fait arrêter. C'est à cette époque où l'on voit l'évêque de Luçon, depuis cardinal de Richelieu, paraître pour la première fois dans les affaires publiques.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

Cette trahison décida les mécontens à se retirer et à faire les préparatifs de guerre.

Luines profita de cette circonstance pour persuader au roi, dont il était le favori, d'appaiser les mécontens par l'éloignement de la reine et du maréchal d'Ancre des affaires. Le maréchal est assassiné;[1] Marie est reléguée au château de Blois, et l'évêque de Luçon dans son diocèse. Luines gouverne le roi et l'état.

D'Épernon fait sortir la reine mère de Blois; le roi lève deux armées; elles sont battues; les calvinistes prennent les armes. Dans cet état d'anxiété, Luines s'adresse à l'évêque de Luçon, pour ménager un accommodement entre la mère et le fils; l'évêque y réussit : la reine et le roi, son fils, se voient à Brissac; Richelieu est fait cardinal; Luines meurt;[2] la reine mère rentre au conseil; la paix avec les protestans se fait à Privas, et le roi, après y avoir confirmé l'édit de Nantes, est reçu dans toutes les villes protestantes.

La cour, délivrée du fardeau d'une guerre civile ruineuse et infructueuse, fut en proie à de nouvelles intrigues; les ministres étaient

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

tous ennemis déclarés les uns des autres, et le roi se défiait d'eux.

Depuis la mort du connétable de Luines, la reine était à la tête du conseil : pour mieux y affermir son autorité, elle voulut y faire entrer le cardinal de Richelieu, son favori ; elle comptait gouverner par lui ; elle réussit enfin, malgré la répugnance du roi, dans ce projet, auquel elle attachait une si grande importance.

A peine Richelieu est dans le conseil, et déjà il y domine ; déjà il a promis aux protestans d'Allemagne de les favoriser en secret, et il a formé le projet d'accabler ceux de France.

Avant son ministère, on négociait vainement avec tous les princes d'Italie, pour empêcher la maison d'Autriche, déjà si puissante, de demeurer maîtresse de la Valteline.

Cette petite province, alors catholique, appartenait aux Ligues Grises, qui sont réformées ; les Espagnols voulaient joindre ces vallées au Milanais ; le duc de Savoie et Venise, de concert avec la France, s'opposaient à tout agrandissement de la maison d'Autriche en Italie ; le pape Urbain VIII avait enfin obtenu qu'on séquestrât cette province entre ses mains, et ne désespérait pas de la garder.

L'ambassadeur de France à Rome faisait

part à Richelieu, dans une dépêche, de toutes les difficultés de cette affaire. *Le roi a changé de conseil et le ministère de maximes*, répondit le cardinal : *on enverra une armée dans la Valteline, qui rendra le pape moins incertain, et les Espagnols plus traitables.*

Aussitôt le marquis de Cœuvres entre dans la Valteline avec une armée, en 1625; on ne respecte point les drapeaux du pape, et on affranchit ce pays de l'invasion autrichienne : ce fut là le premier événement qui rendit à la France sa considération chez les étrangers.

Dans le même temps, Lesdiguières et le duc de Savoie entraient en Italie pour attaquer les états de Gênes, et se porter sur Savone; mais le duc de Savoie, se souciant peu de voir les Français dominer dans la Ligurie, desirant au contraire posséder le Mont-Ferrat, voulut faire prendre la route d'Acqui. Lesdiguières, qui avait ordre de déférer aux desirs du duc, pour s'y conformer, donna le pillage de l'Opiata aux soldats, se présenta devant Acqui, qui lui ouvrit ses portes; força Capriata, fit capituler Ga, la première ville des états de Gênes, du côté du Mont-Ferrat; prit Novi en présence du duc de Féria, gouverneur du Milanais, qui était accouru avec une armée;

enfin investit la ville de Gavi, qui se rendit, avec son château, après que le comte d'Alais eut taillé en pièces mille hommes envoyés par les Génois au secours de la place, et le duc de Savoie six mille autres, qui avaient aussi l'ordre de se jeter dans Gavi.

Après ces succès, qui soumirent plus de cent soixante places sur la rivière de Gênes, le maréchal de Créqui avait assiégé Caire, dont la prise facilitait celle de Savone; mais, comme nous l'avons déjà dit, le duc de Savoie aimait mieux voir dans Gènes les Génois, ses ennemis, que les Français, ses alliés : il lui suffisait de les avoir affaiblis; il ne voulait pas les ruiner. Il profita donc d'une légère indisposition, comme d'un prétexte, et se retira dans le Piémont.

L'armée française, se trouvant alors seule, affaiblie d'ailleurs de plus d'un tiers par les maladies, ne dut pas attendre le duc de Féria, qui marchait à elle avec dix-huit mille hommes d'infanterie, quatre mille chevaux et quatorze pièces de canon. Le connétable se retira dans le Piémont; ce qui occasionna la perte de Gavi, de Novi, et de toutes les places que l'on avait prises aux Génois. Le duc de Féria, après ces conquêtes, entra dans le Piémont,

et se présenta devant Asti; mais le connétable et le prince Thomas, qui s'étaient jetés dans la place, firent sur les Espagnols une sortie tellement vigoureuse, qu'ils les obligèrent à abandonner un pont qu'ils avaient jeté sur la Verse, qui passe devant Asti, et à effectuer leur retraite. Cependant le duc de Féria, après plusieurs marches et contre-marches, était venu, au grand étonnement de tous les généraux, mettre le siége devant Véruç, petite ville peu importante, située à huit milles de Turin, sur une des collines qui bordent le Pô, vis-à-vis de Crescentia; les Espagnols eux-mêmes en faisaient si peu de cas, qu'ils l'appelaient, par dérision, le *colombier*. Le maréchal de Créqui augmenta sa réputation militaire par la manière dont il la défendit, et dont il obligea les Espagnols à en lever le siége, après avoir été continuellement battus dans les différentes sorties faites contre eux, et dans les différens combats qui leur furent livrés par le maréchal, quoiqu'il n'eût qu'une poignée de monde.

On devait présumer cependant que les Espagnols, ne se tenant pas pour entièrement battus, ne manqueraient pas d'augmenter leurs forces, et d'entrer en campagne de très-bonne

heure : il fallait donc songer à prendre des précautions pour n'être pas surpris. Le maréchal et le prince de Piémont prirent alors le parti de venir à Paris, pour faire sentir l'importance d'envoyer en Piémont des secours en hommes et en argent ; mais le cardinal de Richelieu avait d'autres projets ; il faisait négocier avec l'Espagne la paix qui fut signée à Mouçon, le 5 mai 1626, et ratifiée ensuite par le duc de Savoie, les Grisons et les Suisses.

Trois ministres, également puissans, faisaient alors presque tout le destin de l'Europe : Olivarès, en Espagne ; Bukingham, en Angleterre ; Richelieu, en France. Tous trois se haïssaient réciproquement, et tous trois négociaient toujours à la fois les uns contre les autres.

Le cardinal de Richelieu ne s'était empressé de faire la paix de Mouçon que pour désarmer et abattre les calvinistes ; il réussit alors dans ses projets contre eux. On leur ôta leurs fortifications et tous les droits qui pouvaient être dangereux ; on leur laissa la liberté de conscience, leurs temples, leurs lois municipales, et tout ce qui ne pouvait pas nuire. Ainsi le grand parti calviniste fut terrassé, au lieu d'établir une domination, et le cardinal put s'oc-

cuper à déployer toutes les forces de la France contre la maison d'Autriche, en Allemagne, en Italie, en Flandre, et vers l'Espagne; il importait de voir l'état uni et tranquille, pour troubler et diviser les autres états.

Déjà l'intérêt de donner à Mantoue un duc dépendant de la France appelait les armées françaises en Italie; Gustave-Adolphe voulait entrer en Allemagne, il fallait le seconder; enfin Richelieu songeait à ébranler l'Europe, pour arrêter la puissance de la maison d'Autriche.

L'empereur Ferdinand II, depuis la bataille de Prague, était despotique en Allemagne, et devenait alors puissant en Italie. Son autorité en Allemagne était beaucoup plus grande que celle exercée par Charles-Quint, dans le temps de sa prospérité; une armée de cinquante mille soldats, vivant à discrétion dans les différentes provinces de la Germanie, formait la base redoutable sur laquelle reposait l'autorité impériale.

Le roi d'Espagne, Philippe IV, n'abandonnait pas ses prétentions de régner despotiquement sur l'Italie; la succession au duché de Mantoue lui offrait un nouveau moyen d'agrandissement.

Le Mantouan et le Mont-Ferrat devaient appartenir à Charles de Gonzague, duc de Nevers : le duc de Savoie réclamait le Mont-Ferrat ; le roi d'Espagne, maître du Milanais, se croyait en droit d'enlever la succession entière.

L'empereur, après avoir mis au ban de l'Empire le duc de Nevers,[1] pour avoir pris possession de Mantoue sans sa permission, avait envoyé le comte de Nassau, pour séquestrer le Mantouan et le Mont-Ferrat ; il voulait enrichir la branche d'Autriche espagnole de ces deux duchés. Les Allemands avaient surpris et saccagé Mantoue ; ils répandaient l'épouvante dans la faible Italie.

Ferdinand voulut aller plus loin, et il enjoignit, en infraction de la paix de Passau, à tous les princes allemands de restituer les évêchés et les autres biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés ; mais cet usage immodéré de sa puissance ramena les Français en Italie, et, en réduisant les protestans au désespoir, il prépara lui-même les triomphes qu'obtint en Allemagne Gustave-Adolphe, aidé par le cardinal de Richelieu.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

Le marquis de Spinola occupait le Mont-Ferrat avec une armée espagnole. Richelieu desire la combattre; il se fait nommer généralissime de l'armée qui marche en Italie. Ce premier ministre négocie dans la route, mais en souverain ; il exige du duc de Savoie de venir le trouver à Lyon : ne pouvant l'obtenir, il se décide alors à marcher en avant.

Le roi, après avoir traversé la Champagne et la Bourgogne, était arrivé, vers le milieu de février 1629, à Grenoble, d'où il avait envoyé le commandeur de Valence à Turin, pour faire savoir au duc de Savoie qu'il marchait au secours de Casal, et qu'il lui demandait le passage par ses états, comme il s'y était engagé par ses derniers traités envers la couronne de France.

Le duc de Savoie, qui avait promis aux Espagnols de favoriser la prise de Casal, fit une réponse ambiguë ; le roi se décida à partir de Grenoble, malgré la neige et les brouillards, et dirigea sa marche vers le Pas de Suse : ce fut avec des peines infinies que l'armée se porta jusqu'au pied du Mont Genèvre, tandis que le cardinal de Richelieu, suivi des maréchaux de Créqui et de Bassompierre, avait poussé, avec l'avant-garde, jus-

qu'à Chaumont, bourg sur l'extrême frontière de France, afin de reconnaître les passages et les barricades qu'il fallait forcer pour arriver à Suse.

Effrayé de la rapidité de la marche des troupes françaises, le duc voulut tenter une négociation ; il envoya, pour cet effet, le comte de Vérue, qui offrit au cardinal la liberté du passage, sous la condition d'abandonner au duc la même partie du Mont-Ferrat que lui avait promise le roi d'Espagne.[1] Le premier ministre, indigné des propositions du duc et de sa résistance, renvoya le comte de Vérue, et, en faisant part au roi de ce qui s'était passé, le fit prier de marcher sans tarder, pour punir le duc de Savoie de ses prétentions et de son obstination.

Après avoir reçu les dépêches du cardinal, le roi partit donc à dix heures du soir, et arriva, à trois heures avant le jour, à Chaumont, où il trouva Richelieu occupé, avec les maréchaux de Créqui et de Bassompierre, à dresser l'ordre de l'attaque.

L'armée française était forte d'environ vingt-quatre mille hommes de pied et huit mille chevaux.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

A une demi-lieue environ de Chaumont, sur les terres du duc de Savoie et sur le chemin qui conduit à Suse, se trouve un rocher escarpé de tous les côtés, qui n'est abordable que par une seule pente étroite et bordée de précipices : les Français le nomment Gelasse, et les Piémontais Gravière. Là étaient placés le village et le fort de Gelasse, d'un côté de la pente, et, de l'autre, le fort de Jallon, qui commandait un autre fort sur le bord de la Doire. Les deux premiers défendaient le premier chemin. Près de là est une vallée entre deux montagnes fort hautes, dont l'une porte le nom de Crête de Montabou, et l'autre de Crête de Montmoron. Le duc avait fait fermer ce passage par deux fortes barricades, précédées d'une demi-lune et d'un fort retranchement; il avait aussi fait élever des redoutes sur la pente des deux crêtes. La vallée, qui, sur un quart de lieue de longueur, n'avait que dix-huit ou vingt pas de large, était encore embarrassée par de gros quartiers de roche. La demi-lune et le retranchement se trouvaient à peu près sur la limite des deux états; la première barricade, un quart de lieue plus bas, sous le fort de Jallon, mais bien fortifiée, et dans un passage très-étroit; la seconde, à cent pas de la pre-

mière, était placée à la proximité du fort de Gelasse, sous le feu duquel il fallait passer pour y arriver.

Ces barricades avaient douze pieds d'épaisseur, et vingt pieds de hauteur; elles étaient défendues par deux mille sept cents hommes, et le duc de Savoie et son fils étaient venus à Suse pour presser les travaux et défendre le passage.

Du côté des Français, les régimens des gardes françaises et suisses étaient à la tête de l'attaque; le régiment de Navarre à l'aile droite, celui de Lisac à la gauche; deux cents mousquetaires devaient précéder chacune des ailes, gagner les éminences au dessus des barricades, et faire feu sur ceux qui les défendaient au moment où on les attaquerait de front. Le comte de Sault, fils du maréchal de Créqui, conduit par un guide, devait passer, avec son régiment, au dessous de Gelasse, par des chemins détournés, descendre vers Suse, et venir prendre les ennemis par derrière. Dauriac, avec un autre régiment, devait tourner le fort de Jallon, pour l'attaquer en même temps. Chaque corps destiné à la première attaque devait jeter en avant cinquante enfans perdus, suivis de cent autres, soutenus par

cinq cents hommes, à la tête desquels devaient se trouver les princes et seigneurs qui avaient accompagné le roi, et qui avaient desiré occuper les places les plus périlleuses.

Avant de donner les signaux de l'attaque, le roi envoya encore demander au duc de Savoie le passage et la liberté d'aller loger à Suse avec sa suite. Sur la réponse négative du duc, le maréchal de Bassompierre demanda au roi la permission de commencer l'attaque.... *Savez-vous,* lui dit sa majesté, *que nous n'avons pas cent livres de plomb dans le parc d'artillerie? — Il est bien temps de penser à cela; laissez-nous faire, Sire. — M'en répondez-vous? — Je vous réponds seulement que nous nous en tirerons avec honneur.*

Dès cet instant, le 6 mars 1629, les maréchaux de Bassompierre, de Créqui et de Schomberg, ayant mis pied à terre, donnèrent le signal du combat; on attaqua sur tous les points : les ennemis, fusillés par derrière, dans les retranchemens et les barricades, et pressés vivement par devant, ne purent résister nulle part. L'ardeur des Français était telle, que, sans Serbellon, officier espagnol, qui tint ferme près d'une chapelle, et arrêta Troisville, qui conduisait des enfans perdus, celui-ci au-

rait pris le duc de Savoie, qui eut le temps de se sauver.

Pendant que l'on attaquait les barricades, le comte de Sault, qui avait marché pour prendre les ennemis par derrière, trouva sur son chemin le colonel Marc-Antoine Belon posté, avec son régiment, pour lui défendre le passage; il n'hésita pas à l'attaquer, et tarda peu de faire vingt officiers prisonniers, après avoir pris plusieurs drapeaux, et taillé en pièces, ou fait prisonniers tous les soldats, à l'exception de quelques-uns qui se précipitèrent de la montagne en bas.

Après cette belle action, il fit rendre le chemin plus praticable, en faisant écarter la neige, il avait fondu tout à coup sur les ennemis par derrière, et était venu contribuer à accélérer leur défaite.

Suse aurait été forcée le jour même, si l'on n'eût voulu garantir la ville du pillage, afin d'y faire loger le roi. Le maréchal de Créqui, avec les gardes françaises, alla occuper des maisons à gauche, sur la descente; Bassompierre, Tavannes et Thoiras, se placèrent à droite, avec le régiment de Navarre, et le commandeur de Valence fut placé de l'autre

côté de la ville, avec les Suisses, pour empêcher que rien n'en sortît.

Le fort de Jallon s'était rendu en même temps que la ville, il ne restait plus que la citadelle à emporter; sa situation et ses fortifications en rendaient l'attaque difficile. On se décida cependant à l'entreprendre; mais, avant d'effectuer ce projet, le cardinal, voulant éviter les risques d'une expédition en Italie, et les frais énormes qu'elle occasionnerait, envoya, dès le jour même, proposer des négociations au duc de Savoie. Celui-ci, qui craignait de voir ravager ses états, accepta les propositions qui lui étaient faites : dès-lors, le maréchal de Créqui s'arrêta, avec l'avant-garde, à Bosselin; Gonzalve leva le siége de devant Casal; Thoiras, renommé par sa défense de l'île de Ré, en fut nommé commandant; les forts de Suse restèrent entre les mains des Français, et le roi revint en France.

Mais à peine le roi et le cardinal ont repassé les Alpes, et déjà le duc de Savoie a repris les armes, il fait cause commune avec les Autrichiens et les Espagnols, qui saccageaient le Mantouan. Cette conduite était autorisée par les principes de la politique. Ferdinand II, ayant rassemblé toutes ses forces, avait con-

voqué une diète à Ratisbonne, dans laquelle il se flattait de prendre les mesures les plus efficaces pour détruire la religion protestante en Allemagne, et rétablir la puissance impériale en Italie. La guerre entre les catholiques et les protestans s'était rallumée en France, et cet événement devait éloigner pour long-temps les Français de l'Italie. Louis XIII était tombé dangereusement malade à Lyon, et le cardinal de Richelieu ne pouvait pas tarder d'être disgracié.

Toute cette chaîne de probabilités se rompit à la fois. Ferdinand trouva très-peu de bonne volonté dans la diète de Ratisbonne; les électeurs de Saxe et de Brandebourg exposaient leurs griefs par des députés; l'électeur de Bavière déclarait qu'il n'existerait aucune liberté dans les diètes, tant que l'empereur aurait cent cinquante mille hommes sur pied; les états luthériens et calvinistes protestaient contre l'édit qui exigeait la restitution des biens ecclésiastiques; l'Allemagne retentissait des préparatifs de Gustave; Ferdinand était obligé de rappeler ses troupes d'Italie; Louis XIII avait recouvré sa santé, et Richelieu, après avoir vaincu les calvinistes, venait d'être chargé de la guerre d'Italie, en qualité de généralissime.

Le cardinal, secondé par les maréchaux de Créqui, Schomberg et la Force, séjourna quelques jours à Lyon, où il était arrivé en janvier 1630; il se rendit à Suse, d'où il envoya le maréchal de Créqui, pour négocier, avec le duc de Savoie, au sujet de la fourniture des vivres. Le duc avait eu l'air de tout accorder, et le soin de ne tenir aucune des paroles qu'il avoit données; il s'était proposé de laisser avancer l'armée française, dans l'espérance de lui couper ensuite facilement les vivres et le retour. Le cardinal ne put être plus long-temps sa dupe; il ordonna au maréchal de Créqui, qui, à la tête de l'avant-garde, était déjà entré dans le Mont-Ferrat, de revenir sur ses pas, et d'investir Pignerol; ce qu'il fit le 29 mars 1630. Cette ville se rendit le lendemain, et le château quelques jours après.

La prise de Pignerol décida le roi à venir continuer la guerre; il arriva le 2 mai à Lyon, où il trouva le cardinal, le maréchal de Créqui, et Jules Mazarin, qui venait faire des propositions de paix pour le duc de Savoie, de la part du pape. Le roi n'ayant point agréé les propositions du duc, on résolut, dans un grand conseil tenu à Grenoble, d'attaquer la

Savoie : en même temps, Chambéry fut investi par l'avant-garde aux ordres du maréchal de Créqui.... Chambéry, ainsi que son château, se rendirent très-promptement, et le roi y entra le lendemain. Le maréchal, peu de jours après, prit la tour Charbonnières et Montmélian : en même temps, on assiégeait et l'on prenait les différentes autres places qui pouvaient opposer quelque résistance dans la Savoie, la Tarentaise et la Maurienne, de manière qu'en moins de quinze jours ces trois provinces furent soumises au roi. De nouvelles ouvertures de paix avaient été faites; mais le marquis de Spinola, qui, dès le mois de mai, avait commencé le siége de Casal dans les formes, les rendait toutes infructueuses : il fallut donc se décider à envoyer des secours, pour sauver cette place importante. Le roi jeta les yeux sur le duc de Montmorenci, sous les ordres duquel on mit une partie de l'armée.

Averti que le duc de Savoie s'était saisi de Saint-Ambroise, et se portant de là à Veillane pour lui disputer le passage, le duc de Montmorenci se rendit de Suse à Jouère, avec le marquis d'Effiat : de là, il fit savoir au maréchal de la Force qu'il marcherait tel jour vers Saint-Ambroise; celui-ci, à la tête d'une

division de l'armée française, était parti de Pignerol, s'emparait de Javennes, pour se joindre à Montmorenci, et marcher avec lui au secours de Casal. Ce bourg, qui est à une lieue de Veillane, avait été fortifié, et était occupé par le duc de Savoie, à la tête de quinze mille hommes de pied et neuf mille chevaux.

Montmorenci et d'Effiat priaient en même temps le maréchal de venir les joindre le lendemain, afin de conférer ensemble sur les moyens d'opérer leur jonction à Javennes, qui se trouvait séparé de Saint-Ambroise par une lieue et demie de chemin très-difficile, montueux et escarpé.

Dès le jour même, l'armée du duc, forte de huit mille hommes de pied et de huit cents chevaux, se mit en marche. Le marquis d'Effiat, qui commandait l'avant-garde, s'avança au-delà de Saint-Ambroise, qu'il laissa libre pour le duc de Montmorenci et le reste de l'armée, après avoir posté des troupes pour surveiller le pont de Veillane; le maréchal de la Force arriva le même soir à Saint-Ambroise : on y tint sur-le-champ un conseil, où il fut décidé que, dès la même nuit, on ferait filer les bagages, afin d'assurer la liberté du chemin aux troupes qui partiraient à la pointe du jour.

Les choses ainsi convenues, les bagages partirent en effet; mais on les fit déboucher beaucoup trop lentement : à six heures du matin, il en restait encore à partir, et les troupes ne purent pas se mettre en marche avant huit.

L'armée se mit en bataille devant Veillane, sous les yeux des ennemis, qui la regardaient, du haut de leur fortification, comme un objet de curiosité, et sans faire aucun mouvement.

Quelque temps après, l'avant-garde se mit en route, s'empara sur son chemin d'une maison qui pouvait assurer la marche de l'armée; elle en confia ensuite la garde aux braves lansquenets, pour y rester jusqu'au moment où leur tour viendrait de marcher avec le corps de bataille. Il restait encore l'arrière-garde, qui allait se mettre en mouvement, quand les ennemis parurent : divisés en trois corps, le premier s'empara du pont de Veillane; le second marcha au corps de bataille, pour le prendre en flanc, après s'être emparé de la maison qui favorisait son passage; le troisième, composé de six cents chevaux et de huit mille fantassins, se mit à la suite de l'arrière-garde, et ne cessait de la harceler par des détachemens, qui se relevaient et se succédaient continuellement : ils étaient

composés de l'élite des vieilles bandes de l'empereur.

Dans cette position infiniment périlleuse, le duc de Montmorenci se met à la tête de quatre compagnies du régiment des gardes, et de plusieurs de celui de Picardie, avec lesquelles il regagne la maison qui venait d'être enlevée à l'arrière-garde; il court secourir ensuite la tête du régiment des gardes qui commençait à plier; enfin, s'appercevant de la détresse de l'arrière-garde, qui était sur le point d'être totalement défaite, convaincu des suites fâcheuses de cette défection, qui entraînerait celle de l'armée entière avant qu'elle eût pu arriver à Javennes, la retraite lui paraissant d'ailleurs très-périlleuse, et la fuite infiniment honteuse et très-hasardée, Montmorenci, malgré l'avis de quelques généraux, donne l'ordre au marquis d'Effiat de marcher à la cavalerie ennemie avec les chevaux-légers, se disposant en même temps à le suivre, et à le soutenir avec ce qu'il pourra rassembler de gendarmerie.

Pour exécuter cet ordre, il fallait franchir le front de l'infanterie ennemie, essuyer ses décharges de mousqueterie, et celles des carabiniers qui couvraient la cavalerie : rien n'arrête les deux généraux français et les braves

troupes qui les suivent. Malgré de si grands obstacles, on marche à l'escadron du prince Doria, qui commandait la cavalerie espagnole: en vain ce général tente de gagner le flanc de la cavalerie française, en faisant faire une caracole à sa troupe; le marquis d'Effiat tombe sur sa gauche, Montmorenci sur sa droite, et bientôt cet escadron est renversé, mis en désordre. A peine Doria en a rallié quatre cents, déjà il a été fait prisonnier lui-même, et toute sa troupe entièrement taillée en pièces.

Ce succès ne suffisait pas; il restait encore la plus grande partie de la cavalerie ennemie intacte, qui marchait pour remplacer et venger les escadrons détruits. D'Effiat et Montmorenci venaient de rallier leurs troupes et d'être renforcés par une compagnie de gendarmes de Monsieur. Le combat s'engage de nouveau; la cavalerie ennemie est mise en fuite, on la fait poursuivre par quelques détachemens, tandis que d'Effiat et Montmorenci, se donnant à peine le temps de changer de chevaux, se mettent à la tête de tout ce qu'ils peuvent rallier, pour venir prendre par derrière et en flanc l'infanterie ennemie, qui avait enveloppé celle des Français, et sur le point de l'écraser. Les vieilles bandes autri-

chiennes, attaquées alors de tous les côtés, sont remplies d'effroi : les uns jettent leurs piques, les autres leurs mousquets; tous fuient avec précipitation; plus de trois cents se jettent dans un grand fossé plein d'eau, où ils se noient, tout le reste des fuyards ne s'arrête que lorsqu'ils sont arrivés à leur réserve, qui les protége et les rallie. Plus de huit cents hommes des ennemis restent sur le champ de bataille; plus de deux cents sont faits prisonniers; on leur prend dix-neuf drapeaux : les Français perdent environ quatre cents hommes.

Après avoir lu les détails de ce combat, comment pourra-t-on croire que, pour détruire ou disperser ce corps de quatre mille fantassins et six cents cavaliers, Montmorenci n'ait combattu qu'avec quatre-vingts gendarmes, autant de chevaux légers, soixante carabiniers, et environ douze cents fantassins? Comment encore pourra-t-on comprendre que le prince de Piémont ait pu rester spectateur tranquille de ce combat derrière les retranchemens de Veillane, et qu'il n'ait songé ni à profiter de la position fâcheuse des Français, ni à secourir ses propres troupes, quand il les vit aussi vivement attaquées ?

Craignit-il que Montmorenci eût voulu le

tromper et le faire tomber dans un piége, en ne lui montrant que son arrière-garde? Cela n'est pas probable. D'ailleurs, ce prince devait être instruit de la force de l'armée française, qui n'égalait pas la moitié de la sienne; il avait pour lui l'avantage de la position et du nombre. L'armée française se trouvait engagée dans un chemin si étroit, que les soldats ne pouvaient ni se défendre, ni être secourus par ceux qui les précédaient. Le maréchal de la Force était bien à Javennes; mais il ne pouvait que recevoir et rallier ceux qui échapperaient du combat. Le prince devait d'ailleurs empêcher une jonction, dont l'inexécution entraînait la perte de la campagne pour les Français, et lui assurait, au contraire, la prise de Casal et du Mont-Ferrat.

Les deux armées réunies s'emparèrent de la ville et du marquisat de Saluces. Charles Emmanuel s'avança alors jusqu'à Savillan; il était dans l'intention de combattre les Français, lorsqu'il mourut d'une attaque d'apoplexie, vers la fin de juillet 1630.

La ville de Revel fut la première place dont les Français s'emparèrent en Piémont, après la mort du duc. On reproche, peut-être avec raison, aux trois généraux français, de n'avoir

pas marché sur-le-champ à Villefranche, Pontcarlier et Carignan. Ces places, peu garnies de troupes, auraient fait une faible résistance, et, une fois au pouvoir des Français, ils auraient pu ravitailler Casal avec d'autant plus de facilité, que le général Colalto était encore retenu devant Mantoue, et le général Spinola malade devant Casal, avec une armée très-fatiguée et très-affaiblie.

On en vint cependant à ce projet, mais dans un moment où les choses étaient bien changées, et où l'on ne sait pour quelle raison l'ordre de la marche et des attaques arrêté dans le conseil ne fut pas exécuté.

Les généraux partirent plus tard qu'ils ne l'avaient ordonné : on resta un jour entier dans Villefranche, où l'on devait se montrer successivement : on perdit tout le lendemain dans Pontcarlier ; enfin, au lieu de marcher avec toute l'armée vers Carignan, on se borna à l'envoyer reconnaître par La Tremouille, avec quatre cents chevaux.

Celui-ci s'en était à peine emparé, déjà l'armée de Victor-Amédée, qui avait marché en toute diligence, était retranchée au-delà du Pô, et se trouvait à une demi-lieue de l'armée française; mais le Pô les séparait, le pont de

Montcallier avait été rompu, un régiment allemand avait été chargé d'empêcher sa reconstruction, le pont devant Carignan était entre les mains du duc, et tous les gués très-difficiles et bien gardés.

Dans cette position très-embarrassante, on délibéra, dans l'armée française, si l'on marcherait en avant, ou si l'on retournerait à Saluces. Pendant ces incertitudes, Victor-Amédée s'était avancé au-delà du pont de Carignan, y avait fait tracer une grande demi-lune pour en couvrir la tête, et l'ouvrage avait été exécuté en deux fois vingt-quatre heures.

Ne dirait-on pas qu'il y a pour les généraux les plus expérimentés, des momens de vertige et d'oubli, pendant lesquels ils commettent des fautes qui seraient répréhensibles dans le dernier sous-officier ?

Nous avons vu à Veillane le prince de Piémont laisser écraser sous ses yeux une partie de son armée, sans sortir de ses retranchemens, soit pour battre les Français, soit pour secourir les siens, tandis que Montmorenci donne, dans cette journée, les plus fortes preuves de sagacité, de prudence, de bravoure et de jugement.

Ici, au contraire, le prince de Piémont, devenu duc de Savoie, profitant habilement des

irrésolutions des généraux français, conçoit le projet de fortifier la tête du pont de Carignan; il ose l'entreprendre à la vue de l'armée française, et il y met tant de monde et une si grande surveillance, que les ouvrages sont achevés en deux jours. Tandis que les généraux français, et Montmorenci sur-tout, qui jusqu'alors avait paru si actif et si entreprenant, ne s'opposent en aucune manière à des travaux qui allaient les mettre dans l'impossibilité de passer le Pô et de remplir l'objet pour lequel ils étaient en campagne, le ravitaillement de Casal.

Cependant le duc de Montmorenci, qui s'est apperçu trop tard de la faute que l'on vient de commettre, veut tenter de la réparer. Dès le 7 août 1630, il était entré dans sa semaine de commandement : il proposa d'attaquer les retranchemens des ennemis. Les deux autres généraux n'étaient pas de son avis. Montmorenci persiste : il donne ses ordres ; une grande partie de l'infanterie de l'armée doit marcher dans le centre ; une partie de la cavalerie sur les deux ailes ; un escadron de cavalerie est porté à chacun des gués, pour les surveiller et empêcher les ennemis d'y passer ; le reste de l'armée doit se tenir en bataille, comme une

réserve prête à porter du secours par-tout. En occupant un très-grand front, on laissait l'ennemi dans l'incertitude où on l'attaquerait, et on l'obligeait à être faible par-tout, en voulant se trouver en mesure de défense sur tous les points.

Les ennemis avaient un poste au-dehors de leur demi-lune, et cinq cents hommes retranchés sur chaque avenue, protégés par la demilune. Trois bataillons français sont commandés pour les attaquer : ils s'avancent à la faveur de la fumée du canon et de la mousqueterie ; ils poussent, chassent, tuent ou blessent tout ce qui leur résiste ; ils entrent dans les retranchemens avec les fuyards. Bientôt ceux-ci, toujours plus effrayés, se jettent du côté du pont. *Ils fuient*, s'écrie-t-on de toutes parts parmi les Français. A ce cri, les enfans perdus redoublent leurs efforts ; tout plie devant eux. Un régiment castillan, qui marchait pour relever les postes, veut tenir ferme. D'Argencourt et Ibard encouragent les troupes qui s'étaient arrêtées un instant. Le colonel espagnol est tué ; ses soldats prennent l'épouvante ; les uns se précipitent dans la rivière, les autres sont tués ou faits prisonniers, et l'armée de Victor-Amédée courait les risques d'être entièrement défaite,

si le prince, voyant la consternation où la valeur des Français avait jeté ses troupes, n'avait promptement fait rompre le pont; si le pont, se trouvant plus large, on avait pu attaquer sur un plus grand front, et si le Pô, moins enflé, eût été guéable.

Les historiens font monter la perte des Français, dans cette journée, à environ trente soldats et trois officiers, et celle des Espagnols, outre deux régimens, à plusieurs officiers de marque, tués ou faits prisonniers.

Malheureusement cette action si brillante produisit la vaine gloire d'avoir forcé des retranchemens très-difficiles, sans pouvoir encore secourir Casal.

L'armée du duc venait d'être infiniment renforcée par les troupes qui revenaient du siége de Mantoue, que le général Colalto venait de surprendre.[1] L'armée française, au contraire, très-affaiblie, fut obligée de se retirer du côté de Pontcarlier et de Violle, où elle fut renforcée par deux mille hommes de pied et deux cents chevaux, que conduisit le maréchal de Schomberg, après avoir forcé les retranchemens, pris la ville et le château, s'être emparé de celui de Saint-Michel.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).

Cependant Spinola continuait d'attaquer Casal, Toiras de le défendre. L'Europe entière attendait avec impatience l'issue d'un siége soutenu par un des plus fameux capitaines du siècle;[1] mais Toiras manquait de vivres et d'hommes; il en demandait avec instance. L'armée française, qui s'affaiblissait tous les jours par les maladies et les désertions, était hors d'état de lui en procurer: on s'occupait sérieusement en France de cet objet. Le maréchal de Marillac était en marche pour se rendre à Lyon, avec huit mille hommes. Plus de mille gentilshommes dauphinois, qui avaient combattu sous Lesdiguières, étaient prêts à marcher sous le comte de Sault, son petit-fils, lorsque Richelieu crut à propos d'approuver une trève de trois mois, jusqu'au 15 octobre 1630, dont les généraux des différentes puissances étaient convenus, par l'entremise de Mazarin, au nom du pape.

Pendant l'entrevue, on avait ravitaillé Suse et Villefranche. Le maréchal de Marillac était arrivé de Lyon à l'armée, qui se trouva dès-lors forte de plus de vingt mille hommes d'infanterie, et trois mille chevaux.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

La trève expirée, il s'agissait encore de faire lever le siége de Casal, et de ravitailler la place. Les maréchaux de la Force, Marillac et Schomberg, avaient pris, pour remplir cet objet, les précautions les plus sages; ils s'étaient mis en marche, décidés à tout, pour forcer Spinola à se retirer de devant Casal; ils étaient arrivés en présence de l'ennemi, et prêts à combattre, lorsque Mazarin, qui avait obtenu la trève, fit consentir la paix aux deux partis.

Le traité entre Louis XIII et Gustave-Adolphe venait d'être conclu. Les princes de l'union évangélique avaient donné au roi de Suède le titre de protecteur de leur liberté; ils se rendaient en foule sous ses drapeaux. Déjà ce roi général s'était rendu maître de Francfort sur l'Oder; bientôt après il avait défait les Impériaux à la bataille de Leipsik.[1] Tilly, leur général, s'était enfui en Westphalie.

Ainsi, Gustave, trois mois après son traité, se trouvait maître de tout le pays, depuis l'Elbe jusqu'au Rhin, et Ferdinand II se trouvait sans ressource.

Pendant ces événemens, le cardinal, premier ministre, avait terminé la guerre d'Italie,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

par le traité de Quiérasque, du 6 avril 1631, [1] où l'on ratifia ce que l'on venait d'arrêter devant Casal.

Les Français se trouvaient alors maîtres du passage des Alpes par Briançon et la vallée d'Exil. On doit présumer que le cardinal de Richelieu songeait à profiter de cet avantage pour renouveler les prétentions de François Ier sur le Milanais et le royaume de Naples, puisqu'il négociait à la fois avec le pape Urbain VIII, le grand duc de Toscane, la république de Venise, le Corps helvétique, la cour de Turin, la république de Gènes, les ducs de Modène, de Parme et de Mantoue. On doit aussi croire en même temps que ces vues politiques furent l'origine des hostilités aussi compliquées qu'opiniâtres, qui ensanglantèrent le midi de l'Europe, pendant les dernières années de Louis XIII et la minorité de Louis XIV.

Depuis Clément VIII, la cour de Rome avait été constamment dévouée à la maison d'Autriche. Urbain VIII, choqué du ton impérieux, affecté par les Espagnols, desirait leur abaissement; il voulut aussi élever ses neveux au rang des souverains; il ne pouvait réussir

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

dans ce dessein, qu'avec l'appui de la France. Richelieu, pour profiter de ces dispositions, avait envoyé à Rome le maréchal de Créqui, chargé de proposer à toutes les puissances de l'Italie de chasser les Espagnols de la péninsule.

En faisant ces propositions, le cardinal ministre se bornait à la seule gloire de rendre à l'Italie son ancienne indépendance ; mais le pape refusait de prendre une part active à cette guerre, à moins que la supériorité des armées françaises en Italie n'en assurât le succès. Le grand duc voulait voir, avant de se déclarer, les Français au milieu de la Lombardie ; les Vénitiens voulaient rester neutres; les ducs de Mantoue, de Parme, de Modène, montraient beaucoup d'incertitude; enfin toutes les puissances de l'Italie détestaient les Espagnols : mais elles les redoutaient encore davantage.

Le duc de Savoie était le prince de l'Italie dont l'alliance était la plus nécessaire. Le maréchal de Créqui avait ordre de lui proposer d'abandonner la Savoie à la France, pour le Milanais et le Mont-Ferrat, le duc de Mantoue devant alors prendre le Crémonois. Dans ce cas, le Milanais, le Piémont, le Mont-Ferrat et le comté de Nice, devaient être érigés en royaume de Lombardie.

Victor-Amédée, qui n'embrassait pas volontiers des chimères, calculant toutes les chances de cette guerre, aurait bien voulu rester neutre; mais en vain.

Pendant ces pourparlers, le duc de Rohan, généralissime des calvinistes français, réfugié à Venise, cherchant une occasion de se réconcilier avec la cour de France, s'était rendu chez les Grisons, qui lui avaient permis de s'établir dans la Valteline avec un corps de huit mille Français qu'il commandait, dans la crainte où ils étaient que le gouverneur de Milan ne s'emparât de nouveau de ce pays, pour assurer la communication entre les Espagnols et les Allemands.

Dans ces circonstances, le roi de Suède, victorieux dans tous les combats, se voyait au moment de rétablir l'électeur palatin en Bohême, et de détrôner l'empereur, lorsqu'il fut tué, le 6 novembre 1632, à la bataille de Lutzen, gagnée par ses troupes.[1]

Malgré cette perte, les Suédois continuaient de presser les Impériaux; mais ils s'affaiblissaient par leurs propres victoires, par l'immensité des pays qu'ils avaient à garder, et par

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

la bataille de Norlinguen, perdue, sous les ordres du duc de Weymar, en 1634.[1] Le chancelier Oxenstiern offrit à Louis XIII de lui remettre l'Alsace, à condition qu'une armée française passerait en Allemagne, au secours des protestans.[2]

Jusqu'alors la cour de France n'avait pris qu'une part indirecte aux troubles de l'Allemagne; le cardinal de Richelieu voulait attendre, pour déclarer la guerre aux deux branches de la maison d'Autriche, que leurs forces fussent épuisées : l'occasion était des plus favorables. L'Allemagne, également dévastée par les Suédois, les Impériaux, les protestans et les calvinistes, n'offrait plus de ressources; les champs restaient en friche; les villages étaient brûlés; le reste des habitans de ces campagnes désolées périssait de misère et de faim. La situation de l'Espagne n'était guère plus heureuse : cette riche et superbe contrée s'était changée en un désert aride; les fréquentes et nombreuses émigrations des Espagnols en Amérique avaient commencé cette fatale décadence; l'expulsion d'un million de

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

Maures industrieux l'avait prodigieusement augmentée; les levées d'hommes que, depuis plus d'un demi-siècle, nécessitaient les guerres continuelles, l'avaient portée à son comble. Les provinces des deux Siciles n'étaient pas moins désertes : il devenait par conséquent à peu près impossible de recruter les régimens castillans en Italie ou en Espagne, où des soulèvemens dangereux se manifestaient dans plusieurs provinces.

Richelieu s'occupait, depuis quelques années, à augmenter par-tout les ennemis de la maison d'Autriche; il éclata enfin en 1635. L'électeur de Trèves s'était mis sous la protection de la France; l'empereur le fit enlever comme son vassal. On saisit ce prétexte pour déclarer la guerre à l'empereur. Cet électeur était prisonnier à Bruxelles, sous la garde du cardinal infant : ce fut le motif qu'on donna pour attaquer les Espagnols.

Duplessis, ambassadeur de France à Turin, avait déclaré à Victor-Amédée que Louis XIII le regarderait comme son ennemi, s'il ne devenait pas son allié contre la maison d'Autriche. Une armée française, campée à Pignerol, ne lui laissait pas la liberté du choix : il fut donc forcé d'entrer dans une ligue avec la

France, le duc de Mantoue et le duc de Ferrare; obligé de céder à la nécessité, et sans pouvoir, comme Rome, Florence et Venise, garder une neutralité après laquelle il soupirait.

Dans cette fâcheuse extrémité, le duc de Savoie, menacé par les Français, les Espagnols et les Allemands, se conduisit avec une politique qui mit en défaut celle du premier ministre de France. Ses deux frères, le cardinal Maurice et le prince Thomas, rompant brusquement avec lui, entrèrent, l'un au service de l'empereur, l'autre au service du roi d'Espagne; et le duc témoigna tant de courroux de cette conduite, que le cardinal de Richelieu le nomma généralissime des troupes de la ligue.

Non seulement alors le duc de Savoie témoigna indirectement aux cours de Vienne et de Madrid que ses armes étaient unies malgré lui à celles de la France, mais la confiance qu'il avait su inspirer au premier ministre de la cour de Paris, le mit en état de leur rendre directement les plus grands services.

Le maréchal de Créqui, nommé pour commander les troupes françaises en Italie, entre dans le Piémont avec huit mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, qui, joints

aux troupes du duc de Savoie et de Parme, composèrent une armée de vingt mille hommes d'infanterie et cinq mille chevaux.

Le duc de Parme opinait pour ouvrir la campagne par le siége de Valence; le duc de Savoie jugeait plus utile d'attaquer Novare, qui, étant sur la frontière de ses états, pouvait être plus facilement conservé, et ouvrir un chemin jusqu'à Milan. Néanmoins Valence, situé entre Casal et Tortone, pouvait empêcher les secours qui viendraient de Gènes à Milan, et, en passant par le Mont-Ferrat, on pouvait se porter plus facilement dans les états du duc de Parme.

Dès que le maréchal de Créqui en eut reçu l'ordre, il entra dans le Milanais, à la tête de huit mille hommes d'infanterie, et environ douze cents de cavalerie; il passa le Pô à Casal et Ponte-Sture, la Sechia à Lamothe, prit en trois jours le fort de Villette, poste célèbre dans les anciennes guerres d'Italie, très-favorable dans celle-ci : il repassa ensuite le Pô à Brême, le Tanaro, au gué, auprès d'Alexandrie, et joignit, au bourg de Salis, le duc de Parme, à la tête de quatre mille hommes d'infanterie, et de huit cents chevaux.

Après cette jonction, on investit Valence le

19 septembre 1635; le duc de Parme et le maréchal de Créqui prirent leurs quartiers au-delà du Pô, laissant la partie en-deçà au duc de Savoie, qui, quoiqu'il eût promis d'être rendu le premier devant la ville, ne s'y trouva pas, et envoya assez tard, à sa place, le marquis de Ville. Cette conduite avait permis aux ennemis de faire entrer dans la ville la quantité d'hommes nécessaire pour la défendre avant l'arrivée des troupes du duc; depuis son arrivée, il y était entré deux cents chevaux chargés de mèches, et deux mille cinq cents sacs de blé : aussi ne vit-on jamais faire d'aussi fortes et d'aussi fréquentes sorties dans une place assiégée. On eut à en repousser jusqu'à trois à la fois, de deux mille hommes d'infanterie et douze cents chevaux chacune.... Malgré cette supériorité de forces, les ennemis, continuellement battus dans leurs sorties, virent en assez peu de temps la garnison, qui équivalait à une armée, réduite à deux mille hommes.

Cependant le duc de Savoie arriva enfin devant Valence. Les assiégés avaient une communication avec la rive gauche du Pô, par le moyen d'un pont défendu par la place, et par un fort placé à son extrémité, où étaient

sept ou huit cents hommes; on y marcha dans le dessein de l'emporter, et l'on y réussit : en même temps, on mit le feu au pont; deux moulins abandonnés au courant de l'eau, et qui vinrent en heurter les piles, achevèrent de le détruire. On apprit alors que dom Carlos de Colonna avait rassemblé à la Piève dix mille hommes de pied et deux mille chevaux, et qu'il marchait à leur tête pour secourir la place; il faisait porter à la suite des bateaux, dans le dessein de dresser promptement un pont, et d'y faire passer le secours destiné aux assiégés : il était déjà à Frescarol, à deux milles de Valence, lorsqu'on se décida à marcher au devant de lui. Arrivés à portée de Frescarol, on trouva le général Colonna avantageusement retranché hors du village, en face d'un bois qui couvrait sa cavalerie; on commença à escarmoucher d'une manière peu favorable aux Espagnols. Plusieurs officiers, et le duc lui-même, étaient d'avis d'attaquer les retranchemens; le duc de Créqui, qui les avait reconnus, pensant qu'il y avait trop à hasarder, retourna devant Valence, pour y continuer le siége.

Peu de jours après, six cents hommes, chargés de poudre et de mèches, entrèrent, pendant

la nuit, dans la place, en traversant le quartier du duc, qui, sous prétexte que sa cavalerie ne pouvait plus subsister où elle était, voulut absolument passer en-deçà du Pô. A peine y fut-il arrivé avec une partie de ses troupes, que trois mille fantassins ennemis, soutenus de quelques escadrons, attaquèrent le fort, où tous les Français qui le défendaient furent tués ou pris. Rien alors ne pouvant empêcher les ennemis de ravitailler la place à leur fantaisie, on fut contraint de lever le siége le 29 octobre 1635, après sept semaines d'attaques.

Quelques auteurs ont voulu attribuer les mauvais succès de cette campagne à la mésintelligence qui régnait entre le duc de Savoie et le maréchal de Créqui ; mais, en examinant les faits, on serait bien plus porté à en regarder le duc de Savoie comme la seule cause.

En effet, dès le moment où il fut question des opérations de la campagne, nous l'avons déjà vu jeter de l'incertitude sur le siége par où l'on devait commencer de préférence ; il fut aussi question, dans le conseil, avant d'entrer dans le Milanais, de ne faire aucun siége, de ne s'attacher à aucune place forte, de se saisir seulement des postes les plus avantageux, de s'y fortifier, et de là de faire des incursions, afin

de forcer les principales villes à se soumettre sans les attaquer. Victor-Amédée s'opposa à des idées aussi sages; ce fut alors qu'il préféra de consentir au siége de Valence : avec le projet et la presque certitude de retenir long-temps les armées combinées devant la place, il donnait les moyens aux Espagnols de la secourir, après avoir mis leurs autres places en sûreté.

Cet événement fut d'autant plus malheureux, qu'il ne s'était jamais présenté une plus belle occasion de conquérir le Milanais. Le duc de Rohan venait, en s'immortalisant, de fermer aux Impériaux tous les passages importans de la Valteline, et de prouver en même temps combien il avait étudié et médité, avec succès, les écrits et les faits des anciens.

Au moment où l'on projeta d'envoyer des troupes dans la Valteline, afin d'empêcher les Impériaux de porter des forces dans le Milanais, on ne voit pas comment pourra faire le duc de Rohan pour remplir sa mission. Le duc de Lorraine gardait le passage du Rhin vers les quatre villes forestières qui sont à l'entrée de la forêt noire, en Suabe; et il était assez douteux si les Suisses laisseraient passer une armée chez eux, et lui fourniraient des subsistances. Le duc de Rohan surmonte tous ces

obstacles ; d'après ses ordres et ses précautions, déjà il était en Suisse, et l'on ne savait point encore s'il devait y passer. Le pain de munition se faisait à Berne, et l'on ne soupçonnait pas s'il devait y venir une armée. M. Dulaudé s'était emparé de Bornio, de la rive de Chiavène, et le duc était campé au milieu de la Valteline, avant que l'ambassadeur de l'empereur en Suisse en eût été instruit.

Cependant Rohan, arrivé sur le théâtre de la guerre, était peut-être plus embarrassé, après les précautions les plus sages et les dispositions les plus savantes pour une défensive très-difficile et très-étendue ; il ne trouvait plus sous ses ordres que trois mille hommes de pied et quatre cents chevaux, pour faire tête à près de six mille Espagnols du côté du Milanais, et à neuf ou dix mille Allemands du côté du Tirol ; mais, quoique cette position fût infiniment embarrassante du côté de la faiblesse des forces, et non moins par rapport à la difficulté de se procurer les subsistances nécessaires aux troupes, elle devint encore bien plus épineuse par l'inconduite réitérée de M. Dulaudé, qui, en jetant le général dans de grands embarras, le mit heureusement plus à portée de développer davantage tous ses talens militaires.

Au moyen de marches savamment combinées, les troupes françaises surprennent les Impériaux dans le val de Luvin, et, après les avoir battus, rentrent dans la Valteline. Cette victoire devait décider les Grisons en faveur des Français; mais elle diminuait encore bien peu le danger de leur position et les difficultés sans nombre pour se procurer des subsistances, les Espagnols se préparant à entrer dans la Valteline, et les Impériaux, après avoir suivi l'armée du duc, se trouvant déjà très-près du Tiron, où ils s'étaient arrêtés. Mais suivez le général français dans une occasion aussi critique. Les Allemands vont passer l'Adda pour l'attaquer; les Espagnols viennent d'entrer dans la Valteline par le fort de Fuentes; il n'a point de subsistances, et, à en croire des avis dictés par la timidité ou par l'ignorance, la retraite est le seul parti qui lui reste à prendre. Cependant, pour se décider, Rohan prend conseil de lui seul; au moment où tout paraît désespéré, au moment où l'avant-garde des Impériaux avait passé l'Adda, et où le reste de l'armée se préparait à la suivre, instruit du dessein des Espagnols de se porter sur Tiron dans deux jours, Rohan a bientôt pris son parti, voyant dans le mouvement des Impériaux une faute

dont il peut profiter. Il ordonne de marcher aux ennemis, et de les attaquer pendant le temps où ils sont encore occupés à passer la rivière. Ses ordres sont exécutés avec promptitude et valeur. Les Impériaux, malgré la manière avantageuse dont ils étaient déjà postés, sont culbutés; bientôt leur pont se rompt; un petit nombre peut le passer; le reste est tué ou pris; six cents Grisons, auxquels le duc avait donné l'ordre de marcher sur la rive droite de l'Adda, arrivant dans ce moment sur le flanc des Impériaux qui étaient restés de ce côté, jettent l'épouvante parmi eux, et les mettent en fuite.

Il serait devenu inutile au duc de Rohan d'avoir remporté sur les Allemands une victoire aussi complète, aussi glorieuse, s'il n'avait eu la presque certitude de repousser incontinent les Espagnols, qui auraient pu s'établir dans la Valteline, si on leur en avait donné le temps : aussi le duc n'hésite pas de marcher tout de suite contre Serbellon; après l'avoir forcé de se retirer dans le Milanais par la sagesse de ses dispositions, il revient sur Bornio, où il attaque encore les Impériaux, et les oblige de rentrer dans le Tirol.

Une campagne aussi glorieuse, aussi savamment conduite, ne fut pas suffisante pour

assurer au duc de Rohan la possession tranquille de la Valteline. Les ennemis étaient instruits des faibles secours qui lui avaient été envoyés : ils résolurent en conséquence d'augmenter leurs forces et leurs efforts, afin de pouvoir réussir plus sûrement à chasser les Français de la Valteline.

En effet, le 14 octobre 1635, les Impériaux rentrèrent par le val de Fréet; mais leur général avait en vain formé le projet de pénétrer plus avant. Le duc, qui avait calculé à l'avance tous les mouvemens de l'ennemi, et qui avait aussi arrêté ses dispositions, se décida à les attaquer dans le val même de Fréet. C'est là où on le vit combattre les Impériaux par des attaques si savamment disposées et si vigoureusement exécutées, que, si Dulaudé avait suivi ses ordres, les Allemands, qui se trouvèrent trop heureux de se retirer dans le Tirol, eussent été ce jour-là à la merci des Français.

Après cette importante victoire, Rohan, manquant de subsistances et de recrues, ayant le plus grand besoin de faire reposer ses troupes, avait repris le chemin de Tiron : ce fut là où il apprit la nouvelle de la levée du siége de Valence, la résolution des Espagnols de profiter de cet événement heureux pour venir

fondre dans la Valteline, et l'arrivée du général Serbellon à Morbeigne, où il attendait les canons du fort de Fuentes, pour venir attaquer les Français à Tiron. Il était du génie militaire du duc de Rohan de les prévenir, soit pour profiter de la bonne volonté de ses troupes, soit pour ne pas perdre les avantages de l'offensive, soit aussi pour conserver la Valteline. Pour parvenir à battre les Espagnols, il fallait, il est vrai, avec des troupes fatiguées, mal nourries, et très-inférieures en nombre, les forcer dans leurs retranchemens, et les défaire ensuite dans une place dont ils étaient les maîtres : tous ces prodiges, les Français les firent à Morbeigne. Ce furent aussi ces succès réitérés qui rendirent le duc de Rohan maître de la Valteline, et lui méritèrent à juste titre la réputation d'un des plus grands généraux connus. Depuis Sertorius, on n'avait pas vu un officier qui eût donné autant de preuves de cette sagesse, de cette prudence, de ce courage, de ces connaissances, si nécessaires dans la guerre des montagnes. Aussi, depuis lors, personne n'a surpassé, ni peut-être même égalé le duc de Rohan dans cette partie si difficile de la science militaire.

Après la levée du siége de Valence, les

troupes françaises et parmesanes entrèrent en quartiers de rafraîchissement dans le Mont-Ferrat, pendant un mois; après lequel temps, les trois armées, qui n'en faisaient qu'une très-faible, se mirent en campagne.

Le duc de Parme était allé à Paris pour y solliciter des secours dont il avait grand besoin. Le marquis de Leganès, nouvellement nommé gouverneur du Milanais, voulut profiter de l'absence du prince Farnèze, et, renforcé des troupes récemment arrivées d'Espagne et de Naples, il s'était jeté dans le Plaisantin, et s'y était rendu maître de quelques places; tout le duché se trouvait en danger d'être envahi, si le maréchal de Créqui n'eût fait une irruption dans le Milanais, entre Novare et Mortare : ce mouvement obligea Leganès à quitter le Plaisantin. Les deux armées se rencontrèrent près de Vespola, le 27 février; on en vint aux mains : mais le maréchal, ayant donné dans une embuscade, fut obligé de se retirer entre Sartirano et Brême. Après cet événement, les Espagnols étaient retournés dans le Plaisantin, et menaçaient de passer dans les états de Parme. Urbain ordonna aux Espagnols de sortir d'un état feudataire du saint siége; sa sainteté fut obéie. Leganès, se con-

tentant de laisser une garnison dans deux places du Plaisantin, sépara son armée en trois corps; le premier fut placé près de Novare, le second à Pavie, et le troisième à Alexandrie, Tortone et Vigevano.... Ces différens corps pouvaient aisément se réunir, avec le secours d'un pont jeté sur le Pô, à la Girola : par ce moyen, Leganès crut empêcher le duc de Savoie d'entrer dans les états du duc de Parme.

Dans le même temps, les armées combinées prirent Candie; on enleva quelques convois; on s'empara du château de Sartirano; on fortifia Brême, les troupes furent ensuite mises en quartiers d'hiver.

Au mois de mai, Canisi ayant amené de France un renfort de six mille hommes, le duc de Savoie et le maréchal allèrent camper à Annone, en-deçà du Tanaro, traversèrent ce fleuve sur un pont de bateaux, et, après avoir joint le duc de Parme, ils passent le Pô vers Brême, campent vis-à-vis de Valence, et marchent vers Novare.

Le comte de Sault, fils du maréchal de Créqui, à la tête d'un détachement de cavalerie, rencontre trois cents Allemands, les bat, les poursuit, l'épée aux reins, jusque dans la ville : en même temps, Victor-Amédée prend Roma-

gnano, d'où son altesse envoya le maréchal de Thoiras se saisir du château de Fontanelle, pour assurer les vivres de l'armée. Cet excellent officier y reçut, le 14 juin, un coup de mousquet à la poitrine, dont il mourut.

De là, l'armée marche à Oleggio, dont s'empare le maréchal de Créqui, ainsi que de Confienza, de Palestro, de Robia et de Vespola, sur la rivière de Gagne : le maréchal s'avance ensuite sur les bords du Tesin, et s'empare d'un lieu où le Naville [1] se joint à cette rivière. Le chef d'un petit corps de troupes détaché en avant par le maréchal de Créqui ayant trouvé, à son arrivée sur le bord du Tesin, tous les bateaux sagement retirés de l'autre côté de la rivière, s'avisa de donner des écharpes rouges à quelques Montferreins qui marchaient à la tête : ceux-ci, se disant au service de l'Espagne, demandent qu'on leur envoie promptement des bateaux pour les tirer des mains des ennemis, qui les poursuivent. Les bateaux arrivent; les

[1] Ce Naville est un canal qui va de Bufalora à Milan. Les Français, lorsqu'ils étaient maitres du Milanais, l'avaient fait pour faciliter les transports des vivres du Tesin dans Milan; il servait aussi à faire aller tous les moulins qui fournissent les farines qui se consomment dans cette ville.

Français s'en saisissent ; douze barques, remplies de soldats envoyés par le duc de Savoie, viennent se joindre à huit cents hommes qui s'étaient jetés dans les bateaux saisis; tous passent la rivière, mettent en fuite quelques milices du Milanais accourues pour les repousser, et se retranchent si bien, qu'ils donnent le temps au maréchal de jeter son pont, et de passer le Tesin avec le reste de son armée. Ainsi le duc de Savoie marchait d'un côté de la rivière, et le maréchal de Créqui de l'autre.

Le 16 juin 1636, le duc de Savoie vint occuper, à côté de Novare, le poste abandonné par le maréchal, pour passer le Tesin, et se porter à la Case de la Caméra, située assez près du commencement du Naville. L'on croyait important d'occuper et de fortifier cette position; mais, y ayant trouvé de grands obstacles, l'endroit où il aurait fallu jeter le pont pour la communication des deux armées se trouvant dominé par une colline, le terrain, très-mouvant et très-graveleux, présentait de trop grandes difficultés pour se fortifier : on résolut de remonter la rivière jusqu'auprès du lac Majeur, comme plus assuré d'y trouver des positions plus avantageuses.

En conséquence, après avoir rompu le Na-

ville en plusieurs endroits, de manière à le mettre à sec presque par-tout, et dans l'impossibilité de porter presque nulle part aucun bateau, dès le 20 juin, on décampa de part et d'autre, après avoir destiné les chevaux de l'artillerie à remonter les bateaux avec lesquels on se proposait de construire ailleurs le pont de communication. Le même jour, le maréchal, à la tête de l'avant-garde, composée de six mille fantassins et douze cents chevaux, alla camper à Somma, sur la rive gauche du Tesin, et le duc, à la tête du corps de bataille, composé de dix mille fantassins et quinze cents cavaliers, au Castelet, où on projetait de jeter le pont, d'après les connaissances qui avaient fait prendre cette détermination. On allait s'occuper de sa construction, au moment où le duc fut informé de la résolution du marquis de Leganès de profiter de la marche de l'armée française et de l'abandon de la tête du Naville, pour s'avancer avec quinze mille hommes d'infanterie, quatre à cinq mille chevaux et quatre pièces de canon, afin de s'en emparer et combattre plus avantageusement les armées combinées, qui se trouvaient alors séparées par le Tesin.

La perte du Naville avait réduit les Milanais au désespoir. Leganès, pour éviter une

sédition dans Milan, s'était engagé à reprendre ce poste, et à rendre à la ville les eaux du Tesin : pour cet effet, ayant rassemblé ses troupes à Biagrasso, il passa le Tesin à Vigevano, dans le dessein d'affamer les Français; mais ce projet entraînait des longueurs : les Milanais ne pouvaient pas endurer la faim plus longtemps. Leganès, dans cette position, fut forcé de hasarder un combat; il semblait courir bien peu de risque à le livrer : son armée était deux fois plus forte que celle du maréchal, il espérait pouvoir l'attaquer et le battre avant que le duc de Savoie eût pu jeter un pont sur le Tesin, pour venir à son secours.

Afin d'effectuer ce projet, Leganès, ayant repassé le Tesin, marcha, le 22 juin 1636, pour s'emparer de la tête du Naville, et combattre les Français, s'ils s'y opposaient.

Instruit de ses mouvemens, le duc de Savoie avait fait dire au maréchal de marcher vers Castel-Nova, où il projetait de jeter son pont, afin de se joindre à lui, et empêcher les ennemis de s'emparer du Naville; mais le maréchal, mieux informé de leur approche, et dans l'impossibilité d'arriver à temps à la défense du Naville, s'il se rendait à Castel-Nova pour y recevoir l'armée du duc, en lui faisant part

de sa position et de celle des ennemis, le fit prier de faire descendre ses bateaux jusqu'à l'endroit où le Tesin entre dans le Naville, afin d'y jeter son pont, tandis que lui marchait rapidement vers le même point, où il tâcherait d'arriver avant le marquis de Leganès.

En effet, le maréchal marcha avec une si grande rapidité, qu'il arriva à la cassine de Tornaventi, avec quatre cents chevaux, au moment où les ennemis s'y présentaient avec huit escadrons. Après quelques escarmouches, où cette cavalerie ennemie eut le dessous, elle s'apperçut qu'elle avait manqué son but, et se retira pour se poster à Casteno, où arriva bientôt après l'avant-garde ennemie, qui se campa à Vensequel, petit village situé dans une grande plaine, à un quart de lieue de la cassine de Tornaventi.

Cette cassine se trouve placée sur une espèce de colline, à mille pas environ de la rive gauche du Tesin, et commande, par ce moyen, le Naville et la rivière. Ainsi, par la position qu'occupait le maréchal, il avait à sa droite le Naville et la petite plaine qui se trouvait entre les bords de la rivière et la colline; la cassine à son centre et à sa gauche, un fossé

connu sous le nom de Pain Perdu, [1] qui régnait depuis Vensequel jusqu'au camp du maréchal; au-delà était une plaine rase, sans arbres ni haies.

Dans la crainte de laisser aux ennemis la facilité de faire marcher un corps de troupes dans la petite plaine qui se trouvait entre les bords du Tesin, la colline et le fossé, afin de venir attaquer le pont et le rompre, le maréchal y avait placé deux régimens d'infanterie, une compagnie de gendarmes, et deux escadrons de cavalerie, qui élevèrent à la hâte quelques retranchemens, comme le maréchal l'avait fait à la tête de son camp.

Heureusement pour les armées combinées, les Espagnols, arrivés trop tard le 22 juin, et prévenus par le maréchal, furent obligés de s'en tenir à quelques escarmouches, et de donner le temps au duc de Savoie de jeter son pont.

Le lendemain 23 juin 1636, l'infanterie des ennemis s'avança à la faveur du fossé de Pain

[1] Ce fossé avait pris ce nom des ouvrages que les Français y avaient souvent inutilement tentés dans les guerres précédentes. C'était à la cassine de Tornaventi que l'on avait détourné l'eau du Naville, de manière à ce qu'il n'en descendît plus à Milan.

Perdu, ayant dans la plaine, à sa droite et au-delà du fossé, sa cavalerie. Il était huit heures du matin lorsque l'artillerie des ennemis commença à tirer pour soutenir un régiment allemand et un régiment espagnol, qui faisaient la tête de l'attaque. Le maréchal de Créqui avait fait sortir de ses retranchemens le régiment de Lyonnais, pour repousser ces deux régimens : ébranlé d'abord par la mousqueterie, l'artillerie et le grand nombre des ennemis qu'il attaquait, le régiment de Lyonnais plia un instant; mais, arrêté par les officiers, il revient sur ses pas avec une telle résolution, qu'il oblige les ennemis de plier à leur tour, et de se jeter sur leur gauche, dans un endroit de la colline que l'on n'avait pu garnir, faute d'un assez grand nombre de troupes. N'ayant rencontré aucun obstacle, les deux régimens repoussés, suivis de plusieurs autres, franchissent la colline, et dirigent leur marche vers la petite plaine, pour venir attaquer la tête du pont; ils trouvent sur leur chemin trois escadrons, qui les arrêtent quelque temps, et qui étaient sur le point de plier, au moment où se présenta, pour les soutenir, le comte Duplessis-Praslin, à la tête d'un régiment d'infanterie, auquel le duc de Savoie venait de faire

passer la rivière, suivi de quatre autres régimens, pour les soutenir.

Cependant les ennemis, dont le nombre s'accroissait à chaque instant, après avoir renversé ces régimens, étaient descendus dans la plaine, où ils trouvèrent les deux régimens qui y avaient été placés par le maréchal, et qui s'y étaient retranchés : ceux-ci se trouvèrent encore trop faibles, ayant été tournés et enveloppés. La gendarmerie et la cavalerie, qui se trouvaient dans le même poste, se décidèrent néanmoins à attaquer les ennemis, malgré leur nombre et leurs succès ; et elles le firent si vivement, soutenues par deux régimens d'infanterie qui arrivaient, qu'elles leur firent regagner la montagne. En même temps, les deux régimens mis en déroute se rallièrent ; ils retournèrent à la charge, et, quoique les ennemis eussent déjà planté leurs drapeaux sur le retranchement, quoiqu'une partie de leur cavalerie fût venue les soutenir, tout fut renversé, repoussé jusque sur le haut de la colline, où plusieurs régimens français se logèrent.

Ainsi chassés de la colline, les ennemis font attaquer l'infanterie qui la défendait par sept cornettes allemandes, soutenues par tout le reste de leur cavalerie. L'infanterie française,

accablée par le nombre, plie sans prendre la fuite : arrive encore le comte Duplessis-Praslin, avec environ soixante maîtres de cavalerie ou de dragons qu'il avait ralliés; ils tombent sur les flancs et les derrières de cette cavalerie, en font un tel carnage, qu'elle prend la fuite, et n'ose plus reparaître. L'infanterie espagnole veut marcher pour réparer cet affront; elle est de même maltraitée, de manière à ne pas y revenir.

Les ennemis se renouvelant sans cesse pour attaquer les Français, auxquels le duc de Savoie avait la plus grande attention d'envoyer successivement des renforts, les troupes de l'un et de l'autre parti se trouvèrent aux mains quatorze fois. Au milieu de ces attaques si souvent réitérées, les Français eurent toujours l'avantage de repousser les Espagnols ; de reprendre continuellement ou de garder leur terrain, depuis huit heures du matin jusqu'à deux heures après minuit, et de conserver le champ de bataille.

Les ennemis perdirent, dans cette journée, plus de trois mille fantassins, quatre cents cavaliers, plusieurs officiers de marque, parmi lesquels le général Gambacorta ; une très-grande quantité de chevaux tués ou blessés,

trois cents hommes faits prisonniers, plus de quinze cents blessés.... Dix-sept cents fantassins et trois cents cavaliers perdirent la vie, du côté des Français.

Le général espagnol, après avoir fait cesser l'attaque, prit le parti de se retirer, marcha tout le reste de la nuit, dans la crainte d'être attaqué lui-même. Pour cacher sa marche, il fit planter cinq cents piques dans les corps-de-gardes avancés, et ranger autant de mèches allumées sur les retranchemens; il laissa en outre deux cents dragons, avec ordre de tirer de temps en temps, de manière à faire croire que l'armée était encore dans son camp. Cette ruse n'empêcha pas le maréchal de faire suivre les ennemis, de leur tuer ou prendre encore bien assez de monde, et de les effrayer, au point qu'ils laissèrent en chemin quantité de chariots, d'armes, de pics, de pelles et de munitions de guerre.

Avec une armée aussi faible que celle à ses ordres, le maréchal ne pouvait pas tirer un grand avantage de la victoire que l'on venait de remporter; il connaissait toute l'importance du poste qu'il occupait pour favoriser la conquête du Milanais : mais, privé de vivres et de fourrages, entouré d'un pays entièrement dé-

vasté, son armée manquant de tout, il fut obligé de repasser la Sesia, et de rentrer dans le Piémont. Le reste de la campagne se passa en différens mouvemens ou insignifians, ou inutiles. Subordonné à Victor-Amédée, le maréchal ne pouvait pas se dissimuler les fautes de ce prince; mais il ne pouvait ni les empêcher, ni forcer le duc à prendre les partis qui auraient infailliblement réussi à remplir le but du cardinal de Richelieu, en portant la guerre en Italie.

Rien de mieux concerté que la dernière campagne. Le duc de Savoie et le maréchal de Créqui devaient pénétrer dans le Milanais par le Mont-Ferrat, et le duc de Rohan par la Valteline; les forces du duc et du maréchal réunies se montaient à vingt-cinq ou trente mille hommes : rien ne les empêchait d'effectuer ce projet si bien concerté, si ce n'est leur mésintelligence, et le peu d'envie du duc de concourir à assurer des succès aux Français.

Le duc de Rohan entra dans le Milanais deux fois, par deux différens endroits, avec beaucoup de bravoure et de succès : la première fois, par la montagne de Francesca, dont il força tous les passages, malgré l'opiniâtre résistance du colonel de Guasco; la seconde fois, après la bataille du Tesin, par une montagne

encore plus rude, et mieux retranchée que la Francesca. Dans l'intention de joindre les armées combinées, il passa, comme un torrent, sur le corps de tout ce qui se présenta, et pénétra jusque dans la ville de Lèque, d'où il fut obligé de revenir sur ses pas, ne voyant point paraître les armées aux ordres du duc de Savoie.

Ainsi les heureux succès du duc de Rohan devinrent infructueux; mais il n'en aurait pas été de même, si, après la prise d'Oleggio, le duc eût marché directement vers Arona, sur le lac Majeur. La possession du château lui eût ouvert l'entrée des vallées voisines, fertiles et abondantes, où il aurait pu prendre de bons quartiers d'hiver. Après le combat du Tesin, on se contenta d'y envoyer le comte Duplessis, avec un détachement; mais il était trop tard : le comte Borromée, seigneur du fief d'Arona, y avait jeté une forte garnison, et posté des troupes pour défendre l'entrée des vallées. D'ailleurs, ce n'était plus là qu'il fallait porter ses vues; c'était sur la ville de Lèque, où venait de se porter le duc de Rohan.

Mais, malgré l'arrivée du marquis de Ville avec les troupes qui étaient à ses ordres dans le Parmesan, le duc de Savoie se contenta de rester dans l'inaction, sur le pays ennemi, jus-

qu'à la fin d'octobre, où il prit des quartiers d'hiver.

Quant au maréchal, les désertions et les maladies avaient diminué de moitié l'armée française; les soldats qui lui restaient, nus ou déchirés, pâles et défaits, demandaient l'aumône publiquement dans les églises et dans les rues. En vain le maréchal avait pris tous les soins qui pouvaient dépendre de lui; en vain avait-il emprunté de toutes parts, et engagé sa fortune pour procurer quelques subsistances à ses troupes, le cardinal de Richelieu était trop embarrassé pour s'occuper de cette armée. La Picardie était sur le point d'être la proie des Espagnols; le comte de Galles et le duc de Lorraine, à la tête des Allemands, étaient déjà auprès de Dijon; de tous les côtés, les armes de la France étaient malheureuses; enfin le duc de Parme venait de s'accommoder avec les Espagnols.

Cependant le maréchal de Créqui ne pouvait pas rester plus long-temps dans l'incertitude sur le sort du peu de troupes françaises qui restaient à ses ordres, et sur les projets ultérieurs du cardinal, relativement à la guerre en Italie: si on voulait la continuer, il fallait une nouvelle armée et des fonds assurés pour la

soutenir. Il prit le parti de venir à la cour, afin de s'éclaircir par lui-même sur des objets qui auraient été traités trop imparfaitement par lettres, ou par des personnes envoyées de sa part.

Arrivé à Paris, le maréchal fut très-bien reçu par le roi et par le cardinal, qui lui témoignèrent, l'un et l'autre, combien ils étaient satisfaits de sa conduite, lui accordèrent tout ce qu'il demandait, et le renvoyèrent comblé de louanges, de promesses et d'espérances, avec ordre de se rendre à Turin, pour y concerter les plans de la campagne prochaine.

L'accueil fait au maréchal, à la cour de France, lui en procura un extrêmement obligeant dans celle de Piémont; mais on oublia bien vîte, à Paris, tout ce qu'on lui avait promis. Les nouvelles levées, destinées pour l'Italie, se firent très-lentement; elles se montèrent à peine à six mille hommes de pied et à deux mille chevaux, qui, manquant de solde et de subsistances, ne furent pas long-temps sans se dissiper. En vain le maréchal envoya-t-il son écuyer Dauby, pour se plaindre de la manière peu scrupuleuse dont on manquait aux paroles qu'on lui avait données, pour faire connaître le peu de bonne foi du duc, et pour faire ac-

cepter sa démission, on se contenta d'envoyer au maréchal quelques modiques sommes, dont il s'empressa de faire part aux soldats.

La mort de Ferdinand II, arrivée le 15 janvier 1637, n'avait pas changé les affaires de l'Europe : outre les ennemis du dehors, Richelieu s'était encore attiré la haine de Gaston et du comte de Soissons. Weymar commençait à peine à avoir quelques succès.

Un puissant renfort d'Allemands et d'Espagnols, la faiblesse de l'armée française, et les mauvaises dispositions pour elle du duc de Savoie, donnèrent à Leganès la hardiesse et les moyens de tout entreprendre. Après avoir forcé le duc de Parme à devenir neutre, il entra dans le Mont-Ferrat, où il se rendit maître de Nice de la Paille, par la trahison des habitans; il prit ensuite le château Doillan, et il pénétra dans le Piémont, avec le projet de surprendre Asti : mais le maréchal et le comte de Vérue ayant marché à propos au secours de cette place, le général espagnol se porta sur Verceil; en même temps, un gros détachement de son armée faisait des progrès dans les Langhes. Le comte de Vérue marcha pour délivrer ce pays important : quant au maréchal, qui s'était chargé de protéger le Vercellois, il passa la

Pô au pont de Sture, tombant inopinément sur dom Martin d'Aragon, aux environs de Verceil; il le battit complètement, et chassa entièrement les Espagnols du Vercellois.

Quelques jours après, le 7 octobre 1637, le duc de Savoie mourut à Verceil, âgé de cinquante ans.... Les hommes qui ne veulent jamais rien trouver de naturel dans la mort des princes, jugèrent celui-ci empoisonné; on poussa même la calomnie jusqu'à prétendre que le duc de Créqui n'était pas étranger à cette mort.

Devenu commandant en chef des armées combinées, le maréchal de Créqui rassembla les troupes dispersées dans le Mont-Ferrat, pour chasser les ennemis de Poma, et prendre des quartiers d'hiver dans le Milanais. Poma, qui se trouve placée entre Valence et Casal, incommodait ces deux villes par sa garnison; le maréchal y entra sans résistance. Au moment où il se disposait ensuite à entrer dans le Milanais, il reçut des ordres de la cour qui l'obligèrent de passer l'hiver dans le Piémont.

Dès le mois de mars 1638, Leganès entra en campagne avec le dessein d'attaquer le fort de Brême, sur le Pô, pour délivrer le Milanais des courses de la garnison de cette place:

craignant au contraire pour Casal, le maréchal de Créqui s'était approché de la frontière; par sa présence et ses soins, il l'avait mise en état de ne rien craindre. Néanmoins Leganès, parfaitement instruit de la position où se trouvait Brême, se détermina à l'investir, au moment où l'on s'y attendait le moins, le 11 mars 1638. Cette place n'avait pas la moitié de la garnison qui lui était nécessaire; une partie en était malade; ses remparts s'étaient éboulés en plusieurs endroits; les palissades étaient trop faibles, et Montgaillard, qui y commandait, était avare, cupide et peu vigilant. Le même jour de l'investissement, le général espagnol fit attaquer la demi-lune de la porte du Pô, et l'emporta : le siége alors fut formé, et la circonvallation achevée. Montgaillard voulut faire une sortie; il fut repoussé....

Le maréchal, averti de ces différens événemens, chargea sur des bateaux, dans la nuit du 14 mars, douze cents hommes, avec des munitions de bouche et de guerre pour la place, et se mit en marche après avoir fait partir les secours. Arrivé proche des ennemis, il veut les reconnaître; il vient jusque sur les bords du Pô, à la portée du canon; il s'appuie contre un arbre, pour se servir plus commodément

d'une lunette de longue vue : au moment où il y porte les yeux, un canonnier, qui avait pointé sur lui un canon de douze livres de balles, met le feu à sa pièce, une balle vient percer le bras qui soutenait la lunette, et pénètre ensuite dans l'estomac. La perte du maréchal fut suivie de celle de la place.

A peu près dans le même temps, le duc de Rohan, qui gardait la Valteline avec un corps de calvinistes français, mécontenta les habitans du pays, soit par la manière dont il procurait des vivres à son armée, soit par les insultes que se permettaient les soldats français envers les femmes du pays. Les Grisons sommèrent le duc de Rohan d'abandonner la Valteline; le cardinal de Richelieu, auquel il convenait, pour ses desseins, de conserver cette clef de l'Italie, imagina des prétextes pour éviter de s'en dessaisir.

Les Grisons s'impatientent; leur impatience dégénère en fureur : le duc de Rohan était malade; il se fait porter à Coire, pour tâcher de ramener les esprits; il éprouvait combien il est difficile de tromper un peuple qui connaît ses droits, et qui se croit méprisé. Les Grisons avaient signé à Inspruck un traité dans lequel les Espagnols promettaient de s'unir à eux pour

chasser les Français de la Valteline, à condition que le passage y serait toujours ouvert aux troupes espagnoles, et qu'il y aurait une alliance perpétuelle entre les trois Ligues et le pays de Milan.

Ce traité était à peine conclu, et déjà tous les Grisons prenaient les armes contre les Français. Le duc de Rohan eut à peine le temps, avec neuf mille hommes, de se jeter dans le fort du Rhin, où il fut investi et forcé de se rendre; d'où s'ensuivit l'évacuation de la Valteline par les Français.

Sorti de la Valteline, Rohan était allé joindre le duc de Weymar; il combattit sous lui à la bataille de Rhinfeld, où il fut blessé à mort, au moment où il enfonçait les ennemis, le 28 février 1638, après avoir contribué au gain de cette bataille, dans laquelle on fit prisonniers quatre généraux de l'empereur; ce qui commença à rétablir les affaires de la France.

Le cardinal de la Valette étant venu en Italie pour y prendre le commandement de l'armée, et y remplacer le maréchal de Créqui, en avril 1638, se porta d'abord à Ponte Sture et à Casal, pour reconnaître ces deux places et celles du Mont-Ferrat. Après avoir tout examiné, et fait un état circonstancié de tout ce

dont il pouvait avoir besoin pour mettre le Mont-Ferrat et ses places de guerre en état de défense, il dépêcha à la cour pour en rendre compte au cardinal, et revint ensuite à Turin, pour y concerter les opérations de la campagne prochaine.

D'après ses observations et la connaissance des forces de l'ennemi, le cardinal de la Valette prétendait que les Espagnols ouvriraient la campagne par le siége de Verceil; le conseil de madame la duchesse de Savoie soutenait le contraire. Selon les personnes qui le composaient, la place était trop forte et trop bien pourvue pour devoir craindre d'être assiégée par les Espagnols, qui devaient porter plus naturellement le fort de la guerre du côté de Casal.

Le cardinal, s'en rapportant un peu légèrement peut-être à ces assertions, revint à Casal pour surveiller les mouvemens des ennemis, y rassembler son armée, en reconnaître les troupes, et y recevoir les recrues qu'il attendait de France. Il était occupé de ces différens objets, quand, le 27 mai, le marquis de Leganès investit Verceil avec une très-forte armée.

A cette nouvelle, le cardinal de la Valette conféra avec le marquis de Ville, lieutenant-

général de la cavalerie du duc de Savoie, officier consommé dans les guerres du Piémont, sur la manière dont on pourrait jeter promptement du secours dans Verceil. Après être convenu d'y envoyer d'abord de l'infanterie, on en confia un corps à Saint-André, Montbrun et au marquis de Ville, qui devait être le conseil et le guide du commandant français. On marcha toute la nuit, et, à la pointe du jour, au lieu de se trouver aux portes de Verceil, on en était beaucoup trop loin, selon le marquis de Ville, pour pouvoir y arriver à temps. Saint-André se soumet alors, avec bien du regret, à revenir sur ses pas : la mauvaise foi de son guide lui était trop bien démontrée; mais il avait ordre de suivre ses avis.

De son côté, le cardinal étant venu coucher à Turin le 5 juin 1638, où son armée avait eu des peines incroyables pour passer le Pô, il y avait été joint par deux mille chevaux et cinq mille hommes de pied, envoyés par la duchesse de Savoie, qui, le 6 juin, vint elle-même coucher à Cresantin, voir l'armée et s'y montrer.

Le 9, l'armée partit de Troncano, et arriva le soir, proche de Verceil, à la vue des retranchemens des ennemis.

Le cardinal ayant fait assembler un conseil de guerre, les principaux officiers, qui connaissaient le pays, furent d'avis de passer la rivière de la Sesia, et de secourir Verceil par le côté du Milanais qui n'était pas retranché, entre le bourg de Sandoval et la place.

Le 15 juin, après avoir surmonté un grand nombre d'obstacles, on jeta un pont sur la Sesia; l'armée y passa, on s'occupa à en fortifier les têtes.

Le 17, l'armée marcha aux retranchemens des Espagnols, qui se tinrent immobiles. Du côté de la ville, on garda aussi le plus profond silence.

Cette contenance de part et d'autre, décida le cardinal à faire halte, et à envoyer à la découverte : on reconnut alors les causes de l'immobilité apparente des Espagnols; ils avaient abandonné la Sesia et une île qui est entre la Sesia et la ville.

Après cette reconnaissance, le cardinal voulait attaquer les retranchemens; tout le monde fut d'un avis contraire. Le silence des assiégés faisait craindre, ou qu'ils eussent capitulé, ou qu'ils manquassent de munitions de guerre : d'ailleurs, la rivière de la Sesia pouvait fort bien n'être pas guéable. On s'en tint à loger

l'armée où elle se trouvait, proche de la cassine del Secco, la gauche appuyée au fort de Sandoval.

La nuit suivante, les assiégés ayant fait plusieurs décharges, on se décida à jeter, du 18 au 19 juin, deux mille hommes dans la place; mais on le fit de si mauvaise grace, avec tant de lenteur, que l'on fut contraint de ramener les troupes au camp, sans avoir rien osé tenter. On hasarda, avec plus de succès, la même entreprise la nuit suivante.

L'armée, manquant de vivres, partit le 28 juin, pour repasser la Sesia et rentrer dans le Piémont, où elle devait avoir plus facilement des subsistances. Pendant cette marche, le comte de Guiche enleva à Palestro deux compagnies de cavalerie, tout le pain de munition et les farines qu'elles escortaient, fit démolir tous les fours, emmena tous les vivandiers qui se trouvèrent sur son chemin.

Enfin, on faisait les dispositions nécessaires pour jeter de nouveaux secours dans la place, quand on apprit, le 5 juillet, sa reddition aux Espagnols.

On accusa alors, avec une grande probabilité, le marquis d'Ogliani, gouverneur de Verceil pour Madame, d'avoir rendu cette place à

Leganès, en lui demandant cependant de faire donner un assaut pour mettre son honneur à couvert. On l'accusa en même temps de la mort du brave Saint-André, qui, s'il eût vécu, n'eût jamais permis une pareille perfidie.

Après cette perte, l'armée du roi se retira à Constanzana, où elle fut séparée pour prendre des quartiers de rafraîchissement. Le cardinal envoya alors M. de Fabert à Paris, pour y solliciter des hommes et de l'argent, avec lesquels il offrait de reprendre Verceil. On lui promit douze mille hommes et 120,000 livres; mais, au commencement de septembre, on n'avait encore effectué aucune promesse.

Cependant dom Francisco de Mélas, qui commandait l'armée espagnole à la place de Leganès, tombé récemment malade, était entré dans le Mont-Ferrat, où il s'était emparé du château de Pomma. Le cardinal de la Valette s'empressa de marcher à lui, mais dom Francisco se hâta de passer le Pô. Dès-lors, on reprit Pomma; les Espagnols furent entièrement chassés du Mont-Ferrat, le cardinal entra dans le pays des Langhes, où il assiégea Refrancor, dans l'espérance d'y attirer les Espagnols et de les combattre. N'ayant pu réussir, il se jeta dans le pays ennemi, afin de le

ruiner. Les Espagnols ayant pris leurs quartiers d'hiver, le cardinal prit aussi les siens, le 18 octobre 1638, en répandant son infanterie dans le Mont-Ferrat, et en renvoyant la plus grande partie de sa cavalerie en France, d'après les ordres du roi.

Immédiatement après la prise de Verceil, Christine de France, régente de Savoie, avait été affligée de la mort de son fils aîné. A l'avénement au trône du duc Charles-Emmanuel, son puîné, le prince Thomas et le cardinal de Savoie, ses beaux-frères, lui disputèrent la régence; ils en furent nommés tuteurs, comme d'un fief de l'Empire. Quelque temps après, ces deux princes revinrent des Pays-Bas, pour s'aboucher avec le marquis de Leganès, concerter ensemble les moyens de chasser la régente et les Français du Piémont, de s'en rendre maîtres et de gouverner l'état pendant la minorité du jeune duc, au gré de l'empereur.

Ce projet une fois arrêté, les deux princes firent publier un manifeste, par lequel ils exhortaient tous les sujets du jeune duc de se joindre à eux pour délivrer leur souverain de la puissance des étrangers, et le remettre en liberté, en les chassant de ses états.

Cette déclaration fit une si grande impression sur l'esprit des Piémontais, mécontens de la duchesse, de ses favoris et des Français, que les princes réussirent, dès le mois de mars 1639, à se rendre maîtres, sans beaucoup de peine, de Chivas, de Crescentino, de Vérue, de Saluces, d'Ast, de Fossan et de Coni. En vain le cardinal de la Valette fit tous ses efforts pour s'opposer à ces défections; en vain il battit Leganès et les deux princes devant Chivas, dont il s'empara le 29; en vain reprit-il plusieurs autres places, on ne put empêcher les deux princes de surprendre Turin dans la nuit du 27 au 28 juillet 1639.

Dans une pareille conjoncture, il n'y avait pas à hésiter; il fallait courir au secours de la citadelle. Le cardinal de la Valette réunit toutes ses forces, et après avoir marché le 31 juillet, et être arrivé sous la citadelle de Turin, il fit tenter infructueusement, le 1er août, l'attaque de la ville vieille. On dut alors se résoudre à fortifier la citadelle, à la défendre, à attendre les secours qui pourraient arriver de France pour reprendre Turin.

On se trouvait dans cette position fâcheuse, lorsque des émissaires des princes et du marquis de Leganès vinrent parler de suspension

d'armes. Tout indique combien cette proposition dut être agréable au cardinal, qui en signa le traité le 15 août, pour avoir lieu jusqu'au 24 octobre 1639. Dans cet intervalle, le cardinal de la Valette tomba malade, et mourut le 28 septembre. Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, vint le remplacer dans le commandement des armées en Italie.

La trève à peine expirée, le comte d'Harcourt s'était mis en campagne; il avait passé le Pô à Carignan, avait taillé en pièces quatre cents chevaux qui sortaient de Quiers, (Chieri) s'était emparé de cette place, et avait ensuite marché vers Casal, où, malgré les ennemis, il avait jeté trois cents chevaux, neuf cents fantassins, et des vivres. Après ce début, le comte était venu reprendre son poste à Quiers, afin d'y méditer son plan de campagne et d'y rassembler tous les moyens de changer la défensive en offensive; mais il fallait, avant tout, assurer ses subsistances; pour remplir cet objet, il était nécessaire de se rendre à Carignan.

Cela devint bien plus urgent dès l'instant que le comte d'Harcourt fut instruit du projet du marquis de Leganès, de venir s'établir à Rive, ou de rentrer dans les retranchemens de Combian. Décidé à n'attendre ni l'une ni l'autre de

ces approches de l'ennemi, le comte arrêta son départ pour le 20 octobre.

Au moment où il allait se mettre en marche, il apprit le mouvement du marquis de Leganès, qui se portait d'Asti sur les hauteurs de Poivin, et celui du prince Thomas, qui était parti de Turin pour s'emparer du passage de la Sentena, dans l'intention de couper le chemin de Carignan à l'armée française, qui était obligée de prêter les flancs pour passer entre Poivin et la Sentena.

Le vicomte de Turenne, devenu depuis si fameux, qui se trouvait alors dans l'armée du comte d'Harcourt, informé des mouvemens des ennemis, vint lui offrir d'aller, avec deux mille hommes, se saisir du pont de la Sentena, près du village de Route. Cette offre, acceptée avec reconnaissance, le vicomte part, et il était maître du pont et de tous les postes voisins, au moment où le prince Thomas y arriva à la tête de trois mille fantassins et de quinze cents chevaux. Avec des forces aussi supérieures, le prince n'hésita pas de fondre sur le vicomte, qui, ayant soutenu le premier choc des ennemis sans s'ébranler, les chargea à son tour, les rompit et les poursuivit l'espace de plus d'un mille. Au milieu de cette déroute, le

prince Thomas fut renversé deux fois dans un fossé, et aurait été pris infailliblement, si l'obscurité de la nuit n'avait favorisé sa fuite.

Pendant que le vicomte battait le prince Thomas, le marquis de Leganès attaquait le comte d'Harcourt, qui, malgré ses avantages sur les Espagnols, n'osait avancer vers la rivière, dans l'incertitude où il était si le prince Thomas n'en était pas le maître; mais assuré par le vicomte, qui le rejoignit avec son détachement, de la défaite complète du prince, le comte d'Harcourt continua son chemin, après avoir confié l'arrière-garde à Turenne, qui fit défiler devant lui les troupes, le canon, le bagage, passa le pont le dernier, et aida lui-même à le rompre.

Telle fut l'issue du combat de la *route de Quiers*, au succès duquel contribua si puissamment le vicomte de Turenne, et qui procura au comte d'Harcourt les moyens d'arriver sans obstacle à Carignan, où il mit une partie de l'armée en quartier d'hiver, et le reste aux environs.

Des succès aussi inespérés en Italie semblèrent le présage de ceux qui illustrèrent les armées françaises pendant l'année 1640, et

quï affermirent toujours davantage la puissange du cardinal de Richelieu.

Les Espagnols, après s'être fortifiés dans la résolution de profiter de la division qui régnait entre la régente et ses deux beaux-frères, et de réparer les disgraces de la dernière campagne, entreprirent, en avril 1640, le siége de Casal. A cette nouvelle, toujours desireux de signaler son zèle et son courage, le comte d'Harcourt rassembla toutes les troupes du roi et celles de la duchesse de Savoie, qui, réunies à Poivin, rendez-vous général de l'armée, se montèrent à sept mille hommes de pied et trois mille chevaux. Le comte assembla alors un conseil de guerre, où il parla avec chaleur de l'importante nécessité de secourir la ville de Casal, à la conservation de laquelle tenait en partie le salut de l'Italie, prouva le danger de la moindre incertitude ou perte de temps; discuta les avantages attachés aux attaques des circonvallations; enfin, entraîna le conseil, et y fit arrêter l'attaque des retranchemens espagnols devant Casal.

De son côté, le marquis de Leganès, craignant d'être attaqué par le comte d'Harcourt, dont il avait appris à connaître l'activité et la valeur, voulut prendre l'avis de quelques of-

ficiers généraux, qui, la plupart, lui conseillèrent de sortir de ses lignes, et d'aller au-devant de l'ennemi; les autres préféraient de se retrancher dans un seul point de la circonvallation où l'on rassemblerait la cavalerie, le canon et le bagage. Leganès, au contraire, s'entêta à garder toutes ses lignes.

Après avoir laissé son canon sous une sûre escorte, le comte d'Harcourt, s'étant approché de Casal, alla reconnaître lui-même les retranchemens des Espagnols, leurs positions, leurs moyens de défense; il trouva par-tout de larges et profonds fossés, garnis de forts et de redoutes; mais il remarqua certaine hauteur où l'on avait élevé de petits forts sans prendre la précaution de renfermer la hauteur dans la circonvallation : on la croyait assez défendue par des eaux croupissantes et des boues qui l'environnaient. Le comte fit reconnaître ces obstacles; ils n'étaient pas insurmontables; il commanda des fascines, et se décida à emporter d'abord ces hauteurs, pour attaquer ensuite les lignes sur trois points. Le vicomte de Turenne et le comte Duplessis, à la tête d'un corps composé de vieilles troupes, devaient attaquer le penchant de la colline; un second corps, formé de nouvelles troupes, aux ordres de la Mothe

Houdancourt, devait gagner la hauteur; les troupes de Savoie, formant le troisième corps, sous les ordres des marquis de Ville et de Pianezze, était destiné à attaquer du côté de la plaine.

Le 29 avril, au signal convenu, la Mothe Houdancourt, après avoir passé la Gatola avec deux régimens d'infanterie, se rendit maître du haut de la colline; Turenne et Duplessis, à la tête d'abord de sept cents mousquetaires, repoussèrent les ennemis qui voulurent se montrer, et donnèrent le temps et les moyens au reste des troupes de passer et de se ranger en bataille. Dès cet instant, l'attaque commença sur tous les points. Le comte Duplessis, malgré la mousqueterie espagnole, après avoir comblé le fossé, avait mené trois fois l'infanterie à la charge; trois fois il avait été repoussé : il la rallie une quatrième, la remet en bataille à cinquante pas des lignes, se met à la tête, force enfin les retranchemens, bat complètement tout ce qui veut lui résister. Le comte d'Harcourt saute dans la ligne à cheval; le vicomte de Turenne le suit avec la cavalerie; le cheval du comte est tué; il prend le premier qui se présente : celui-ci s'embourbe; il s'en débarrasse, en laissant une de ses bottes dans la

boue : il monte un troisième cheval, sans bottes, sans chapeau, sans pistolet. Les Français, témoin d'une pareille bravoure, font des prodiges. L'infanterie du corps d'Houdancourt avait pénétré par un endroit moins difficile; la cavalerie l'avait suivi; Houdancourt renverse tout ce qu'il rencontre; tout cède; les marquis de Ville et de Pianezze, entrés par un endroit abandonné, mettent en fuite un corps de cavalerie prêt à envelopper le comte d'Harcourt. Cependant la victoire n'était pas entièrement assurée; un corps de quatre mille chevaux se préparait à revenir à la charge. Le vicomte, qui apperçut leur mouvement, rassemble promptement toute la cavalerie de l'armée, en forme une espèce de muraille, en empêchant les ennemis de juger du nombre; ils la croient soutenue, perdent courage, se rompent et prennent la fuite; les uns vers le pont de Sture, les autres vers le pont de Fraxinet : en vain Leganès court de tous les côtés pour ramener les fuyards ou pour rallier ses troupes; ses efforts sont inutiles; le désordre était trop grand, les Français, trop animés et trop braves; le vicomte poursuit les fuyards jusqu'à la nuit; leur prend douze pièces de canon, six mortiers, vingt-quatre drapeaux, toutes leurs mu-

nitions et la plus grande partie de leurs bagages ; trois mille Espagnols restèrent sur le champ de bataille ; dix-huit cents furent faits prisonniers ; un grand nombre se noya dans le Pô ; la nuit sauva le reste. Leganès, au désespoir, se retire à Brême.

Ainsi, pour avoir négligé les sages avis de ses officiers généraux, pour avoir commis la faute capitale d'attendre les Français dans ses lignes, pour avoir négligé de faire reconnaître les marais autour des hauteurs qui dominaient ses retranchemens, et les avoir crus impraticables, Leganès eut la honte de se voir chassé de devant Casal, par une armée très-inférieure à la sienne, d'être complètement battu, de perdre, dans un instant, tous les avantages qui auraient été les suites de la prise de cette ville, et les fruits d'une brillante campagne.

Le comte d'Harcourt croyant devoir profiter de l'ardeur des troupes françaises, encouragées par ce succès, assembla un conseil de guerre, où le vicomte de Turenne, contre l'avis des autres généraux, proposa le siége de Turin ; c'était peut-être une entreprise très-hardie d'assiéger avec dix mille hommes une garnison de douze mille, qui pouvait être secourue par une

armée d'environ quinze mille combattans; mais si le prince Thomas se rendait maître de la citadelle de Turin, il ne fallait plus songer à rester dans le Piémont, et l'on ruinait entièrement les affaires de la duchesse régente. Ce siége, qui seul pouvait sauver la citadelle, était d'ailleurs une exécution des ordres de la cour, où l'on avait parfaitement senti son importance.

Le comte d'Harcourt, qui venait d'acquérir de la gloire, et qui songeait à l'augmenter, étant entièrement de cet avis, appuya les excellentes raisons du vicomte de Turenne : le siége fut résolu, et l'on marcha sur-le-champ vers Turin.

En y arrivant, on s'empara du pont qui est sur le Pô ; du couvent des Capucins, qui est sur la hauteur, à la droite de ce fleuve ; du Valentin, maison de plaisance des ducs de Savoie, qui est à la gauche du même fleuve, et de tous les postes avantageux qui sont aux environs. On fit des lignes de contrevallation, de circonvallation, et l'on serra la place de très-près, dans l'espérance de l'affamer en peu de temps.

Le général Leganès ayant grossi son armée de quelques troupes arrivées du Tirol, et des garnisons de quelques villes du Milanais, vint

avec dix-huit mille hommes, aux environs de la hauteur des Capucins, faire une reconnaissance, espérant bien se venger de l'affront reçu devant Casal, et à dessein prémédité de passer le Pô sur le pont de Turin. Le trouvant trop bien gardé, il se retira derrière les montagnes de Sanvito et de Canoretto, qui bordent le Pô; dès-lors il dut penser à aller passer ce fleuve à Montcallier. Le comte d'Harcourt le présumant ainsi, envoya le vicomte de Turenne pour s'opposer à ce passage: arrivé devant Montcallier, il trouva quatre à cinq mille hommes des ennemis sur l'autre rive du fleuve, qui commençaient à se retrancher dans des cassines. Le vicomte marche à eux sans hésiter; ses soldats font difficulté de passer un ruisseau débordé par les pluies; il s'y jette le premier; ses troupes le suivent: on attaque les cassines, on en chasse les ennemis, on les taille en pièces, on les pousse vers le Pô, où tous ceux qui échappent se noient; on brûle le pont, et l'on se retranche sur les bords du fleuve, vis-à-vis de l'ennemi.

Sous le prétexte d'aller chercher des renforts, Leganès se retira à Revigliasco, et laissa l'armée sous la conduite de Carlo Della Gatta, le plus brave et le plus habile de ses officiers:

toutes ses entreprises se bornèrent à s'emparer de quelques îles sur les bords du Pô, dont Turenne le délogea, en faisant tailler en pièces ou noyer tous ceux qui les défendaient. Malheureusement, dans une de ces actions, il reçut un coup de mousquet à l'épaule, et l'on fut obligé de le porter à Pignerol.

Instruit de cet événement, Leganès revint bientôt à Montcallier, où il passa le Pô, malgré la résistance des Français, et alla resserrer le comte d'Harcourt dans ses lignes.... L'histoire ne fournit jamais peut-être une pareille disposition d'assiégeans et d'assiégés. Le prince Thomas, qui bloquait le comte de Couvanges dans la citadelle, se voyait assiégé par le comte d'Harcourt, qui était lui-même enfermé dans ses lignes par le marquis de Leganès.

Dans cette situation, Leganès étant convenu d'insulter les lignes des Français, et le prince Thomas de faire une sortie, le comte d'Harcourt fut attaqué, le 2 juillet 1640, du côté de la ville et du côté de la plaine. Le prince Thomas se saisit du Valentin, et Carlo Della Gatta, ayant forcé les lignes au quartier de la Mothe-Houdancourt, entra dans Turin avec douze cents chevaux et mille fantassins. Le général Leganès s'étant ensuite rendu maître

de la rivière Dora, comme il l'était du Pô, arrêta tous les vivres qui pouvaient venir aux Français de Suse ou de Pignerol ; la disette, devenue extrême, faisait desirer à tous les officiers généraux de lever le siége, au moment où Turenne, rétabli de sa blessure, arriva de Pignerol avec un convoi de vivres escorté par des troupes levées en Guienne, en Languedoc, en Provence, en Dauphiné, en Franche-Comté. Leganès s'était vainement opposé à leur passage ; le vicomte avait surmonté tous les obstacles, et était arrivé le 12 juillet.

Dès-lors, le prince Thomas, se trouvant bientôt réduit à une grande pénurie de vivres, voulut charger Carlo Della Gatta de sortir à la tête de trois mille hommes, pour passer dans le camp de Leganès, et soulager la ville; mais cet officier général échoua dans cette entreprise, et fut contraint de rentrer. Les assiégés firent encore plusieurs sorties ; ils perdirent beaucoup de monde, dans le même temps où Leganès faisait d'inutiles tentatives pour forcer les lignes.

Ainsi le prince Thomas, se voyant poussé à la dernière extrémité, demanda enfin à capituler le 17 de septembre 1640. Le comte d'Harcourt, ne voulant pas céder à d'autres le

fruit de tant de travaux, convint alors avec lui, le 22 septembre, de recevoir Turin, de faire cesser toutes les hostilités, de rendre à Christine, duchesse de Savoie, la régence des états de son fils, et de laisser au prince la liberté de se retirer à Yvrée.

Après une campagne aussi brillante, et une entrée triomphante dans Turin, dont il confia le commandement au comte Duplessis, le comte d'Harcourt partit pour Paris; l'armée demeura sous les ordres du vicomte de Turenne.

Celui-ci, après avoir laissé reposer les troupes, assiégea et prit Montcalvo, vers la fin de février 1641; il passa ensuite le Pô, et mit le siége devant Yvrée, où étaient les magasins du prince Thomas, qui ne manqua pas d'accourir au secours de la place: mais, ayant trouvé le vicomte trop bien retranché pour oser l'attaquer, le prince, dans l'espérance de faire une diversion, alla mettre le siége devant Chivas.

Sur la nouvelle de la prise de Montcalvo et du siége d'Yvrée, le comte d'Harcourt était parti pour le Piémont, où les murmures du peuple de Chivas le forcèrent bientôt de marcher à leur secours; mais le prince Thomas, qui n'avait en vue que la levée du siége d'Y-

vrée, n'attendit pas le comte pour se retirer de devant Chivas, et passer le Pô. Le général français aurait pu revenir à Yvrée; mais, abandonnant tous les projets du vicomte de Turenne, il passa le Pô, et alla prendre les villes de Céva, de Mondovi et de Coni; ce qui le conduisit vers le 15 septembre 1641 : ayant marché pour sauver Montcalvo, et n'ayant pu réussir à forcer les Espagnols au combat, il vint à Turin, et mit ses troupes en quartiers d'hiver.

Le prince Thomas, gagné par le duc d'Olivarès, avait commis la faute, l'année précédente, de rompre le traité fait avec le comte d'Harcourt; s'appercevant enfin combien il était dupe des fausses promesses des Espagnols, et combien il lui serait plus avantageux de se raccommoder avec la duchesse de Savoie, le prince travailla sérieusement à ce raccommodement, en offrant de se déclarer pour la France contre l'Espagne. D'après ces propositions, on fut bientôt d'accord, et les deux frères achevèrent de conclure leur traité à Turin, le 14 juin 1642, avec la duchesse Christine, et avec Aiguebonne, ambassadeur de France à la cour de Savoie, le 1er juillet.... Après quoi, le prince Thomas entra au service de la France, sans attendre une commission pour avoir un

commandement; et, pour engager ce prince à se déclarer avec plus d'éclat, les généraux français en Italie lui confièrent un corps de troupes, avec lequel il entreprit le siége de Crescentino. Cette ville se rendit dans le mois d'août, un peu avant la célébration du mariage du prince Maurice avec la princesse Louise, sa nièce.

Le duc de Longueville, qui vint prendre le commandement de l'armée à cette époque, se décida, en arrivant, à assiéger Nice de la Paille, dans le Mont-Ferrat. On s'en rendit maître le 2 septembre. Le duc investit ensuite Tortone; la tranchée y fut ouverte le 4 octobre. Les Espagnols abandonnèrent la ville, et se renfermèrent dans le château. Le 17 octobre, ils firent une sortie, où ils furent repoussés presque dans leur contrescarpe. Le gouverneur de Milan assembla alors une armée à peu près égale à celle des Français; il s'approcha de Tortone vers la fin d'octobre; mais, dans la crainte de hasarder une bataille dont la perte eût entraîné celle du Milanais, il se borna à tâcher d'intercepter quelques convois, et à jeter du secours dans la citadelle. Quatre cents hommes y entrèrent en effet le 15 novembre; mais une brèche très-large, faite au

corps de la place par l'effet d'un fourneau, obligea dom Emmanuel Sanche de Guevara, gouverneur, de capituler le 26 novembre 1642.

Dans le temps où les Espagnols étaient ainsi occupés à défendre le duché de Milan, le marquis de Pianezze emportait par escalade la ville de Vérue ; et le prince Thomas, après s'être emparé de Gabien, dans le Mont-Ferrat, vint joindre le duc de Longueville, qui mit ses troupes en quartier d'hiver.

Ainsi, après des marches, des contre-marches, des siéges entrepris et levés, plusieurs accords conclus et rompus presque aussitôt, on finit par se trouver, en Italie, au point d'où l'on était parti. Les deux frères se réconcilièrent avec leur belle-sœur ; les Français ne gardèrent que Pignerol, les Espagnols conservèrent le Milanais ; mais on sacrifia beaucoup d'hommes, beaucoup d'argent, la malheureuse humanité fut seule victime de l'ambition de quelques princes, de quelques ministres et de quelques généraux.

Dans le reste de l'Europe militante, la France avait eu d'assez grands succès pour se promettre une paix glorieuse ; le cardinal de Richelieu, qui s'était vu sur le point d'être perdu par cette guerre même qu'il avait suscitée pour

sa grandeur et pour celle de la France, se voyait enfin triomphant de ses ennemis.

Weymar, en gagnant la bataille de Rhinfeld, en s'établissant dans Fribourg et dans Brissac, avait ramené du côté des Français, en Allemagne, la victoire qui ne cessa plus de les favoriser.

Du côté de la branche d'Autriche espagnole, une conspiration heureuse lui avait enlevé le Portugal; une révolte ouverte lui avait fait perdre la Catalogne. En Italie, les Napolitains et les Siciliens mécontens, étaient prêts à se révolter.

La maison d'Autriche, épuisée par tant de pertes, devait craindre d'en faire encore. A ces dispositions qui promettaient la paix, se joignaient les instances des alliés mêmes, et les desirs de toute l'Europe.

Mais la cour de France ne voulait pas s'arrêter au milieu de ses conquêtes. Le roi d'Espagne se flattait toujours de recouvrer au moins une partie de ce qu'il avait perdu. Le cardinal se croyait toujours plus nécessaire, si la guerre continuait : elle paraissait même lui promettre la régence du royaume; Ferdinand jugeait aussi devoir suspendre les négociations, croyant voir, dans une minorité, des troubles dont ils pourraient profiter.

Cependant l'on était convenu de former un congrès; l'on avait signé en conséquence un traité préliminaire, le 25 décembre 1641; le congrès devait s'ouvrir le 25 mars 1642. L'empereur refusa de ratifier ce traité, et la paix dépendit alors du sort des armes. Pour hâter les négociations, il fallait être victorieux. La France, réunie à la Suède, remporta des victoires Torstenson, général suédois, signala sa première campagne par la conquête d'une partie de la Silésie et de la Moravie, par la prise de Leipsik, et par deux grandes victoires : il remporta la première auprès de Schweiduits, sur le duc de Lawembourg. Le théâtre de la seconde fut cette plaine de Leipsik, déjà célèbre par les exploits de Gustave. Les Impériaux y perdirent plus de dix mille hommes. D'un autre côté, le comte de Guebriant les battit à Kemptem, où il prit les généraux Lamboi, Merci et Landron, se rendit maître de tout le haut Rhin, et alla se joindre à Torstenson, pour hâter la prise de Leipsik. Du côté des Pyrénées, on remarque la conquête du Roussillon et la victoire de Lérida, remportée par le maréchal de la Mothe Houdancourt sur le marquis de Leganès.

Épuisés par de pareils revers, la maison d'Autriche aurait sans doute dû penser à la

paix, mais elle croyait prévoir une révolution en France.

Il fallait un favori à Louis XIII, et quelquefois une maîtresse. Richelieu lui donnait l'un et l'autre, et avait l'attention de les lui ôter dès l'instant où il les soupçonnait de lui être devenus contraires; car les intrigues de cour et les cabales continuaient toujours contre le premier ministre, qui faisait tête à tous les orages. Particulièrement destiné à dominer sur toute la famille d'Henri IV, il persécutait sa veuve dans les pays étrangers, maltraitait Gustave son fils, soulevait des partis contre la reine d'Angleterre, sa fille; avait voulu se rendre maître de la duchesse de Savoie, aussi fille d'Henri IV; humiliait Louis XIII, en le rendant puissant, et faisait trembler son épouse.

Ainsi, tout le temps de son ministère se passait à exciter la haine et à se venger : chaque année on vit des rebellions et des châtimens.

La révolte du duc de Soissons fut la plus dangereuse; elle était appuyée par les ducs de Bouillon et de Guise, par l'argent et les troupes du roi d'Espagne. La bataille de la Marsée, gagnée par le comte de Soissons, près de Sedan, devait encourager les conjurés; mais

la mort de ce prince, tué dans la bataille, tira encore le cardinal de ce nouveau danger.

Richelieu avait donné au roi le jeune Deffiat, Cinq-Mars, afin d'avoir sa propre créature auprès du monarque. En lui refusant l'entrée dans le conseil, le cardinal s'en fit un ennemi irréconciliable; il avait eu des liaisons avec le comte de Soissons; il les continua avec le duc de Bouillon et Monsieur, et fit un traité avec le duc d'Olivarès, pour introduire une armée espagnole en France. Le bonheur du cardinal voulut encore que le complot fût découvert : il en coûta la vie à Cinq-Mars; le duc de Bouillon sauva la sienne, en abandonnant sa principauté de Sedan. De Thou fut condamné à mort, pour n'avoir pas révélé la conspiration.

Après avoir fait périr Cinq-Mars à Lyon, le cardinal se fit porter à Paris, où il mourut le 4 décembre, âgé de cinquante-huit ans, laissant le roi satisfait de l'avoir perdu, et embarrassé d'être le maître.

Il légua au roi trois millions, monnaie d'aujourd'hui : il ne lui manquait que la couronne. La veuve d'Henri IV l'avait précédé de cinq mois; Louis XIII le suivit cinq mois après.

La reine mère, long-temps errante, mourut à Cologne dans la pauvreté.

Louis XIII, maître d'un grand royaume, ne goûta jamais ni les plaisirs de la grandeur, ni ceux de l'humanité. Le sort du moindre citoyen paisible fut préférable au sien.

Le cardinal de Richelieu fut peut-être le plus malheureux des trois, parce qu'il était le plus haï.

Cependant au milieu de la crise des affaires publiques et particulières, parmi les attentats contre sa personne, le cardinal ne cessa de protéger les lettres et de les cultiver; il érigea l'académie française, et fit jouer dans son palais des pièces auxquelles il travaillait quelquefois.

Nos guerres continuelles en Italie, nos habitudes, nos courses, nos voyages, nos séjours dans le pays des arts et des lettres, contribuaient insensiblement, depuis plus d'un siècle, à répandre parmi nous l'amour des sciences; il dut à François Ier protection et émulation; il ne fut pas entièrement étouffé pendant la ligue; et, malgré tant de conspirations, de supplices, d'afflictions et de guerres, il dut à Richelieu sa renaissance; et, sous son ministère, il annonça le siècle de la politesse, des sciences et des arts.

FIN DU LIVRE TREIZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUATORZIÈME.

Anne d'Autriche, régente par la mort de Louis XIII, fait annuller ses volontés par un acte du parlement, et forme un conseil de régence; Mazarin y domine. — Tableau de l'Europe à cette époque. — Turenne est envoyé en Italie. — L'armée française y prend des quartiers d'hiver. — Bataille de Fribourg. — Léon X. — Bataille de Nordlinguen. — Prise de Vigevano et la Rocca. — Les Espagnols battus sur les bords de la Mora. — Le prince Thomas assiége Orbitello. — Il en lève le siége. — Combat de Bozzolo. — Révolte à Naples. — Les Napolitains appellent le duc de Guise. — Il tombe dans les mains des Espagnols. — Les Français les battent sous les murs de Crémone, prennent la ville. — Bataille de Lens. — Barricades dans Paris. — Charles I[er] décapité. — Prise par les Espagnols de Piombino, Porto Longone, Casal. — La reine régente met les princes en liberté; exile Mazarin. — Louis XIV prend les rênes du gouvernement. — La guerre recommence en Italie. — Les Espagnols battus sur le Tanaro. — Les Français passent la Sesia, prennent Carpignano, entrent en quartiers d'hiver. — Mort d'Innocent X. — Alexandre VII. — Prise de Valence par les Français, qui ne peuvent s'emparer d'Alexandrie. — Ils obligent les Espagnols à lever le siége de Valence, prennent Mortare. — Mort de Cromwel. — Prise de la Lomeline. — Mort du duc de Savoie. — Les Français sauvent Bersello. — Paix des Pyrénées. — Mort de Mazarin, de Philippe IV, roi d'Espagne; d'Alexandre VII. — Clément IX. — Les puissances de l'Europe se réunissent contre la France. — Mort de Turenne. — Bataille de Senef. — Paix de Nimègue.

LIVRE QUATORZIÈME.

DEPUIS la mort de Louis XIII jusqu'à la paix de Nimègue.

Du 3 juillet 1642 au 10 août 1678.

LE cardinal de Richelieu et Louis XIII étaient morts ; ils avaient laissé aux Français, encore très-inquiets, de l'aversion pour le nom seul de ministère, et peu de respect pour le trône.

Louis XIII, par son testament, avait établi un conseil de régence. La première démarche de sa veuve Anne d'Autriche, fut de faire annuller les volontés de son mari, par un arrêt du parlement de Paris, qui semblait lui assurer un droit incontestable.

Cette princesse, jalouse de l'autorité par amour-propre, était disposée, par faiblesse, à la remettre en d'autres mains. Son conseil était composé du duc d'Orléans, du prince de Condé et du cardinal de Mazarin. Ce dernier, profitant du peu d'application des deux princes aux affaires, en eut bientôt la principale direction.

Mazarin, sous les dehors trompeurs de la ti-

midité et de la circonspection, cachait une constance inébranlable, des vues assez étendues, et sur-tout la politique la plus raffinée et la plus tortueuse; il se rendit maître de l'esprit des deux princes, et sut si bien balancer leur pouvoir, que cet équilibre fit la sûreté du gouvernement.

Deux partis divisaient alors, et partagent encore aujourd'hui l'Europe chrétienne, et sur-tout l'Allemagne. Le premier est celui des catholiques, plus ou moins soumis au pape; le second, connu sous le nom général de protestans, est celui des ennemis de la domination spirituelle et temporelle des papes et des prélats catholiques.

Non seulement l'Allemagne, mais tous les pays chrétiens saignaient encore des plaies qu'ils avaient reçues de tant de guerres suscitées par le fanatisme.

Ferdinand III, qui hérita de la politique de son père, après avoir perdu le Portugal, le Roussillon et la Catalogne, avait besoin d'être uni avec l'Empire, pour mettre un poids redoutable dans la balance de l'Europe.

Le Portugal redevenait un royaume.

La Hollande, cet état d'une espèce si nouvelle, était, depuis sa fondation, attachée à la France.

L'Angleterre, beaucoup plus puissante, affectait la souveraineté des mers, et prétendait mettre une balance entre les puissances de l'Europe.

De cette ancienne puissance qui, six siècles auparavant, avait voulu soumettre l'Empire et l'Europe à la tiare, il restait à la cour de Rome quelques droits, beaucoup de prétentions, de la politique et une apparente résignation.

Les autres parties de l'Italie étaient soumises à des intérêts divers.

Venise n'était plus, comme autrefois, maîtresse du commerce du monde, excitant la jalousie de tant de rois; la sagesse de son gouvernement subsistait; elle était, par sa situation, incapable d'être domptée, et, par sa faiblesse, incapable de faire des conquêtes.

Florence jouissait de la tranquillité et de l'abondance.

La Savoie, déchirée par une guerre civile et par les troupes françaises et espagnoles, s'était enfin réunie toute entière en faveur de la France, et contribuait en Italie à l'affaiblissement de la puissance autrichienne.

Les Suisses conservaient leur liberté, sans chercher à opprimer personne; ils étaient pauvres, mais ils étaient sages et heureux.

Les nations du nord de l'Europe étaient, comme les autres puissances, toujours en défiance ou en guerre entre elles.

La France, alliée à la Suède, à la Hollande, à la Savoie, au Portugal, et ayant pour elle les vœux des peuples restés dans l'inaction, soutenait contre l'Empire et l'Espagne une guerre ruineuse aux deux partis, et funeste à la maison d'Autriche.

Cette guerre était semblable à toutes celles qui se font depuis tant de siècles entre les princes chrétiens; des milliers d'hommes sont sacrifiés, des provinces ravagées, pour obtenir quelques petites villes frontières.

Ainsi les Français avaient fait beaucoup de mal aux Espagnols et aux Allemands, et n'en avaient pas moins essuyé.

A la mort de Louis XIII, la France avait à peu près quatre-vingt mille hommes effectifs sur pied, et les revenus du roi se montaient à environ quatre-vingt millions de notre monnaie.

On se battait contre l'Espagne et l'Allemagne depuis 1635, pour empêcher la maison d'Autriche de s'emparer de l'Allemagne et de l'Italie.

Le fort de la guerre était alors du côté de la Flandre. Dom Francisco de Mélas, à la tête

de vingt-six mille hommes, ayant passé les frontières du Hainaut, s'était porté en Champagne, où il assiégeait Rocroy, dans l'espérance de se trouver bientôt aux portes de Paris. La faiblesse d'une minorité relevait les espérances des ennemis; elles se changèrent en sécurité, en voyant marcher contre eux un jeune homme de vingt-un ans, à la tête d'une armée inférieure en nombre.

Ce jeune homme, sans expérience, méprisé par les Espagnols, était le jeune duc d'Enguien, dont l'un des ancêtres les avait si bien battus à Cerisoles. Ce prince était né général, on l'ignorait, et, en lui donnant le maréchal de Lhôpital pour le conseiller, on lui défendit de livrer une bataille. Le prince ne crut ni le maréchal ni la cour; il confia ses desseins à Gassion, maréchal de camp, officier d'un grand mérite. L'un et l'autre forcèrent bientôt le maréchal à trouver la bataille nécessaire; le prince ne tarda pas à la livrer et à la gagner par lui-même, avec un coup d'œil pénétrant qui voyait à la fois le danger et la ressource, et une activité exempte de trouble, qui le portait à propos par-tout où sa présence pouvait être nécessaire. A peine victorieux, le duc d'Enguien arrêta le carnage; les officiers

espagnols se jetaient à ses genoux, pour trouver auprès de lui un asile contre la fureur du soldat vainqueur. Le duc d'Enguien eut autant de soin de les épargner, qu'il en avait pris pour les vaincre.

Le respect qu'on avait en Europe pour les armées espagnoles se tourna, dès cet instant, du côté des armées françaises. [1]

Après la bataille de Rocroy, le duc d'Enguien trompe la vigilance du général Beck, et prend Thionville et Cirq.

En même temps, la reine avait donné au vicomte de Turenne une marque de la plus haute estime. Elle venait d'envoyer au prince Thomas des lettres de général des armées du roi en Italie; elle voulait avoir auprès de ce prince un homme sûr; elle choisit Turenne.

Le prince Thomas, ayant senti la supériorité des connaissances de cet officier général dans le militaire, s'empressa de lui abandonner la conduite de l'armée.

Dès-lors, Turenne, pour obliger les Espagnols à sortir du Piémont, feignit de vouloir porter la guerre dans le Milanais, et marcha d'abord vers Alexandrie; il fit investir cette

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

place, en laissant des intervalles entre les quartiers de son armée, de manière à fournir aux ennemis les moyens de secourir la place. Les Espagnols donnèrent dans le piége, et tirèrent près de la moitié de la garnison de Trin, ville du Piémont, pour la jeter dans Alexandrie : alors le vicomte, qui avait feint d'assiéger cette dernière place, afin de faire dégarnir Trin, alla l'assiéger dans les formes, et la prit après six semaines. Au moment où il projetait de pousser plus loin ses conquêtes, il fut fait maréchal de France, à l'âge de trente-deux ans, avec ordre de repasser en France.

Après la prise de Trin, le prince Thomas prit la citadelle d'Ast; étant tombé malade, il laissa le commandement au comte Duplessis-Praslin, qui assiégea Ponte-Sture le 15 octobre 1643, et reçut la ville à capitulation le 28. On s'occupa ensuite à prendre des quartiers d'hiver.

En 1644, la campagne d'Italie se borna à la prise de Ponson, à celle de Saint-Ya, et à empêcher les Espagnols de prendre la ville d'Ast.

Il n'en fut pas de même des armées françaises en Allemagne. Le duc d'Enguien y força les Allemands de repasser le Rhin, et, l'ayant

passé après eux, il attaqua Merci dans son camp, retranché sur deux éminences, proche de Fribourg. Quatre jours après cette bataille très-meurtrière et fort peu décisive, Merci, en décampant, abandonna Philisbourg et Mayence, qui ouvrirent leurs portes au général français.[1]

On perdit cette année, en Italie, le pape Urbain VIII, qui fut remplacé par le cardinal Jean-Baptiste Pamphilio, élu le 15 septembre, sous le nom d'Innocent X. Ce pontife fut connu par sa bulle contre les cinq propositions de Jansénius.

L'année d'après, le duc d'Enguien attaqua, dans les plaines de Nordlingen, le général Merci, qui y perdit la vie et la bataille.[2]

En Piémont, le prince Thomas entra en campagne très-tard; il eut cependant encore des succès assez brillans, mais tous infructueux. Il prit d'abord Vigevano et la Rocca; il voulut ensuite joindre ses forces à celles qui arrivaient de la Catalogne, sous les ordres de Duplessis-Praslin : mais, ayant trouvé les Espa-

1 *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

2 *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

gnols retranchés sur la rivière de Mora, le 19 octobre 1645, il fit passer la rivière à quelques détachemens en présence des ennemis. Cela occasionna d'abord quelques petits combats, qui dégénérèrent bientôt en affaire générale, où les Français attaquèrent les Espagnols avec une furie et un acharnement qui les obligèrent à abandonner d'abord la rivière, ensuite le champ de bataille, avec quatre mille hommes qui y furent tués, un grand nombre de prisonniers et de blessés. La mésintelligence qui vint se mettre entre le prince Thomas et le comte Duplessis, empêcha les généraux de profiter du gain de la bataille de Mora; et, au lieu de marcher à de nouvelles conquêtes, on permit tranquillement aux Espagnols de reprendre la Rocca, et l'on entra en quartiers d'hiver.

Cependant le cardinal de Mazarin, ayant à cœur le rétablissement des Barberins, forma le projet d'enlever aux Espagnols quelques places sur les côtes de Toscane, afin d'alarmer le saint père; le prince Thomas fut choisi pour commander l'armée de terre, le duc de Brézé l'armée navale.

On avait projeté le siége d'Orbitello; le prince Thomas fit débarquer ses troupes dans

l'île d'Elbe, pour le commencer, en investissant la ville du côté de la terre : on poussait les travaux avec une grande activité, la place était prête à être réduite, au moment où l'armée navale d'Espagne parut le 14 juillet 1646. Les deux flottes se battirent ; M. de Brézé fut tué d'un coup de canon, et, malgré sa mort, on aurait pu défaire entièrement les Espagnols : mais le vice-amiral Dognon préféra de ramener la flotte française à Toulon, et d'abandonner ainsi le prince Thomas, qui, bientôt après, fut obligé de lever le siége d'Orbitello.

Loin d'être découragé par ce revers, Mazarin fait équiper de nouveau la flotte ; elle part sous les ordres du duc de Melle, qui descendit dans l'île d'Elbe, attaqua Piombino, le prit en peu de jours, et assiégea ensuite Porto-Longone, qui se rendit le 29 septembre 1646. Après la prise de Porto-Longone, M. Destrades fut chargé de conduire au duc de Modène, qui venait de se déclarer pour la France, un corps d'infanterie et de cavalerie. A l'arrivée du général français, le duc de Modène trouvant qu'il était trop tard pour entrer en campagne, et ne pouvant pas donner des quartiers d'hiver aux troupes françaises dans ses états, Destrades resta à Casal-Major avec une partie des

troupes ; M. de Navailles, avec le reste, prit ses quartiers à Rivarol : pour les assurer, il s'empara d'un château, dans lequel il mit cinquante mousquetaires et autant de cavaliers, afin d'avoir des nouvelles des ennemis.

Destrades et lui ne tardèrent pas à être instruits des mouvemens et des desseins du connétable de Castille et du marquis de Serra, qui commandaient l'armée espagnole : ces généraux marchaient, avec neuf mille hommes, contre les Français, qui en avaient à peine cinq mille.

Après plusieurs délibérations, Destrades se décida à attendre les ennemis, et à les combattre. Le duc de Modène étant venu le joindre avec deux mille hommes, on se mit en bataille au-dessus de Rivarol, près de Bozzolo. M. Destrades se chargea de la droite, M. de Navailles de la gauche ; le duc de Modène se mit au corps de bataille.

On était à peine en présence, déjà l'artillerie et la mousqueterie de l'ennemi avaient fait plier six régimens d'infanterie de nouvelles levées, auxquels on avait ordonné d'essuyer le feu des ennemis sans tirer. Heureusement, la cavalerie, commandée par M. de Navailles, était composée d'excellentes troupes : cet offi-

cier la fit approcher pour rétablir le combat; deux fois il perdit son canon, deux fois il le regagna, et s'obstina à le conserver, secondé par cinq cents Suisses des troupes du duc de Modène, qui y périrent tous, à l'exception de cinquante soldats et un sergent, qui ne quittèrent jamais leur poste. M. Destrades n'ayant jamais pu joindre les ennemis, qui, en se jetant sur leur droite, avaient mis un défilé entre eux et lui, M. de Navailles soutint seul tout l'effort des troupes espagnoles; blessé, ayant eu deux chevaux tués sous lui, il rallia sa cavalerie, et, après l'avoir ramenée, pour la troisième fois, à la charge, ne pouvant plus la décider à revenir, il se mit à la tête de la compagnie des gendarmes du cardinal qui étaient accourus à son secours, et marcha, pour la quatrième fois, aux ennemis : mais, au milieu de ce mouvement, voyant un bataillon espagnol qui marchait à lui avec six escadrons allemands, et qui cherchaient à le prendre en flanc, il détacha, pour le charger, quelques gendarmes, qui, en l'arrêtant, firent faire halte un instant aux escadrons allemands. M. de Navailles, appercevant alors cent cinquante mousquetaires, leur fit border une petite hauteur qui appuyait sa cavalerie; en même temps,

celle qui s'était retirée était venue se mettre en bataille à deux cents pas derrière lui : cette réunion de forces, les précautions prises par cet officier, sa contenance, celle de ses troupes, en imposèrent aux ennemis ; ils n'osèrent rien entreprendre. La nuit vint heureusement alors, pour les Français, faire cesser un combat qui durait depuis huit heures du matin, dans lequel M. de Navailles avait soutenu les efforts de neuf mille Espagnols avec deux mille hommes de cavalerie, et environ sept ou huit cents hommes d'infanterie.

Après cette action, M. de Navailles, renforcé de cinq cents hommes, rentre dans ses quartiers, où, au moyen de sages précautions, de positions bien choisies, de fortifications faites à propos, il obligea les ennemis à se retirer, bien convaincus de ne pouvoir ni le chasser, ni l'entamer.

Par cette retraite, les Français se trouvèrent maîtres, sur les bords du Pô, de trente lieues d'un excellent pays, où ils demeurèrent dans le repos et l'abondance, pendant six mois et demi ; on pourrait même dire toute l'année 1647.

Mais si la guerre, qui ravageait alors le Piémont, le Milanais et la Romagne, avait res-

pecté les deux Siciles, et n'avait été marquée par aucune action mémorable pendant la campagne de 1647, dans l'Italie antérieure, il n'en fut pas de même dans le reste de l'Italie, où les états espagnols étaient exposés à toutes les calamités de la guerre : on y levait par-tout des soldats et des munitions. Dans le royaume des deux Siciles, sur-tout, la fleur de la jeunesse en sortait journellement pour périr sur les bords du Pô; et des impôts excessifs, levés sans ménagement, obligeaient les malheureux habitans d'émigrer en foule dans les îles de la Grèce.

Le mécontentement général fut augmenté en 1647, par la disette des grains en Sicile. Le peuple de Palerme courut assiéger la porte du prêteur, demandant du pain à grands cris. Le magistrat répondit avec la force armée; la foule augmenta; les soldats furent dissipés; on promit alors au peuple des provisions; on ne lui tint point parole; la sédition recommença; on brûla l'hôtel des douanes, on s'empara des armes des arsenaux; on voulait exterminer tous les Espagnols, qui étaient poursuivis avec le même acharnement par les Napolitains, pour une légère augmentation sur les droits perçus sur le poisson.

L'insurrection de la Sicile fut bientôt appaisée par la prudence du cardinal Théodore Trivulie; mais celle de Naples aurait changé le gouvernement du midi de l'Italie, si les efforts convulsifs du peuple eussent été accompagnés du concert nécessaire pour faire réussir une révolution.

Le peuple avait mis à sa tête un jeune pêcheur, Thomasso Aniello, le 6 juillet 1647; quatre jours après, toute l'autorité publique se trouva dans ses mains.

Thomasso Aniello est assassiné le dixième jour de sa magistrature; la sédition se renouvelle; le peuple reprend les armes, fond sur le palais; le duc Darcos fuit dans Castel Renovo; la forteresse est investie; dom Juan d'Autriche arrive avec une flotte; elle entre dans le port, jette sur les quais plusieurs bataillons; la foudre part en même temps de la flotte, des forts Saint-Elme et Castel Renovo; le feu, la terreur, la mort, se présentent de toutes parts; les pères, les époux réunis par le même danger, et aguerris par quelques mois de sédition, barricadent les rues, garnissent tous les postes; les femmes, changées en furie, jettent sur les Espagnols, du faîte des maisons, des briques et des matières enflammées : en vain demandent-ils

grace ; tous sont massacrés sans miséricorde, et la flotte s'empresse de s'éloigner.

Les Napolitains avaient d'abord borné leurs vues à demander la suppression des impôts excessifs dont ils étaient chargés. Actuellement ils ont renversé par-tout les armes de Philippe IV ; ils ont proclamé la liberté, et ils se proposent de s'ériger en République.

Genaro Anese, homme du peuple, est élevé à la dignité de consul napolitain.

Les Hollandais venaient de se placer au rang des peuples libres; leur exemple frappa les Napolitains; ils voulurent établir le même mode de gouvernement, et ils crurent trouver un Guillaume de Nassau dans Henri, duc de Guise, qui sollicitait alors à Rome la cassation de son mariage.

Le duc de Guise, célèbre par ses amours romanesques, ses duels, ses profusions et ses aventures, aurait bien pu être un des paladins de l'ancienne chevalerie ; mais la patience dans l'adversité, la sévérité des mœurs, la sobriété de la table, la profonde connaissance des hommes, étaient des vertus inconnues au chevalier français.

Instruit du choix des Napolitains, sans s'assurer si la cour de France se déclarerait en sa

faveur, le duc de Guise se jette sur un petit bateau, dans le port d'Ostie, passe à travers la flotte espagnole, descend sur le port de Naples, au milieu des cris de joie, et reçoit le titre de doge.

Mais, à peine installé dans sa nouvelle dignité, le duc aspirait déjà ouvertement au pouvoir despotique, et servait les Espagnols par ses actions.

La cour de France, pour accélérer les négociations de paix qui se suivaient alors à Munster et à Osnabruck, avait envoyé une forte escadre sur les côtes de Naples.

Le duc de Guise, enivré de sa nouvelle dignité, prit des manières hautaines avec les principaux officiers de cette flotte, et les dégoûta bien vîte du desir de lui être utile. D'un autre côté, les incertitudes du peuple napolitain, qui paraissait avoir des craintes, et se plaignait hautement de la tyrannie de leur doge, vinrent contribuer à rendre inutile la flotte française, qui rentra dans les ports de Provence.

Le mécontentement contre le duc de Guise augmentait. Tout à coup, dans les premiers jours de l'année 1648, une escadre espagnole paraît subitement à la vue de Naples : le doge

est obligé de fuir avec quelques-uns de ses partisans; il tombe dans les mains des Espagnols, et il est jeté dans un cachot.

Les Espagnols sont reçus dans Naples; mais à peine leurs drapeaux flottaient sur les murs de la capitale, leurs pacifiques promesses étaient déjà oubliées, quatorze mille Napolitains étaient massacrés; et Genaro lui-même, qui avait fait la sottise de ramener la ville à son prétendu devoir, succombait sous l'accusation d'un crime supposé.

Leçon terrible pour les peuples qui, lassés du despotisme, ont eu le courage d'arborer l'étendard de la liberté! Les tyrans ne pardonnent jamais; bien mieux vaudrait combattre, vaincre, et maintenir sa liberté, ou s'ensevelir sous les ruines de sa patrie.

La destruction de Castro, ordonnée dans le même temps, et exécutée par les ordres du pape, prouve aussi combien la vengeance sacerdotale surpasse la cruauté des despotes.

Au printemps de la même année 1648, le marquis de Caraconne, qui était venu commander dans le Milanais, forma le projet de chasser les Français du pays qu'ils occupaient le long du Pô.

M. de Navailles, qui commandait seul alors les troupes françaises en Italie, les réunit toutes à Casal-Major, afin d'assurer leurs subsistances par le Modénois; il fit fortifier le camp dans lequel on les plaça; il se trouvait vis-à-vis deux îles dans le Pô, sur lesquelles on voyait paître les bœufs destinés aux subsistances de l'armée, et auxquelles il communiquait au moyen de deux chaloupes, qui servaient en même temps à retirer des vivres du Modénois. Les ennemis, après s'en être emparés, marchèrent du côté de Vigevano, pour couper les vivres aux Français dans cette partie.

M. de Navailles, ainsi resserré par une armée très-supérieure, se disposait cependant à attaquer les ennemis; mais, ayant reçu des dépêches du maréchal de Praslin, qui lui apprenait son arrivée sous douze jours, à la tête de six mille hommes, il prit la résolution de se hâter de faire venir des vivres de Vigevano, avant l'arrivée des Espagnols de ce côté. En conséquence, après avoir fait partir toutes les charrettes de l'armée, sous l'escorte de trois cents fantassins et de trois cents cavaliers, il se mit ensuite à la tête d'un fort détachement, avec lequel il alla harceler l'arrière-garde des Espagnols, retarda leur marche, et donna

le temps à son convoi de se rendre à Casal.

Quinze jours après, le maréchal Duplessis joignit M. de Navailles avec quatre mille hommes; dès-lors, les ennemis, croyant les Français trop forts, se retirèrent derrière des retranchemens qui allaient de l'Oglio au Pô, et couvraient Crémone et la rivière de l'Adda, qu'il fallait passer pour se rendre dans le duché de Milan. Les Italiens gardaient le côté de l'Oglio, les Espagnols le centre; les Suisses bordaient les retranchemens du côté du Pô.

Le maréchal, décidé d'attaquer les ennemis, se mit en marche le 27 mai, et arriva le 28, à trois lieues de leur camp : après avoir fait construire une grande quantité de fascines, il décampa le 29, et arriva, avant le jour, le 30, à la vue de leurs lignes.

Après avoir bien reconnu les retranchemens des ennemis et leur position, il forma trois attaques : la première confiée à M. de Boissac; la seconde à M. de Navailles; la troisième confiée aux troupes de Modène, sous les ordres de M. de Laleu, maréchal de camp de ces troupes.

M. de Navailles s'étant présenté devant les retranchemens, et les troupes qui arrivèrent les premières ayant été effrayées de la profondeur

du fossé, il mit pied à terre, travailla à combler les fossés avec des fascines. En attendant, il fit couler son infanterie le long du parapet, pour éloigner la cavalerie des ennemis. Le fossé comblé, M. de Navailles fit passer une compagnie de chevaux-légers, qui fit plier sur-le-champ un régiment allemand. M. de Navailles suivait, à la tête d'une compagnie de gens d'armes et de toutes les troupes qui étaient sous ses ordres; les ayant mises en bataille à mesure qu'elles entraient, il chargea sur-le-champ tout ce qu'il trouva d'ennemis devant lui, et les battit.

Les troupes des autres attaques avaient pénétré de leur côté; mais, au lieu de suivre le gros des ennemis, elles s'étaient amusées à poursuivre les fuyards du côté de l'Oglio, et n'avaient point soutenu M. de Navailles, qui se trouvait, à la tête de quatre escadrons, au quartier de M. de Caracenne, qui, avec quatorze autres, tenait ferme, pour donner le temps à son infanterie et à ses bagages de se retirer dans Crémone. M. de Navailles, entraîné par son courage, et sans calculer ses forces ni celles de l'ennemi, ose tomber brusquement sur la cavalerie de M. de Caracenne; il la renverse, fait prisonnier dom Galéas de

Strozzi, lieutenant général; suit sa pointe, et bientôt, secondé par le maréchal Duplessis et M. de Laleu, qui arrivent avec quelques cavaliers, il oblige les ennemis, dans une déroute complète, de se sauver dans Crémone, en laissant sur le champ de bataille deux mille morts, mille prisonniers, tous leurs canons, une partie de leurs bagages, et quarante drapeaux.

Après cette victoire et quelque repos donné aux troupes, on entreprit le siége de Crémone, qui capitula le 17 juillet 1648.

Environ un mois après, le prince de Condé gagnait, dans les plaines de l'Artois, la fameuse bataille de Lens,[1] après laquelle l'archiduc resta sans armée.

Depuis la fondation de la monarchie, les Français n'avaient gagné de suite tant de batailles, d'une manière si glorieuse, par la conduite et par le courage.

En même temps les alliés de la France pressaient la puissance autrichienne au Midi et au Nord. Le duc d'Albukerque, à la tête des Portugais, avait battu les Espagnols à Badajos; Torstenson défit les Impériaux près de Tabor; le prince d'Orange pénétra dans le Brabant.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

A voir tant de malheurs qui fondaient sur la maison d'Autriche, tant de victoires accumulées par les Français, secondés des succès de leurs alliés, on croirait voir Vienne et Madrid attendre le moment d'ouvrir leurs portes, et l'empereur et le roi d'Espagne rester sans états. Cependant cinq années de gloire, à peine traversées par quelques revers, produisirent bien peu d'avantages réels, firent répandre beaucoup de sang, et n'occasionnèrent aucune révolution : s'il y en eut une à craindre, ce fut pour la France; elle touchait à sa ruine au milieu de ces prospérités apparentes.

A la mort du prince de Condé, en 1646, le duc d'Orléans, alors son rival, voulut jouir de toute l'autorité, en qualité de lieutenant général du royaume. De son côté, le cardinal de Mazarin, croyant son pouvoir très-affermi, ménageait moins un prince dont la faiblesse surpassait l'ambition.... Mais les esprits étaient révoltés contre le cardinal, qui venait de retrancher quelques quartiers aux rentiers, d'augmenter quelques droits d'entrée, de créer des charges de maîtres des requêtes, et de retenir des gages aux magistrats.

La magistrature se plaint et résiste; la reine et le cardinal veulent faire enlever quelques

magistrats; le peuple s'irrite et s'ameute; on ferme les boutiques; on fait quelques barricades; on entend prononcer le mot *liberté*. Le lendemain, 26 aout 1648, deux cents barricades sont formées en un instant; on les pousse jusqu'à cent pas du Palais-Royal; on tue quelques soldats, qui reculent immobiles spectateurs; le parlement, en corps, vient demander ses membres emprisonnés; la reine est obligée de tout accorder.

Deux pouvoirs établis chez les hommes uniquement pour le maintien de la paix, M. de Retz, archevêque de Paris, et le parlement, ayant commencé les troubles, le peuple crut tous ses emportemens justifiés.

Le 6 janvier 1649, la reine s'enfuit de Paris avec ses enfans, son ministre, et alla à Saint-Germain, où presque toute la cour coucha sur la paille : on fut obligé de mettre en gages les pierreries de la couronne; le roi manqua souvent du nécessaire.

Un mois environ après le 9 février 1649, Charles I[er] perdait à Londres la tête sur un échafaud.[1]

Ainsi les Anglais avaient mis dans leurs

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

troubles civils un acharnement mélancolique et une fureur raisonnée; les Français, au contraire, se précipitaient dans les séditions par caprice, et en riant : les femmes étaient à la tête des factions.

Tous les partis se choquaient, négociaient, se trahissaient tour à tour; chaque homme important, ou qui voulait l'être, prétendait établir sa fortune sur la ruine publique, et le bien public était dans la bouche de tout le monde.

Le cardinal fait arrêter les princes de Condé, de Conti et de Longueville, uniquement parce qu'il les craignait.

Le prince de Condé eût gouverné l'état, s'il eût voulu plaire; il se contentait d'être admiré.

Cette prison des trois princes, qui semblait devoir assoupir les factions, les releva. La mère du prince de Condé resta dans Paris malgré la cour, et porta sa requête au parlement; sa femme, après mille périls, se réfugia dans la ville de Bordeaux, où, aidée des ducs de Bouillon et de la Rochefoucault, elle souleva cette ville, et arma l'Espagne.

Cette puissance n'avait point voulu accéder à la paix de Westphalie, conclue à Munster

et à Osnabruck, le 24 octobre 1648,[1] et elle continuait de faire la guerre en Italie, où les avantages ne furent pas pour les Français, dans les campagnes de 1649, 1650, 1651 et 1652. Le marquis de Caracenne, après s'être emparé de Pomponasco, de Gualleri et de Castel-Novo, avait envoyé des partis dans le Modénois, dont les ravages avaient contraint le duc de Modène à s'accommoder avec les Espagnols.

En 1650, ils s'emparèrent de Piombino et de Porto-Longone, et, en 1652, de Casal, qui fut remis au duc de Mantoue.

En France, les mêmes frondeurs qui avaient rendu le grand Condé à la vengeance timide de Mazarin, forcèrent la reine à ouvrir sa prison, et à chasser du royaume le premier ministre.

Le royaume de France resta dans cette combustion encore quelques années. Le gouvernement, qui prenait trop souvent des partis faibles et incertains, semblait devoir succomber; mais les révoltés furent toujours désunis, ce qui sauva la cour.

Les désordres en tous genres continuèrent de-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

puis 1644 jusqu'en 1653, d'abord sans troubles; enfin, dans des séditions continuelles d'un bout du royaume à l'autre, il n'y avait pas même l'ombre de la justice; les duels étaient fréquens, les déprédations continuelles, les débauches poussées jusqu'à l'impudence publique; mais, au milieu de ces désordres, il régna toujours une gaieté qui les rendit moins funestes.

Cependant en 1653, Louis XIV, ou plutôt la reine mère, ôta tout prétexte de révolte, en renvoyant pour la seconde fois le cardinal de Mazarin; il fut à peine parti, que les citoyens de Paris députèrent au roi, pour le supplier de revenir dans sa capitale : il y rentra, et tout y fut paisible.

Ainsi, en 1653, Louis XIV se trouva maître absolu d'un royaume rempli de désordres en tout genre d'administration, mais plein de ressources, combattant encore contre l'Espagne, en Catalogne et en Italie, alliée au duc de Savoie, qui venait de joindre ses troupes à celles commandées par le comte de Quincé.

Ces armées réunies entrèrent dans le Milanais, pillèrent le bourg de Sesia, et commirent des hostilités, comme les Espagnols venaient d'en commettre à Cigliano. Le duc de Savoie, en jetant ensuite cinq cents hommes dans Vé-

rue, empêcha le marquis de Caracenne de s'en emparer.

Convaincu alors de la difficulté de rien faire par la force, le marquis de Caracenne tenta, par des négociations, de détacher le duc de Savoie du parti de la France; mais un corps de troupes, envoyé sous les ordres du marquis de Grancé, arriva fort à propos pour dissuader le duc de Savoie, et lui donner les moyens de combattre le général espagnol, au lieu de se réunir à lui.

L'occasion ne tarda pas à s'en présenter; le marquis de Caracenne avait fait construire, près du bourg de la Roquette, un pont sur le Tanaro, dans l'intention de passer cette rivière et de venir surprendre les troupes françaises et piémontaises. L'armée espagnole avait déjà passé la rivière; elle était occupée à fortifier la tête du pont. L'armée des alliés se mit en devoir de l'attaquer. Le marquis de Montpezat commandait l'aile droite; le marquis de Vardes, l'aile gauche; le comte de Quincé était au centre avec le maréchal de Grancé; les marquis de Ville et de Monti étaient chargés d'attaquer, avec les Piémontais, le flanc gauche des ennemis. Le combat fut très-opiniâtre, et dura plus de quatre heures. Les Suisses y firent

des merveilles; les Espagnols, repoussés et battus, y perdirent neuf cents hommes restés sur le champ de bataille; trois cents furent noyés, et beaucoup furent blessés ou faits prisonniers.

Après cette victoire, qui maintint le duc de Savoie dans l'alliance de la France, le maréchal passa la Sesia, s'avança dans le Milanais, y prit le château de Carpignano, qui assurait ses subsistances, sur-tout en fourrages; et, après divers mouvemens, tous relatifs aux vivres, les deux armées entrèrent en quartier d'hiver.

La campagne de 1654 se passa en Italie entièrement en défensive de la part du maréchal de Grancé, trop faible pour oser rien entreprendre; il eut cependant un léger avantage sur la Bormida, où il tua trois cents Espagnols, et leur fit un plus grand nombre de prisonniers.

Du côté de la partie méridionale de l'Italie, le duc de Guise parut sur les côtes de Naples le 12 novembre 1654; il y débarqua environ sept mille hommes auprès de Castellamare, et s'empara de cette place, après une faible résistance; mais personne n'osant se déclarer en faveur des Français, leur flotte et leur armée manquèrent de vivres; les espérances du duc, trop

légèrement conçues, s'évanouirent. Les généraux français se décidèrent alors à abandonner Castellamare, pour faire voile vers Toulon; les troupes rentrèrent dans les vaisseaux le 26 novembre, et la flotte s'éloigna des côtes de Naples le 10 décembre.

La campagne de 1655 se passa sans aucun avantage de part ni d'autre, la France ayant ramené le duc de Modène dans son parti. Le prince Thomas de Savoie, qui commandait les armées combinées, marcha vers Reggio, dont il fit lever le siége au marquis de Caracenne, qui, ayant entrepris alors le siége de Bersello, décida le prince Thomas à assiéger Pavie; ce qui obligea le marquis de Caracenne à abandonner Bersello, pour courir au secours d'une place de l'importance de Pavie; il la sauva en effet, et fut obligé de se borner à cette réussite, qui dut lui tenir lieu des succès dont il s'était flatté de se glorifier pendant cette campagne.

Le pape Innocent X était mort au commencement de cette année. Fabio-Chigi fut élu le 7 avril 1656, sous le nom d'Alexandre VII. Dès l'instant où il fut élu, il affecta de marcher sur les traces de ses plus vertueux prédécesseurs; mais sa conduite ne répondit pas à ces heureux commencemens, et bientôt on vit un homme

ambitieux et entêté dans un pape, dont on attendait une grande connaissance des hommes et des affaires.

La guerre continuait dans la Lombardie, et se réduisit, dans cette campagne, à la prise de Valence par les armées combinées de France, de Savoie et de Modène.

Dans la campagne de 1657, le comte de Fuensaldague, qui n'avait pu réussir à reprendre Valence, empêcha le prince de Conti et le duc de Modène de s'emparer d'Alexandrie; ils cherchèrent à s'en venger, en prenant le château de Varas, sur le Tanaro, et celui de Novi, place importante des frontières du Milanais.

La campagne de 1658 offrit un plus grand nombre d'événemens, et donna à M. de Navailles, qui était venu commander les troupes françaises en Italie, plusieurs occasions de développer de grands talens militaires. A son arrivée, il fit décider de secourir Valence, qui se trouvait investie par les Espagnols. L'importance de cette place exigeait de ne rien négliger pour la sauver, malgré l'éloignement de plus de trente lieues à parcourir dans le pays ennemi, et le passage de l'Adda devant une armée plus nombreuse.

On se mit en marche : le duc de Modène avait fait mettre sur la rivière du Serio, qui se jette dans l'Adda, cinquante bateaux armés; il voulait divertir l'attention des ennemis, et, au moment où il prenait des précautions pour s'opposer au passage des armées combinées sur ce point, elles étaient déjà au confluent de l'Adda et du Pô : elles y paraissaient occupées à s'y fortifier, au moment où M. de Navailles, qui avait détaché mille mousquetaires avec de petits bateaux, fut informé de leur heureux passage. Dès-lors, il se hâta de marcher avec un nouveau détachement, pour joindre et soutenir le premier; en même temps, il fit avertir le duc de Modène de ces différens mouvemens, en lui demandant de venir le joindre avec son pont de bateaux. Arrivé vers l'endroit où le premier détachement avait passé la rivière, il la passa lui-même, se saisit d'une église qui était sur le bord de l'eau, et la fortifia : le reste de l'armée étant arrivé bientôt après, on se hâta de jeter le pont; elle le passa le lendemain. Le jour d'après, on campa à Marignan, à quatre lieues de Milan; ce qui força M. de Fuensaldague, pour tranquilliser les Milanais, de venir se camper derrière cette ville, et de poster un détachement de cavalerie et d'infan-

terie sur le chemin de Marignan à Milan.

Ces précautions n'empêchèrent pas M. de Navailles, avec mille mousquetaires et quinze cents chevaux, d'attaquer ces troupes, d'emporter trois barricades, de mettre le feu à douze ou quinze maisons, de tuer quatre ou cinq cents hommes, de faire beaucoup de prisonniers, et de jeter l'épouvante dans Milan.

Après cette expédition, le duc de Duras alla piller Mons; le marquis de Ville passa le Tesin, s'empara de Trin, revint joindre l'armée à Marignan, et marcha avec elle sur Pavie. Le duc de Modène voulait donner le change aux ennemis, et les décider à dégarnir Mortare, pour jeter des forces dans Pavie : cette ruse lui réussit. Dès-lors, le marquis de Ville marcha d'un côté, avec les troupes de Savoie, et M. de Navailles d'un autre, avec mille chevaux, et ils investirent, le 5 août 1658, Mortare, qui capitula le 22 du même mois.

Le 13 septembre suivant, Cromwel mourut à Londres, à l'âge de cinquante-cinq ans.[1]

Après la prise de Mortare, le duc s'empara de tous les postes occupés par les Espagnols autour de Valence, délivra cette ville, et se

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

rendit maître de la Lomeline, la province la plus abondante de la Lombardie, afin d'y établir ses quartiers d'hiver, et avec le projet d'attaquer Milan la campagne suivante; mais ce prince, déjà malade, ayant beaucoup souffert des fatigues de la guerre, obligé de se retirer à Saint-Ya pour y changer d'air, y mourut peu de jours après.

Cette mort renversa tous les projets de M. de Navailles. Les Espagnols, pour en tirer parti, se proposèrent d'assiéger Bersello, place du Modénois, sur le Pô. M. de Navailles, pour secourir cette place, aurait dû traverser tout l'état de Milan, ou passer par celui de Gènes avec des difficultés invincibles; il marcha sur la rivière du Tanaro, comme s'il avait voulu la passer. Les ennemis s'étant empressés d'y marcher pour s'y opposer, M. de Navailles fit toutes les dispositions pour les persuader toujours davantage de son dessein de forcer le passage : il les tenait dans cette incertitude, pour donner le temps à plusieurs barques de farine, qui lui venaient de Casal, d'arriver. Ces bateaux arrivés, il les fait décharger, y jette huit cents hommes, qui partent la nuit, et arrivent à Bersello en vingt-quatre heures, malgré deux brigantins placés sur le Pô, au-

dessus de Pavie, pour empêcher les communications par ce fleuve : ce secours inespéré sauva la place, et, en étonnant les Espagnols, occasionna une grande joie au cardinal d'Est, qui était alors à Modène.

Privés de l'espoir de s'emparer de Bersello, les Espagnols n'en persistèrent pas moins dans le dessein d'hiverner dans le Modénois ; mais M. de Navailles, ayant marché vers Nice de la Paille pour s'approcher des états de Gènes, surprit hardiment un château qui lui ouvrit le passage de la Bormida, malgré les Espagnols qui s'étaient postés derrière cette rivière, s'avança du côté de Modène, y prit ses quartiers d'hiver, et empêcha les Espagnols de s'établir dans le Modénois.

Cependant, si les Espagnols se soutenaient sur les rives du Pô, les revers essuyés dans les Pays-Bas et dans les Pyrénées leur rendaient la paix nécessaire. La cour de Madrid demandait à celle de Vienne ou des secours contre la France, ou sa médiation pour terminer ses hostilités.

L'empereur Ferdinand III mourut sur ces entrefaites, et l'empire fut sur le point de sortir de la maison d'Autriche. Léopold, fils de Fer-

dinand, fut élu quinze mois après la mort de son père, sous la condition de ne se mêler en aucune manière de la guerre entre la France et l'Espagne : nouvelle raison pour la cour de Madrid de songer sérieusement à faire la paix ; elle avait d'ailleurs quelques soupçons des négociations du cardinal de Mazarin avec les états de Venise, pour réunir leurs forces à celles de la Savoie, du duc de Modène et de la France, afin de chasser entièrement les Espagnols de la Lombardie. Le traité était à la veille d'être conclu : dès-lors, Louis de Haro se hâta de signer, le 7 novembre 1659, sur les frontières de la France et de l'Espagne, la paix des Pyrénées,[1] qui contribua à placer la postérité de Louis XIV sur les trônes d'Espagne et des deux Siciles.

Mazarin ne survécut pas long-temps à cette paix,[2] à laquelle il avait tant contribué ; il mourut le 29 mars 1661, après avoir immortalisé son ministère par l'acquisition de l'Alsace.

Alors seulement Louis XIV commença à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).

régner. Colbert mit de l'ordre dans les finances, la discipline fut rétablie dans les troupes, tous les arts furent encouragés, la magnificence et la décence embellirent la cour.

Si Louis XIV eût été plus éclairé, il eût alors mis toute sa gloire à faire le bonheur de ses peuples, et il se fût servi de sa prépondérance pour maintenir la paix en Europe; mais ses courtisans l'entretenaient sans cesse de sa puissance, et, chaque instant, l'étalaient à ses yeux. Au milieu d'une de ses fêtes, en 1662, un légat vint s'humilier devant lui, pour faire satisfaction d'une insulte que les gardes du pape avaient faite à l'ambassadeur de France; la même année, le roi d'Espagne avait essuyé une humiliation à peu près semblable. Le baron de Vatteville, son ambassadeur à Londres, ayant insulté le comte d'Estrades, ambassadeur de France, sur lequel il voulait prendre le pas, Philippe IV fut obligé d'envoyer un ambassadeur extraordinaire, pour déclarer à Louis XIV, en présence de tous les ministres étrangers, qu'à l'avenir ses ambassadeurs céderaient par-tout la préséance aux ambassadeurs de France.... Comment, dans de pareilles circonstances, un roi, très-jeune encore, n'aurait-il pas été ébloui

d'une puissance exagérée par ses courtisans, qui portait la terreur dans une monarchie naguère redoutable à la France et à l'Europe? Il avait déjà oublié ces temps malheureux où il n'avait pas un page pour le servir.

Louvois ne cessait de l'entretenir dans de continuelles illusions. Six mille hommes avaient marché en Hongrie, sous les ordres du comte de Coligni, pour se joindre aux Impériaux contre les Turcs; on avait soutenu secrètement le Portugal contre l'Espagne; le maréchal de Schomberg, secondé par quatre mille Français, joints aux troupes portugaises, avait battu complètement les Espagnols à Villa-Viciosa; allié aux états généraux, on leur avait envoyé six mille Français, pour les défendre contre l'évêque de Munster.

Ainsi, après avoir aguerri les troupes françaises, et formé des officiers en Hongrie, en Portugal, en Hollande, Louvois persuadait aisément à Louis XIV l'étendue de ses forces, et combien il lui était facile d'être un grand conquérant. En effet, l'Angleterre ravagée par la peste, Londres réduite en cendres, Charles II toujours prodigue et indigent, mettaient la France en sûreté du côté des Anglais; l'empe-

reur n'avait pas encore réparé les pertes occasionnées par la dernière guerre contre les Turcs; le roi d'Espagne, Philippe IV, était mourant, et sa monarchie très-affaiblie : c'en était trop pour trouver mille raisons de caresser l'impatience du roi de se signaler et de faire des conquêtes.

L'occasion s'en présenta bientôt; Philippe IV mourut, et Louvois ne manqua pas de présenter à Louis la Flandre comme un pays sur lequel il avait des droits par sa femme, et dont il devait se saisir par les armes.

La France et l'Espagne combattirent d'abord par des écrits; mais le roi, comptant encore plus sur ses forces que sur ses raisons, marcha en Flandre à des conquêtes assurées. En une seule campagne, quarante mille hommes, commandés par les plus habiles généraux, envahirent sous les yeux du roi, en 1667, toutes les villes de la Flandre.

Alexandre VII, qui mourut alors, fut remplacé par Clément IX, qui, deux ans après, le fut par Clément X.

Après la conquête aussi facile de la Flandre, le roi se hâta de venir jouir des acclamations d'un peuple imitateur des adorations de ses

maîtresses, des basses adulations de ses courtisans; et des fêtes données à sa cour.

On était uniquement occupé de plaisirs à Saint-Germain, et tout à coup, au cœur de l'hiver, au mois de janvier, il se fait des mouvemens de troupes; des trains d'artillerie, des chariots de munitions, sont sur les routes de la Champagne. Enfin, le 2 février, le roi part de Saint-Germain avec le jeune duc d'Enguien; il va à cheval, à grandes journées; il arrive à Dijon. Vingt mille hommes, en marche sur différentes routes, se trouvent le même jour à quelques lieues de Besançon; le grand Condé paraît à leur tête, accompagné de Montmorenci-Bouteville, devenu depuis très-fameux sous le nom de Luxembourg; et la Franche-Comté est soumise en moins de trois semaines.

Après ces premiers succès, obtenus sans obstacles, le roi s'imagina être un grand conquérant; il eut l'ambition de reculer ses frontières et de se rendre redoutable, sans considérer l'alarme qui se répandait chez ses voisins, et l'obligation où il les mettait de s'armer et de se réunir contre lui.

L'Empire commença à se remuer, et l'empereur à lever des troupes; les Suisses, voisins

des Francs-Comtois, tremblèrent pour leur liberté; les Hollandais, à qui il avait importé d'avoir les Français pour amis, frémissaient de les avoir pour voisins : l'Espagne eut recours à eux. Le traité entre la Hollande, l'Angleterre et la Suède, pour tenir la balance en Europe et réprimer l'ambition de Louis XIV, fut proposé et conclu en cinq jours. Le conseil de Léopold n'osa entrer dans cette intrigue; mais il encourageait secrètement l'union des trois puissances, sans prendre aucune mesure ouverte.

Louis XIV fut indigné du projet d'un petit état, comme la Hollande, d'arrêter ses conquêtes : cette entreprise lui fut un outrage sensible. Il médita dès-lors de s'en venger; mais, ses ministres ayant pris l'alarme, la triple alliance, qui pouvait tout au plus menacer, réussit à Aix-la-Chapelle à forcer la France et l'Espagne à la paix, et, dans la cour du plus vain des monarques, un simple bourgmestre hollandais, Wan-Benning, conclut avec autorité une paix qui obligea le roi à rendre la Franche-Comté.

Les ministres de Louis XIV ne manquèrent pas de lui faire regarder la paix d'Aix-la-

Chapelle comme assez glorieuse pour lui promettre de nouveaux succès, et, afin de flatter ses goûts et ses passions, après l'avoir décidé à envoyer sept mille hommes au secours de Candie, ils lui parlèrent de se venger de la Hollande, qui avait eu la plus grande part à la triple alliance. Pour y réussir, on songea à détacher l'Angleterre des Provinces-Unies.

La duchesse d'Orléans fut chargée de cette négociation auprès du roi Charles, son frère; elle trouva tous ses ministres dans le dessein de rendre le roi tout à fait indépendant du parlement. Une alliance avec la France, contre la Hollande, donnait des prétextes pour lever et entretenir un corps de troupes dans le royaume; on espérait en même temps obtenir quelques secours de Louis XIV, et on s'empressa, en 1670, de conclure cette alliance qui devait assurer l'asservissement du peuple anglais et la ruine de la Hollande.

Les bruits de cette entreprise prochaine commençaient à se répandre; mais l'Europe les écoutait en silence.

Les Provinces-Unies, dans la sécurité où les laissaient la paix avec l'Espagne et leur alliance avec la France, uniquement occupées du com-

merce, avaient licencié la plus grande partie de leurs troupes; elles avaient sur-tout congédié un grand nombre d'officiers expérimentés qui paraissaient trop attachés à la maison d'Orange.

Il suffit à Louis XIV de se montrer à la tête de soixante-dix-sept mille hommes, dans un pays si mal défendu, pour s'emparer, dans peu de mois, de plus de quarante villes fortifiées. Guillaume III, à la tête des troupes de la république, s'était retiré dans la province d'Hollande, espérant tout de la force naturelle du pays.

Cependant déjà Naerden, voisine d'Amsterdam, était prise; on s'était avancé aux portes de Muiden; on aurait pu entrer dans la ville; un instant de diligence eût mis Amsterdam dans les mains du roi. Cette capitale une fois prise, non seulement la république périssait, mais il n'y avait plus de nation hollandaise, et bientôt la terre même de ce pays allait disparaître; les plus riches familles se préparaient à fuir à Batavia, et à laisser à Louis XIV la gloire déplorable d'avoir détruit le plus singulier et le plus beau monument de l'industrie humaine.

La désolation de l'état était augmentée par des divisions intestines; le pensionnaire de With voulait traiter avec le vainqueur; le prince d'Orange, qui briguait le stathoudérat, s'opposait à la paix avec la même ardeur.

Les états résolurent de demander la paix; mais les conditions imposées par Louis XIV tenaient trop de la servitude; elles parurent intolérables, et la fierté déplacée du vainqueur inspira un courage de désespoir aux vaincus : on résolut de périr les armes à la main. Toutes les espérances se tournèrent vers le prince d'Orange; le peuple massacra les deux frères de With; on fit percer les digues qui retiennent les eaux de la mer; Amsterdam devint comme une vaste forteresse, au milieu des eaux, entourée de vaisseaux de guerre qui vinrent se ranger autour de la ville; des négociations, promptes et secrètes, réveillèrent de leur assoupissement l'empereur, l'Empire, le conseil d'Espagne, le gouverneur de la Flandre, et disposèrent même l'Angleterre à la paix. Enfin le roi était entré, au mois de mai 1672, en Hollande; au mois de juillet, l'Europe commençait à être conjurée contre lui, et ce monarque, si bassement flagorné, perdit cette

gloire dont il était si jaloux, et dont il était incapable de s'assurer par un travail constant et infatigable. Satisfait d'avoir vu prendre tant de villes en deux mois, il revint à Saint-Germain, et il fit élever des monumens de sa conquête, au moment où les puissances de l'Europe travaillaient à la lui ravir.

Après le départ du roi, les affaires changèrent de face. Turenne fut obligé de marcher vers la Westphalie; le prince d'Orange fit tête aux Français jusqu'à l'hiver, pendant lequel Luxembourg fut sur le point de reprendre la Hollande, qui fut sauvée par un dégel.

Mais le génie de Vauban, la vigilance sévère de Louvois, l'expérience et le grand art de Turenne, l'active intrépidité du prince de Condé, tout cela ne put réparer la faute d'avoir gardé trop de places, affaibli l'armée, et manqué Amsterdam.

L'arc de triomphe de la porte Saint-Denis et les autres monumens de la conquête étaient à peine achevés, et la conquête était déjà abandonnée.

Le roi tint seul, à la vérité, contre tous ses ennemis. On fournit à la fois une armée de vingt-trois mille hommes à Turenne, une de

quarante mille à Condé : on avait un corps de troupes sur la frontière du Roussillon, et une flotte, chargée de soldats, alla porter la guerre aux Espagnols, presque dans Messine.

Cependant Condé reprenait quelques villes en Flandre, en 1673; le roi reprenait en six semaines la Franche-Comté, en 1674. Turenne, en défendant les frontières du côté du Rhin, déployait ce que l'art de la guerre peut avoir de plus savant; mais, après s'être immortalisé dans sa campagne de 1674, la France avait eu le malheur de le perdre le 27 juillet 1675. Les larmes des soldats et du peuple firent alors le plus bel éloge de ce grand homme.[1]

Condé vint remplacer Turenne; mais, après une campagne moins éclatante que celle de Senef,[2] et cependant plus estimée, il cessa de paraître à la guerre, sans avoir pu obtenir de se faire remplacer par son fils, d'après la résolution du roi de ne pas confier des commandemens à des jeunes gens, trop souvent, disait-il, très-présomptueux, et toujours sans expérience.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

Malgré la perte de ces deux grands généraux, les Français continuèrent de marcher de victoires en victoires, en Flandre, en Allemagne, en Espagne, en Sicile et sur la mer, où Duquesne battit trois fois les flottes réunies des Hollandais et des Espagnols. Ainsi Louis XIV accablait seul tous ses ennemis; et, malgré tant de succès, on ne cessait de négocier pour la paix, qui fut signée à Nimègue, le 10 août 1678.[1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

FIN DU LIVRE QUATORZIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE QUINZIÈME.

Sobiesky et le duc de Lorraine chassent les Turcs de devant Vienne. — Louis XIV s'empare de quelques villes en Flandre. — Il fait bombarder Alger. — Le doge de Gènes vient à Versailles implorer la clémence de Louis XIV. — Révocation de l'édit de Nantes. — Ligue d'Ausbourg. — Le prince d'Orange s'empare de la couronne d'Angleterre. — Bataille de Fleurus. — Entrée de M. de Catinat en Italie. — Bataille de Staffarde. — Élection de Joseph, roi des Romains. — Mort d'Innocent XI. — Élection d'Alexandre VIII. — Bataille de Leuse. — M. de Catinat est obligé de se tenir sur la défensive dans les Alpes. — Le duc de Savoie pénètre jusqu'à Embrun. — Bataille de Stinkerque. — Mort d'Alexandre VIII. — Élection d'Innocent XII. — Bataille de Marsaille. — Mort du duc de Luxembourg. — Prise de Casal. — Traité avec le duc de Savoie. — Paix de Riswick. — Paix de Carlowits.

LIVRE QUINZIÈME.

Depuis la paix de Nimègue jusqu'à celles de Riswick et de Carlowits.

Du 10 août 1678 au 20 septembre 1697 et janvier 1699.

Après la paix de Nimègue, la grandeur de Louis XIV paraissait être à son plus haut période; il avait agrandi la France, et donné la loi à toutes les puissances confédérées : mais il fit trop peu d'attention à l'effet du traité de Nimègue sur l'Europe. Aucun des princes avec lesquels il fut contracté ne voulut s'unir avec la France, pas même ceux pour qui il en résultait quelque avantage; ils firent tous entre eux, au contraire, des alliances défensives; la Suède même, à qui on avait fait toutes les restitutions qu'elle pouvait prétendre, fut la première à former une association avec la Hollande, où entrèrent la plupart des princes de l'Empire : elle fut signée le 2 octobre de la même année.

En usant de ses avantages avec modération, le roi eût dissipé les alarmes qu'il avait données à l'Europe; il n'eût pas mis les différentes

puissances dans la nécessité de recourir à l'empereur : mais son ambition ne fut point retenue par cette paix générale. L'Empire, l'Espagne, la Hollande, licencièrent leurs troupes extraordinaires; Louis XIV garda toutes les siennes. Les Français se croyaient un peuple conquérant, et demandaient à être conduits à de nouvelles victoires. Ses courtisans et ses succès exagéraient continuellement au roi sa puissance; cependant il eût été effrayé, s'il eût mieux apprécié la fausse gloire dont il s'enivrait. Selon l'abbé de Saint-Pierre, le traité de Nimègue lui avait valu à peine vingt millions, une fois payés, et, dans le cours de six ans, la guerre lui avait coûté plus de quatre-vingt mille hommes et plus de trois cent cinquante millions; mais le roi ne songeait pas à faire ces calculs, et Louvois, qui n'avait garde de les lui mettre sous les yeux, entretenait le prestige qui l'égarait.

Le roi aurait dû ne rien négliger pour dissiper les alarmes répandues dans l'Europe par le prince d'Orange; Louvois les accrut au contraire, et leur donna des fondemens par les démarches dans lesquelles il engagea son maître.

On érigea deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Brissac; on cita devant ces tribunaux

plusieurs princes allemands, et, sur la décision de ses propres juges, le roi se saisit de tout ce qui était à sa bienséance.

Ce n'était pas assez d'avoir la préfecture des dix villes libres d'Alsace, on voulait avoir Strasbourg; Louvois en corrompit les magistrats, et l'on s'en empara le 30 septembre 1681.

Le roi ne ménageait pas plus l'Espagne; il demandait la ville d'Alost, oubliée, disait-il, dans les traités, et, sur le délai de l'Espagne, il fit investir Luxembourg.

En Italie, il achetait du duc de Modène la ville de Casal, capitale du Mont-Ferrat, et y faisait passer douze mille hommes, sous la conduite du maréchal de Catinat; maître de cette place importante et de celle de Pignerol, il menaçait la Lombardie.

En voyant cette puissance qui s'étendait ainsi de tous côtés, les alarmes de l'Europe recommencèrent; les puissances se réunirent; le prince d'Orange remua par-tout, pour recommencer la guerre : mais aucun souverain n'osait alors porter les premiers coups.

D'un autre côté, Colbert portait la marine royale au-delà de l'espérance des Français et des craintes de l'Europe : le roi avait soixante mille matelots, et plus de cent vaisseaux de

ligne ; il venait de faire usage, devant Alger, de la découverte des galiotes à bombes. Louvois faisait, en même temps, fortifier plus de cent citadelles.

Le bonheur et la gloire apparente do Louis XIV étaient encore relevés par la faiblesse de la plupart des autres rois, et par le malheur de leurs peuples. L'empereur était menacé par les Hongrois et par les Turcs; l'ambassadeur de Louis avait pressé leur armement.

En 1682, trois cent mille combattans, joints aux troupes hongroises, pénétrèrent jusqu'aux portes de Vienne, après avoir renversé tous les obstacles.

A l'approche des Turcs, l'empereur s'était retiré à Lintz ; on attendait à tous les instans d'apprendre la nouvelle de la prise de Vienne : mais la présomption du grand visir, sa mollesse, son mépris brutal pour les chrétiens, son ignorance, sa lenteur, le perdirent. Il fallait l'excès de toutes ces fautes pour sauver Vienne. Le roi de Pologne, Jean Sobieski, eut le temps d'arriver, et, avec le secours du duc de Lorraine, il mit aisément en déroute la multitude ottomane.

En 1684, Louis XIV, n'ayant plus rien à ménager, fit bombarder Luxembourg, se saisit

de Courtray, de Dixneude, s'empara de Trèves, et tout cela, disait-on, pour remplir l'esprit du traité de Nimègue, qui fut changé dans une trève de vingt ans, par laquelle le roi garda Luxembourg et sa principauté.

Le roi était encore plus redouté sur les côtes d'Afrique, où les Français n'étaient pas connus avant lui, si ce n'est par quelques esclaves.

Alger, deux fois bombardée, envoya deux fois des députés lui demander pardon, et recevoir la paix : Tunis, Tripoli, firent les mêmes soumissions.

On accordait aux ambassadeurs du roi de nouveaux honneurs à la Porte.

Le doge de Gènes et quatre principaux sénateurs furent obligés, en 1685, de venir implorer la clémence de Louis, dans son palais de Versailles.

Il affectait beaucoup de hauteur avec la cour de Rome, et il y envoya l'ambassadeur Lavardin, pour y braver le pape.

Il est aisé de sentir combien des entreprises semblables contre différentes puissances firent naître de ressentimens et de haines ; la seule impuissance pouvait en arrêter les effets : mais le desir de la vengeance s'accroissait toujours,

et devenait d'autant plus violent, qu'il tardait davantage à se satisfaire.

Sans craindre d'augmenter le nombre des mécontens, les commandans et intendans des provinces reçurent des ordres, en 1685, d'employer les moyens de rigueur, s'ils étaient nécessaires, pour ramener les protestans à la religion catholique : leur fermeté obligea d'en venir aux exécutions militaires; elles donnèrent lieu à des abus inouis du pouvoir. Enfin la révocation de l'édit de Nantes, publiée au mois d'octobre, mit le comble à l'infortune de ces malheureux citoyens; les violences devinrent générales, et il en résulta des émigrations considérables. Ces fugitifs furent accueillis avec empressement dans tous les états voisins, et ne contribuèrent pas peu, par leurs plaintes et les tableaux touchans de leurs maux, à augmenter les préventions défavorables déjà répandues dans l'Europe contre le gouvernement de Louis XIV, qui fut accusé de vouloir employer la supériorité de ses forces pour rendre catholiques tous les états protestans.

Jacques II, qui avait succédé, en février 1685, à Charles II, son frère, connu par son ardeur pour la propagation de la foi, et son projet d'établir dans ses états la religion catho-

lique, jetait tous les jours davantage, parmi les sujets de la Grande-Bretagne, des alarmes dont le prince d'Orange sut tirer les plus grands avantages pour arriver à l'objet de ses desirs, au trône d'Angleterre. Mais, quoique sûr d'un parti considérable parmi les Anglais, il lui était important de mettre Louis XIV hors d'état de s'opposer à ses desseins. En conséquence, profitant à propos de la haine extrême qui animait tous les souverains de l'Europe contre les vexations et les hauteurs de Louis XIV, il les amena à signer à Ausbourg, le 9 juillet 1686, une ligue entre l'empereur, l'Espagne, la Suède, l'électeur de Bavière, et tous les princes de la maison de Saxe : la plupart des autres princes d'Allemagne accédèrent ensuite au traité. Le prince d'Orange et même la Hollande n'y furent pas compris, dans la crainte de donner à connaître au roi une ligue aussi étendue, et de lui fournir le prétexte d'attaquer les confédérés avant qu'ils eussent pris des mesures pour lui résister.

La grandeur de ces préparatifs fut très-imparfaitement connue de la France, et l'aveuglement fut encore plus grand de la part du roi d'Angleterre, qui fut le dernier à soup-

çonner les vues ambitieuses de son gendre. La mort de Maximilien-Henri de Bavière, électeur de Cologne, arrivée le 1er juillet 1688, donna lieu à l'explosion subite de ce feu qui subsistait, caché sous le voile de la politique.

L'empereur et le roi avaient des vues différentes sur la succession de Maximilien : le roi portait, à l'exclusion de tout autre, le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, son dévoué; l'empereur avait jeté les yeux sur le prince Clément de Bavière, qui n'avait que dix-sept ans.

Le roi ouvrit enfin les yeux; il connut enfin la multitude de ses ennemis, et combien on était attentif à saisir toutes les occasions de lui nuire : mais il commit la grande faute de ne pas savoir tirer parti des circonstances. Le prince d'Orange ne se cachait plus de ses prétentions sur la couronne d'Angleterre. Pour les faire évanouir, il aurait peut-être suffi au roi de faire une invasion en Hollande : dès-lors, les états-généraux n'auraient pu lui fournir des secours d'aucune espèce; les chefs du parti d'Orange en Angleterre eussent porté leur tête sur l'échafaud, et le roi Jacques eût continué de régner. Louvois rejeta ce parti, et fit

décider le siége de Philisbourg : dès-lors, la Hollande, qui vit la guerre s'établir loin de ses frontières, prêta ses troupes, ses vaisseaux et son argent au prince d'Orange, qui prit terre à Torbay, le 5 décembre 1688, sans aucun obstacle, et qui eut le bonheur de voir quitter l'Angleterre, on ne sut pourquoi, au roi Jacques, sans avoir fait usage de son armée, ni de sa flotte.

Par cette révolution, la France vit augmenter le nombre de ses ennemis. Quelle différence, si, dès le commencement de son règne, le roi, consultant mieux ses intérêts, eût resté constamment allié aux Provinces-Unies ! Les de With n'eussent point été déchirés par la populace ; le prince d'Orange n'eût point détrôné son beau-père ; la France n'aurait point vu sa population diminuer, ses finances s'épuiser, des guerres continuelles la désoler : elle aurait évité des malheurs sans nombre, présens et à venir. Jacques II eût conservé sa couronne ; il n'en eût [illegible] coûté à Louis XIV des humiliations dans sa vieillesse ; le royaume n'eût pas été désolé par des guerres trop souvent malheureuses, des dettes immenses, des dépenses ruineuses, et une révolution sanglante qui a détrôné sa famille, enseveli une

partie de la nation, et qui a ébranlé l'Europe jusque dans ses fondemens.

On allait être obligé de faire la guerre, et on était bien éloigné d'avoir les ressources militaires nécessaires pour la commencer. Les troupes étaient en mauvais état, et affaiblies par la mortalité éprouvée aux travaux qui amenaient les eaux de la rivière d'Eure à Versailles; les dépenses immenses faites pour ce château avaient épuisé les finances. On créa 500,000 livres de rente sur la ville; on exigea des dons gratuits des pays d'états et du clergé; le roi envoya à la monnaie les meubles les plus précieux, d'argent massif, qui ornaient les appartemens de Versailles. Cette cruelle exécution, faite à la face de l'Europe, fut de peu d'utilité, et donna aux ennemis la plus mauvaise opinion des ressources de la France; ils se persuadèrent l'épuiser dans une campagne, et la forcer d'accepter la paix, quand et comment ils le jugeraient à propos: ils pouvaient s'en flatter avec les généraux qui devaient commander les armées françaises. Les Condé, les Turenne, les Créqui, n'étaient plus, et le maréchal de Luxembourg, tombé dans la disgrace de Louvois, ne devait pas être employé.

La diète de Ratisbonne déclara, le 24 janvier 1689, la France et le cardinal de Furstemberg ennemis de l'Empire.

Dans l'impuissance d'opposer par-tout des armées suffisantes, tout le Palatinat et une partie de l'électorat de Trèves furent mis en cendres, et les malheureux habitans, réduits à la misère, se répandirent dans l'Europe, où ils firent entendre leurs gémissemens, et augmentèrent la haine contre Louis XIV.

Pendant la campagne de 1689, les Français furent par-tout sur la défensive, et les efforts faits par le roi Jacques sur terre et sur mer furent en pure perte.

Malgré la haine de Louvois, il fallut recourir, en 1690, au maréchal de Luxembourg. Cet heureux changement valut, en Flandre, le gain de la bataille de Fleurus,[1] et tous les succès de cette campagne.

Au milieu de tous les différens événemens qui agitaient l'Europe, le duc de Savoie, qui paraissait agir de concert avec les généraux de l'armée du roi dans la guerre contre les Barbets, prenait des mesures avec la ligue d'Ausbourg : ses mauvaises intentions ayant

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

été découvertes à l'instant où le duc paraissait le plus décidé à signer un traité d'alliance avec la France, on songea bien à les rendre inefficaces; mais on s'en occupa avec trop de timidité. Cependant, au moment où le duc prenait des mesures pour se joindre aux ennemis de la France, il n'était pas prêt à faire la guerre; les Espagnols n'osaient pas quitter le Milanais pour entrer en Piémont, en laissant derrière eux douze mille Français à Casal, et il fallait huit mois aux Allemands pour arriver à Turin.

Afin de porter la guerre dans le Piémont, une grande partie de l'infanterie qui devait composer l'armée de M. de Catinat, avait traversé les Alpes avec une partie de la cavalerie; le reste, avec l'artillerie et les vivres, était à portée de les passer.

Dans cette situation, si M. de Catinat, dont une partie de l'armée s'était affaiblie à Veillane, dans la vallée de Suse, avait marché vers la plaine de Mille-Fleurs, et y eût été joint par le reste de son armée qui était près de Pignerol, il eût été impossible au duc de Savoie, qui se trouvait alors dans Turin avec deux bataillons de ses gardes, de se faire joindre par les troupes dispersées dans la Savoie, le comté de Nice et le Piémont.

On aurait donc pu commencer la campagne par le siége de Turin, et peut-être forcer le duc de Savoie, par cette seule démarche, d'accepter les conditions de paix.

Au lieu de prendre ce parti, M. de Catinat, après avoir passé une nuit sur la plaine de Mille-Fleurs, vint joindre le reste de son armée auprès de Pignerol.

Par ce mouvement en arrière, le général français donna le temps au duc de Savoie de rassembler son infanterie, et aux troupes espagnoles, qui d'abord avaient craint pour le Milanais, d'en sortir.

Ainsi, au lieu de commencer la campagne par une offensive menaçante, M. de Catinat se tint dans des mesures de réserve qui auraient pu finir par être funestes aux Français, et les forcer à se retirer des plaines du Piémont à l'arrivée des troupes allemandes commandées par le prince Eugène, sans une faute capitale commise par le duc de Savoie.

Après trois mois d'une guerre de positions, qui supposait des forces égales de part et d'autre, M. de Catinat, campé à Brillaut, se trouvait dans l'impossibilité d'attaquer M. de Savoie, campé et retranché à Carignan, et d'empêcher les Allemands de l'y joindre.

Cependant, pour conserver au moins l'égalité avec l'armée ennemie ainsi renforcée, il fallait combattre et vaincre. M. de Catinat prit alors le parti de marcher du côté de Saluces : en exécutant cette marche, il prêtait le flanc à l'ennemi, et, pour arriver à Saluces, il fallait passer le Pô ; ce qui devait lui faire espérer d'être suivi, avant l'arrivée des Allemands, par M. de Savoie, qui dès-lors perdrait l'avantage du nombre et de ses retranchemens, et qui, à cette faute, pourrait en joindre quelqu'autre, dont on profiterait pour l'attaquer et le battre.

En effet, M. de Savoie quitta son poste de Carignan, dans l'espérance, en marchant de front dans le flanc de l'armée du roi, de la combattre avec avantage, avant, ou pendant son passage du Pô, ou de battre son arrière-garde, ou, du moins, de se camper avantageusement entre l'armée du roi et Pignerol, qui fournissait du pain à celle-ci.

M. de Catinat, arrivé proche de Saluces, fit attaquer les hauteurs qui sont autour de cette ville, et tirer quelques volées de canon contre Saluces, afin d'engager M. de Savoie à marcher, pour tomber sur son arrière-garde.

Sur la fin du jour, on fut instruit de l'ar-

rivée des ennemis, du côté de Staffarde; et, comme il était trop tard pour engager une affaire générale, M. de Catinat profita du reste du jour et de la nuit pour rappeler les troupes qui avaient été attaquer les hauteurs de Saluces, et faire des dispositions pour la bataille.

A la pointe du jour, il marcha à l'ennemi, le combattit, et remporta sur lui une victoire complète.

Ainsi, grace à la précipitation du duc de Savoie et à ses fautes trop nombreuses, M. de Catinat répara en partie celle de n'avoir pas agi assez offensivement dès le commencement de la campagne.

Les avantages de cette victoire, qui aurait dû peut-être engager M. de Catinat à plus de hardiesse, lui assurèrent au moins la jouissance paisible de la plaine du Piémont, au-delà du Pô, entre ce fleuve et le Tanaro, où l'armée du roi subsista jusqu'au moment où elle finit cette campagne par la prise de la ville et du château de Suse, tandis que M. de Saint-Ruth s'emparait de la Savoie.

M. de Louvigni, qui avait conduit à l'armée du duc les troupes espagnoles dispersées dans le Milanais, fit de vains efforts pour empêcher M. de Savoie de suivre les Français;...

mais la sortie de ses retranchemens, avant l'arrivée du prince Eugène, ne fut pas sa seule faute.

Dans la persuasion de l'impossibilité où était M. de Catinat de rappeler les troupes qui avaient marché pour attaquer les hauteurs de Saluces, et de se trouver en état de le combattre le lendemain, M. de Savoie, croyant d'ailleurs son champ de bataille avantageux, reçut la bataille, au lieu de la donner.

Mais M. de Catinat avait employé toute la nuit à se préparer au combat, et l'armée du duc n'ayant été postée ni assez avantageusement ni assez judicieusement, il sut en profiter.

La droite était appuyée et couverte par le ruisseau qui passe à l'abbaye de Staffarde, sur les bords duquel il y avait, d'espace en espace, d'assez grosses cassines, qui, garnies d'infanterie, auraient protégé les droites des deux lignes de l'armée ducale, si elles-mêmes avaient été appuyées aux cassines; mais, ayant commis la faute capitale, par l'éloignement où le duc tint ses lignes de ces points d'appui, de ne pas faire soutenir réciproquement les unes par les autres, les cassines furent emportées avant même d'attaquer le front de l'ennemi : ce qui fit déjà perdre bien assez d'infantérie au duc;

sans avoir encore combattu, mit en l'air les ailes droites de ses deux lignes, et les exposa au feu des soldats français qui venaient de s'emparer des cassines.

La gauche de l'armée du duc pouvait être couverte par une vieille digue du Pô, au-delà de laquelle le terrain était fort marécageux. Le duc négligea la digue et le recoude qu'elle faisait. Le terrain en dedans de ce recoude étant plus étendu que celui du dehors, par où il fallait aborder, le front ainsi appuyé, une partie de la cavalerie de la gauche du duc aurait débordé la cavalerie du roi dès l'instant où elle eût voulu s'étendre au-delà de ce recoude, dans la supposition où l'on eût pu déplacer l'infanterie ennemie.

Ainsi, les ailes de droite et de gauche de l'armée du duc se trouvaient en l'air, et M. de Catinat se hâta de tirer parti de ces fautes. Sur sa gauche, son infanterie s'empara des cassines; sur sa droite, son infanterie, s'étant alongée le long du coude de la digue, et ayant trouvé sous son feu l'aile gauche de la cavalerie de l'ennemi, la força bientôt de se retirer et d'être remplacée par la cavalerie de l'aile droite de l'armée du roi, qui marchait derrière cette infanterie, qui, alors devenue inutile dans cet

endroit, alla rejoindre le corps de bataille, et marcha avec lui contre le front de l'infanterie ennemie, qui fut bientôt culbutée.

Cette défaite, due aux fautes du duc, fut d'autant plus heureuse, que M. de Quinson, qui commandait la gauche de la cavalerie de l'armée du roi, s'étant jeté sur la gauche, afin de laisser au centre et à la droite de l'armée l'espace nécessaire pour marcher de front, se trouva, sans s'en appercevoir, au-delà de la source du ruisseau de Staffarde, et ne put trouver d'endroit pour le passer. En vain en chercha-t-il tout le temps de la bataille, qui dura six heures; obligé de côtoyer le ruisseau, il trouva enfin un pont à l'abbaye de Staffarde, qui était derrière l'armée ennemie : mais la bataille était donnée, et elle avait été gagnée sans le secours ni même la présence de l'aile gauche.

A la fin de l'année 1690, M. de Feuquières enleva dans le château d'Orbassan, à la vue de Turin et de la cavalerie qui était dans cette ville et dans celle de Montcarlier, une compagnie du régiment des gardes du duc de Savoie.

L'empereur réussissait alors à faire élire son fils Joseph roi des Romains. Innocent XI ve-

nait de mourir ; Ottobani lui succéda sous le nom d'Alexandre VIII.

En janvier 1691, M. de Feuquières enleva encore, dans la ville de Savillan, quatre compagnies de gendarmes du duc de Savoie.

De son côté, M. de Catinat prit Montalban, Villefranche, Nice et tout le comté de ce nom; Carmagnole, Veillane; et, en Savoie, Montmélian : mais Bulonde leva le siége de Coni, prêt à s'en rendre maître.

En Catalogne, le duc de Noailles prit Urgel.

En Flandre, le roi prit Mons, et M. de Luxembourg battit le comte de Waldeck à Leuse.[1]

On avait employé une partie de l'hiver à faire porter dans Pignerol les munitions de guerre et de bouche pour la campagne de 1692 : elle devait commencer par le siége de Turin. Ce projet fut changé, et M. de Catinat eut ordre de se borner à soutenir Pignerol, Suse, Nice et la Savoie.

Ce système de défensive, qui ne convenait pas à la constitution du pays, fut cependant approuvé. M. de Catinat fut chargé de l'exécution de cette défense, pour laquelle on lui

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).

donna soixante-sept bataillons et trente-trois escadrons. Il plaça la cavalerie au camp du Sablon, proche du Rhône, afin d'assurer sa subsistance, et il sépara son infanterie en plusieurs corps, de manière à assurer sa défensive.

Cependant M. de Savoie, malgré cette disposition, ne laissa pas de pénétrer, par le Quiéras, jusqu'à Embrun, où il conduisit du canon, et prit la ville, le 17 août 1692, derrière M. de Catinat; il serait même descendu dans la plaine du Dauphiné, sans la petite vérole dont il fut surpris à Embrun.

M. de Catinat, sans équipages de vivres pour conduire du pain à l'armée, sans chevaux d'artillerie pour un équipage de campagne, fut forcé à une immobilité qui le mit sans doute hors d'état de s'opposer à la marche du duc de Savoie par le Quiéras. Avec des moyens de transport pour les munitions de guerre et de bouche, probablement M. de Catinat se fût toujours tenu à portée de pénétrer dans les plaines du Piémont, et il eût empêché, par là, M. de Savoie de s'éloigner de sa capitale; mais, quand le duc fut assuré de l'impossibilité où était l'armée du roi de se mouvoir, faute de moyens de s'assurer des subsistances, il se détermina à prendre l'offensive.

La première faute doit donc être attribuée entièrement au ministre de la guerre et à son imprévoyance.

Les autres fautes, selon M. de Feuquières, regardent M. de Catinat. Ce général aurait dû regarder la plaine du Piémont comme un centre qui portait également sur tous les points de la circonférence, depuis Nice jusqu'au lac de Genève : en conséquence, il ne devait point séparer son infanterie.

Peut-être craignit-il, en ne gardant pas tous les points, de voir pénétrer le duc de Savoie en Provence; mais cette crainte était-elle bien fondée?

Si la cavalerie ennemie se fût hasardée à passer les Alpes, il aurait été bien facile de la détruire à son retour, en lui bouchant les cols où elle aurait voulu passer.

Dans ce cas-là, d'ailleurs, M. de Catinat aurait pu pénétrer dans la plaine du Piémont avec toutes ses forces, et marcher à M. de Savoie, qui aurait probablement été posté de manière à assurer le retour de sa cavalerie, et à le battre au moyen de la supériorité du roi en infanterie.

En divisant au contraire son infanterie, il donnait le moyen à M. de Savoie de se trouver

supérieur à chacun de ces corps en particulier, et de les mépriser ou de les battre.... Il avait aussi trop éloigné sa cavalerie, pour en tirer aucun parti.

Luxembourg livra en Flandre la bataille de Stinkerque.[1] Antoine Pignatelli, sous le nom d'Innocent XII, succéda à Alexandre VIII.

On avait formé le projet, pour la campagne de 1693, de se tenir sur la défensive en Allemagne et en Italie, et d'agir offensivement en Flandre. On fit en effet les préparatifs et les mouvemens en conséquence; mais, tout à coup, le projet d'offensive en Flandre fut changé en celui de défensive; et, en se décidant à l'offensive en Allemagne, on ôta à M. de Luxembourg les meilleures troupes de son armée pour en former celle du roi, qui marcha en Allemagne, sous le commandement de M. le dauphin. Cependant, malgré la diminution de son armée et la mauvaise qualité de ses troupes, M. de Luxembourg ne laissa pas d'agir offensivement, et de terminer sa campagne par la victoire remportée à Nerwinde.[2]

M. de Catinat, obligé par les dispositions du

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

cabinet de Versailles et les forces à ses ordres, de se tenir sur la défensive, s'étant mal trouvé de la manière dont il avait dirigé celle de l'année précédente, voulut y changer quelque chose, dans la persuasion de voir M. de Savoie ne pas agir offensivement, comme dans la dernière campagne.

M. de Catinat plaça donc dans Pignerol la plus grande partie de son infanterie; forma un camp sur la hauteur de Roche-Castel, et plaça quelques bataillons sur le Var et dans le Pragelas, pour garantir les passages du Dauphiné et ceux de la vallée de Barcelonette; sa cavalerie resta toujours au camp du Sablon.

Par ces dispositions, M. de Catinat espéra empêcher le duc de Savoie d'abandonner Turin et la plaine du Piémont pour oser assiéger Pignerol, Casal, Nice, ou tenter de pénétrer en France. [1]

Cependant les ennemis entreprirent le siége de Pignerol, et le maréchal demanda alors avec plus d'instance les secours qu'on lui promettait depuis si long-temps, s'engageant envers le roi, s'il recevait les renforts, à dégager Pignerol dans les derniers jours de septembre,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

ou, au plus tard, dans les premiers jours d'octobre, ne doutant pas que Pignerol ne tînt jusqu'à cette époque, par le peu d'expérience des ennemis dans l'art des siéges. Il prévenait en même temps qu'il ne laisserait que quatre bataillons dans la vallée de Sézane, pour couvrir la communication avec Briançon, abandonnant totalement la vallée de Pragelas, convaincu que les ennemis, occupés de l'entrée de l'armée du roi dans la plaine, ne commettraient pas la faute de remonter cette vallée.

En réponse, le roi ordonna au maréchal de secourir Pignerol, à quelque prix que ce fût, et sans attendre les secours qu'on lui envoyait, si la place se trouvait trop pressée avant leur arrivée. Le maréchal se décida alors à pousser deux détachemens dans les vallées de Sture et de Maire.

Le 14 août, M. de Tessé, commandant à Pignerol, évacua le fort Sainte-Brigite après en avoir fait sauter une partie, que les ennemis travaillèrent à réparer dès qu'ils y furent entrés.

Après avoir alors laissé une quantité suffisante de troupes pour en continuer le blocus, le duc de Savoie marcha le 26 août, avec le reste de son armée, sur la Pérouse, où il campa

le 27, et la fit brûler, ainsi que tous les villages de cette vallée, dans l'intention sans doute d'ôter à M. de Catinat les moyens de marcher sur Pignerol.

Le duc tenta ensuite de déposter le maréchal de Fenestrelles, en marchant, avec un gros détachement, par la vallée de Saint-Martin, sur le Col de Pise, et il poussa en même temps une tête de troupes sur Fenestrelles, pour contenir M. de Catinat, qui, ne craignant rien pour son camp, marcha lui-même vers le Col de Pise, avec quatre mille hommes, aux Traverses, sur le débouché du Col; mais les ennemis se retirèrent, après avoir brûlé le village de Josan.

Les mouvemens des ennemis en avant de Pignerol, et les fourrages qu'ils rassemblaient à Rivoli, firent craindre au maréchal qu'en prenant le fort Sainte-Brigite, et tenant la vallée de la Pérouse, ils n'eussent le projet de resserrer Pignerol, qui souffrait déjà de la disette, et de réunir leurs forces pour se porter sur Veillane, et empêcher l'armée du roi de déboucher dans la plaine; mais M. de Catinat fut tiré de cette inquiétude par des avis qu'il reçut que les ennemis faisaient venir de Turin à Frotasse beaucoup d'artillerie et de munitions

de siége : ce qui indiquait le projet d'assiéger ou de bombarder Pignerol.

L'inquiétude du maréchal était d'autant mieux fondée, que, si M. de Savoie eût réellement pris le parti de se porter sur Veillane, l'armée du roi n'aurait pu pénétrer dans les plaines du Piémont, et Pignerol serait tombé de lui-même. Déjà M. de Catinat avait fait reconnaître la montagne de Saint-Michel, au-dessus de Saint-Ambroise, pour chercher les moyens de tourner ce défilé; il avait appris que, si les ennemis l'y prévenaient, il lui serait impossible de les y attaquer, ni de les tourner : il ne fût donc resté d'autre chemin, pour dégager Pignerol, que les vallées de Pragelas et de la Pérouse, brûlées et ravagées dans la dernière course des ennemis. Aussi, en supposant que l'armée du roi eût pénétré jusqu'à Pignerol, elle n'eût jamais pu y faire qu'un très-petit séjour, et eût été forcée de l'abandonner une seconde fois à ses propres forces.

Heureusement, le duc de Savoie ne fit aucune de ces réflexions, soit que les alliés fussent plus séduits par l'éclat d'une conquête comme celle de Pignerol, et par l'avantage d'ôter à l'armée du roi ce débouché dans le Piémont, que d'une combinaison dont les ef-

fets, quoique moralement sûrs, étaient cependant éloignés. Ils ne s'occupèrent donc que des préparatifs du siége ou du bombardement, dont ils espéraient d'autant plus, que tous les bâtimens de Pignerol étaient en bois, et qu'il y avait à peine assez de souterrains pour mettre les poudres à couvert.

Ces résolutions prises, les ennemis quittèrent la Pérouse le 4 septembre, et se retirèrent sur Pignerol, après avoir dégradé tous les chemins et achevé de brûler et de détruire les maisons et les fourrages qui restaient dans la vallée.

M. le duc de Savoie fit alors travailler avec beaucoup d'activité à la construction des batteries; et, sur l'avis que M. de Catinat rassemblait des troupes dans la vallée de Suse, il se contenta d'envoyer, pour l'observer, un gros détachement de cavalerie à Rivoli.

Pendant ces opérations des alliés, le maréchal commençait à recevoir les renforts qu'il attendait : dès qu'il les eut entièrement reçus, il rassembla ses troupes dans les vallées d'Oulx, de Sézanes, et dans le haut Pragelas, d'où elles pouvaient se porter également sur la Pérouse et sur Veillane.

Après ces premiers mouvemens, le 26 sep-

tembre, M. de Larray partit de Suse avec un gros détachement, pour s'emparer du défilé de Saint-Ambroise et de la montagne de Saint-Michel : ce qu'il exécuta sans obstacle le 28, à la pointe du jour.

Pour favoriser la marche de M. de Larray, M. de Catinat avait poussé, le 26, plusieurs têtes de troupes sur la Pérouse et sur les vallées de Saint-Martin. Le 27, l'armée se rassembla à Méane, près de Suse, au nombre de quarante-huit bataillons et de soixante-dix-sept escadrons; le 28, l'armée campa à Bussolin; le 29, à la Chiusa, près Saint-Ambroise; le 30, elle marcha à Veillane, où elle séjourna pour y attendre un convoi de pain.

Le duc de Savoie, qui faisait son objet principal de resserrer Pignerol du côté du Pragelas, et qui était résolu de combattre l'armée du roi, si elle marchait à lui par le côté du Piémont, laissa paisiblement déboucher M. de Catinat de la vallée de Suse.

Ainsi il laissait placer l'armée du roi entre la sienne et Turin; et, si M. de Catinat eût pu faire subsister quelque temps ses troupes dans cette position, le duc n'aurait pu rien tirer de Turin, ni du Piémont.

Mais il paraît que le duc de Savoie avait résolu de détruire entièrement l'armée du roi. Celle-ci, après le combat, ne pouvait avoir de retraite que Suse, et, coupée par l'infanterie piémontaise qui devait passer par Cumiane et Javen, ne pouvant plus se rassembler à Suse, eût été forcée de se sauver en Savoie, tandis que le duc prendrait Suse, et bientôt après Pignerol.

Sur le premier avis de la marche de M. de Catinat et des approches de l'armée du roi, M. de Savoie avait envoyé une partie de sa cavalerie et quelque infanterie à Orbassan, et, la nuit du 30 septembre au 1er octobre, ayant fait retirer toute son artillerie des tranchées, le 2, il avait marché au-devant du maréchal, et campé, le même jour, dans la plaine de la Marsaille, entre le Non et la Cizole. Le prince choisit ce champ de bataille, afin de pouvoir, s'il était battu, se retirer du côté de Villefranche ou de Saluces; si, au contraire, il battait l'armée du roi, pour faire passer son infanterie par Cumiane et Javen, où il espérait achever la défaite des Français dans leur retraite par la vallée de Suse. De cette manière, le duc abandonnait les hauteurs de Piosac, où

il aurait dû appuyer sa gauche, en portant sa droite vers la petite rivière de Sangon, et au village d'Orbassan.

M. de Catinat sut profiter de cette faute, en occupant les hauteurs de Piosac, où il appuya sa droite, qui déborda, par ce moyen, la gauche de l'ennemi, et il porta sa gauche vers le Sangon et le village d'Orbassan. Si, au contraire, il eût trouvé les hauteurs de Piosac occupées, il aurait eu beaucoup de difficulté à battre l'armée de Savoie, obligé, au préalable, de déloger les troupes qui auraient occupé les hauteurs; ce qui n'aurait pas été facile, par rapport à la nature du terrain, assez élevé; et, une fois sur la hauteur, il n'aurait pas pu déborder l'ennemi, s'il avait voulu s'y maintenir.

Maître, au contraire, des hauteurs de Piosac, débordant la gauche de l'ennemi, M. de Catinat profita de cet avantage pour l'attaquer dans cette partie et, faisant appuyer sur sa droite le centre et la gauche de l'armée du roi, il s'avança sur le terrain du champ de bataille des troupes du duc de Savoie, les en délogea, et remporta une victoire complète.

Pendant l'action, qui dura quatre heures, les ennemis perdirent huit mille hommes, tués

sur le champ de bataille ; on leur fit deux mille prisonniers ; ils eurent un grand nombre de blessés; on leur prit trente-quatre pièces de canon, et cent dix drapeaux ou étendards. Les Français eurent deux mille hommes tués ou blessés.

Quelques personnes reprochèrent alors à M. de Catinat de n'avoir pas assez profité d'une victoire aussi entière, en prenant Coni, et en faisant hiverner son armée dans les plaines du Piémont ; mais des personnes mieux instruites attribuent sa conduite après la bataille à la disette où il se trouva de munitions de guerre et de bouche, qui le mit dans l'impossibilité de rien entreprendre.

Malgré la grande supériorité avec laquelle le roi combattait à la fois toutes les puissances de l'Europe, il était déjà las de la guerre, comme à son ordinaire, et il le fit trop connaître à ses ennemis, qui s'en prévalurent.

Après la bataille de la Marsaille, Louis XIV avait fait faire au duc de Savoie les propositions les plus avantageuses pour se séparer de la ligue ; ses offres furent inutiles. Il en fut de même des ouvertures faites par le pape à l'empereur et au roi d'Espagne. On s'était apperçu

de l'aversion du roi pour ce qui pouvait lui faire éprouver des contrariétés. L'empire de ses maîtresses, de ses goûts, de ses passions, n'était ignoré de personne ; l'épuisement où la guerre mettait le trésor public l'empêchait de les satisfaire : aussi, après quelques campagnes, desirait-il la paix avec une ardeur toujours nuisible à la manière dont il la faisait. Bien mieux aurait valu ne pas courir continuellement après la gloire, toujours désastreuse, des armes, et lui préférer des idées pacifiques protectrices des arts, du commerce, de l'agriculture et du bonheur des humains.

Cependant, les propositions du roi n'ayant eu aucun effet, on fut obligé de faire de nouveaux efforts en 1694, pour contraindre les ennemis à les accepter.

En Flandre, M. de Luxembourg donna de nouvelles preuves de ses talens par une des marches les plus fameuses dans l'histoire militaire.[1]

La campagne en Allemagne ne fut pas heureuse.... Elle fut brillante en Catalogne.

En Piémont, le duc de Savoie, très-supé-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

rieur au maréchal de Catinat, ne tenta aucune opération; il se borna à défendre l'entrée de son pays. On le soupçonna dès-lors d'avoir l'intention de faire la paix séparément avec la France, et l'on regarda M. de Catinat comme plus occupé de négociations que de combats.

Le 4 janvier 1695, la France eut à regretter le duc de Luxembourg, qui mourut trop tôt pour la gloire et le succès des armes du roi; sa mort changea absolument la face des affaires militaires.

Le maréchal de Villeroy laissa prendre en Flandre la ville de Namur.

En Allemagne, on se tint sur la défensive la plus rigide.

Le duc de Savoie se rendit enfin maître de Casal pendant cette campagne : la place se défendit faiblement, le maréchal de Catinat ne tenta pas de la secourir; il avait ordre de ne rien entreprendre. Le duc tenait Casal bloqué depuis deux ans; il ouvrit la tranchée le 27 juin 1695; la ville et la citadelle capitulèrent le 9 juillet. Par la capitulation, on convint de rendre la ville au duc de Mantoue; ses fortifications et celles de la citadelle devaient être rasées, sans pouvoir désormais être rebâties.

Par cette capitulation, le roi, qui avait acheté Casal, en 1681, une somme considérable, qui en avait dépensé une beaucoup plus considérable encore pour en faire une ville de guerre très-forte, fut obligé, en en perdant la propriété, d'en démolir les fortifications.

En apprenant de pareilles conditions, on crut la paix entre le duc de Savoie et la France, sinon signée, au moins convenue. Mais quelle était donc la politique de ce monarque si impérieux et si vain, qui aboutissait à des pertes et à des humiliations?

Les ennemis avaient pris Namur; ils avaient détruit Casal; la France n'avait plus, à la tête de ses armées, des généraux qui pussent se faire redouter : ils espéraient pouvoir enfin obliger ce roi superbe à se soumettre à leurs desirs. La défection du duc de Savoie renversa toutes leurs espérances, et les força à devenir raisonnables.

Par sa date, le traité avec le duc de Savoie parut avoir été conclu le 4 juillet 1696.[1] Quand ce prince eût été victorieux, il n'eût pu en faire un plus glorieux pour lui. Ce traité avait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

été précédé d'une trève, pour donner le temps aux puissances alliées d'accorder une neutralité pour toute l'Italie, jusqu'à la paix générale. La trève étant expirée, les troupes de France et de Savoie se réunirent, et elles investirent Valence. L'empereur et le roi d'Espagne ayant accepté la neutralité, l'Italie fut évacuée.

Pendant ce temps, la guerre n'avait produit aucun événement intéressant en Flandre, sur le Rhin, ni en Catalogne. Les conférences pour la paix générale se tenaient à Stockolm. Le 8 septembre, le roi fit donner aux états généraux son consentement pur et simple de prendre pour base de la future négociation les traités de Westphalie et de Nimègue : les états généraux et les Anglais s'en contentèrent; les cours de Vienne et de Madrid s'y opposèrent de tout leur pouvoir.

Il fallut donc pousser plus vivement la guerre en Catalogne, pour obliger l'Espagne à la paix. M. de Vendôme fut chargé de faire le siége de Barcelone; et, après avoir battu entièrement le comte de Velasco qui venait au secours de la place, le général français accepta la capitulation le 10 août 1697, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte.

En Flandre, M. de Vauban prit la ville d'Ath, en mettant en pratique, pour la première fois, son art admirable d'éteindre tous les feux par le moyen de ses batteries à ricochet, placées sur le prolongement des faces des ouvrages; moyen qui donna, dès cet instant, une grande supériorité à l'attaque sur la défense.

Enfin M. de Ponthis fit contre Carthagène une expédition qui occasionna une perte considérable au roi d'Espagne et à la nation espagnole.

Tant de conquêtes sur l'Espagne diminuèrent sa fierté : elles firent le même effet sur l'empereur. On ouvrit les conférences à Riswick, le 9 mai 1697, et la paix y fut signée du 20 septembre au 30 octobre de la même année. [1]

Deux ans après, en janvier 1699, la paix fut signée à Carlowits. [2]

Dès-lors, toute la terre jouit pendant deux années d'une profonde paix. Les beaux-arts étaient par-tout en honneur; le commerce fai-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).

sait circuler les jouissances d'un bout de l'Europe à l'autre ; une correspondance mutuelle semblait devoir réunir les peuples qui, naguère, étaient armés les uns contre les autres : époque d'une trop courte durée ! Le bonheur, le repos, la tranquillité, dont on parle tant, qui sont l'objet des desirs de tous les humains, ne seraient-ils donc que des chimères ?

FIN DU LIVRE QUINZIÈME.

SOMMAIRE
DU LIVRE SEIZIÈME.

Pierre Alexiowits. — Charles XII. — Charles II, roi d'Espagne ; son testament. — Ligue contre la France entre les Anglais, les Hollandais et l'empereur. — La guerre recommence en Italie contre l'empereur. — Le prince Eugène dans la plaine de Vérone. — Il force le passage de l'Adige. — Mantoue est abandonnée à ses propres forces. — Rappel de M. de Catinat. — Le maréchal de Villeroy le remplace. — Il est battu à Chiari. — Il est pris dans Crémone, dont les Français chassent les Impériaux. — Le duc de Vendôme le remplace. — Il bat les ennemis à Vittoria. — Il les bat à Luzara. — Il les chasse entièrement du Mantouan. — Le duc de Savoie se joint à l'empereur. — Première bataille d'Hochstet gagnée par les Français. — Bataille de Casano, où le prince Eugène est blessé et battu. — Le prince Eugène repasse l'Adige. — Le duc de Vendôme quitte le commandement de l'armée d'Italie. — Le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin le remplacent. — Siége de Turin. — Le prince Eugène bat l'armée française, et la force à lever le siége. — Les Français battent les Impériaux à Castiglione. — Traité de suspension des hostilités en Italie. — M. de Villars vers les Alpes. — Journée d'Almanza, en Espagne. — Bataille de Puttava. — Bataille de Malplaquet. — Défense des Alpes par M. de Berwick. — Le duc de Vendôme gagne la bataille de Villa-Vitiosa. — Georges Ier sur le trône d'Angleterre. — Le prince Eugène est défait à Dénain. — La paix est signée à Utrecht. — Bientôt après à Rastadt. — Mort de Louis XIV.

LIVRE SEIZIÈME.

DEPUIS la paix de Riswick et de Carlowits jusqu'à la mort de Louis XIV.

Du 9 mai 1697 au 1er septembre 1715.

DEUX années s'étaient à peine écoulées pendant lesquelles on avait joui de la paix, et les malheurs publics recommencèrent.

Le Nord fut troublé, dès 1700, par deux hommes bien singuliers : Pierre Alexiowits, empereur de Russie, et Charles XII, roi de Suède. Le premier fut le fondateur de son empire; le second, fait pour commander uniquement à des soldats, fut le premier héros de son temps. Le czar, les rois de Pologne et de Danemarck, voulurent ravager les états de Charles XII, qui, à l'âge de seize ans, les vainquit, et fut sur le point de bouleverser lui-même leurs différens états.

Les troubles du midi de l'Europe eurent une autre origine.

Charles II, qui régnait à Madrid, n'avait point eu d'enfans de ses deux femmes. Alors le plus proche parent de Charles était un enfant

de huit ans; Ferdinand-Joseph, prince électoral de Bavière. Ce prince étant mort le 6 février 1699, on proposa à Charles II de faire un testament. Après mille intrigues de la part de la plus grande partie des puissances de l'Europe, Charles II signa, le 2 septembre 1700, son dernier testament, dans lequel il déclare son héritier universel de toute la monarchie d'Espagne Philippe de France, duc d'Anjou, second fils du dauphin : à son défaut, le duc de Berri, aux mêmes conditions; au défaut de ces deux princes, l'archiduc Charles; et enfin le duc de Savoie, Victor-Amédée, si les deux princes français et l'archiduc venaient à manquer.

Un courrier extraordinaire porta à Versailles le testament, qui y fut accepté.[1]

Charles languit encore quelques mois après avoir signé ce testament, et mourut le 1er novembre 1700, à l'âge de trente-neuf ans. Innocent XII était mort au mois de septembre, et remplacé, le 23 novembre, par Antoine Albani, sous le nom de Clément XI.

Des discussions sans nombre sur le testament de Charles II amusaient les oisifs, et occupaient les cabinets des différentes cours de

---

1 *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).

l'Europe; le duc d'Anjou était proclamé roi dans toutes les parties de la monarchie espagnole; le duc de Savoie, le pape, le duc de Mantoue, les républiques de Venise et de Gènes, le reconnaissaient pour légitime héritier de Charles II.

En acceptant ce testament, la prudence aurait dû, ce semble, conseiller à Louis XIV, afin d'éviter la guerre avec les Anglais et les Hollandais, de les gagner par quelques sacrifices, ou de se mettre en mesure de ne pas les craindre. Il ne fit ni l'un ni l'autre, et occasionna, par cette négligence de ses intérêts et des grands principes politiques, la guerre la plus désastreuse, un épuisement excessif dans les finances, l'agrandissement du commerce des Hollandais, et celui bien plus étonnant des Anglais.

On se contentait, de la part de Louis XIV, d'un partage qui fît cesser les justes appréhensions des puissances de l'Europe; mais ce prince, toujours aveuglé par la prospérité de ses flatteurs, voulut s'en tenir au traité de Riswick, et mit en même temps garnison française dans les villes du Brabant espagnol, qui était regardé par les Hollandais comme leurs barrières.

Dès cet instant, on conclut à la Haye une ligue entre les Anglais, les Hollandais et l'empereur, non pas encore pour priver Philippe V de l'Espagne, mais pour s'emparer des Pays-Bas, et donner à l'empereur les états possédés par les Espagnols en Italie.

Ce n'était plus le temps où les Italiens, enflammés d'une ardeur guerrière, volaient au combat à la voix du pontife de Rome, et marchaient de révolutions en révolutions. Les Italiens, amollis par une longue paix au sein des richesses amoncelées autour d'eux, redoutaient les hasards d'une guerre qui pouvait resserrer encore les chaînes qui les enveloppaient.

Le seul duc de Savoie se déclarait formellement en faveur de la France et de l'Espagne; tous les autres états de l'Italie embrassaient la neutralité; ils se bornaient à desirer aux armes de l'empereur des succès qui pussent tenir les choses dans un juste équilibre.

L'empereur commença d'abord cette guerre en Italie dès le printemps de l'année 1702. Le prince Eugène, ayant rassemblé son armée entre Trente et Roveredo, marchait en Italie à la tête de trente mille hommes. Les Français, les Piémontais et les Espagnols réunis, formaient un corps de soixante mille combattans;

le duc Victor-Amédée, le prince de Vaudemont et le maréchal de Catinat, les commandaient : mais le duc de Savoie songeait probablement déjà à changer de parti....

On ne conçoit pas pourquoi le roi voulut se tenir sur la défensive en Italie, avec une armée aussi forte; on ne conçoit pas davantage pourquoi il ne força pas la république de Venise à se déclarer, d'après les avantages pour l'empereur de sa neutralité.

Ainsi, M. de Catinat, d'après ses instructions, fut empêché de marcher vers les endroits où l'armée de l'empereur devait déboucher du Trentin, et le prince Eugène put se porter sans obstacle dans la plaine de Vérone, au-delà de l'Adige. M. de Catinat avait reçu la défense formelle de s'opposer à la marche des Impériaux sur les terres des états de Venise, ni de se permettre les premiers actes d'hostilités; ce qui l'obligeait de se tenir en-deçà de l'Adige : on ne sait pas à quoi attribuer de pareils ordres. Cependant M. de Catinat entreprit de défendre le passage de l'Adige; il n'y réussit pas : rien n'est moins étonnant. Le cours de cette rivière, depuis le Trentin jusqu'à son embouchure dans la mer Adriatique, est très-étendu. M. de Catinat tenait plus de vingt-

cinq lieues de son cours. Le prince Eugène passa l'Adige au-dessus du poste de Carpi, où quinze mille Français, après s'être conduits avec beaucoup de valeur, se replièrent sur le quartier de Saint-Pierre de Legnago.

La position de l'Adige n'étant plus utile, l'armée se rassembla à Villa-Franca, où le duc de Savoie, qui vint la joindre, fut reçu en qualité de généralissime. Le prince Eugène, ayant trouvé l'armée des deux couronnes trop avantageusement postée, n'osa l'attaquer, et les armées restèrent ainsi en présence pendant plusieurs jours, après lesquels le duc de Savoie voulut passer le Mincio, et le mettre devant lui. Le prince Eugène suivit l'armée, et jeta des ponts sur le Mincio, auprès de Montzabano. Le duc de Savoie, instruit de ce mouvement, au lieu de marcher au prince Eugène pour s'opposer à son passage, abandonna Mantoue à ses propres forces, et passa l'Oglio le 7 août 1701 : cette retraite rendit l'ennemi maître de tout le pays entre l'Adige et l'Oglio.

Ainsi M. de Feuquières paraît avoir tort d'accuser M. de Catinat, qui fut obligé d'exécuter les ordres du duc de Savoie. Il n'existe d'ailleurs, dans l'art de la guerre, aucun moyen pour une armée égale, ou même supérieure,

d'entreprendre avec succès la défense du passage d'une rivière dans une aussi grande étendue.... M. de Feuquières reproche à M. de Catinat de n'avoir pas tenu plus de troupes dans les postes de sa droite; mais alors le prince Eugène eût attaqué ceux de la gauche, obligé de se tenir en-deçà de l'Adige. M. de Catinat rassembla son armée à Villa-Franca, et y prit une position respectable : c'était assurément agir avec art et prudence; et, si le duc de Savoie avait voulu conserver cette excellente position, le prince Eugène n'eût pas osé passer le Mincio. D'abord il n'eût pu laisser l'armée des deux couronnes derrière lui : en second lieu, Villa-Franca se trouvant à trois lieues de Peschiera, où le Mincio sort du lac de Garde, et à trois lieues du lac de Mantoue, en entreprenant de passer cette rivière au-dessus ou au-dessous de Villa-Franca, le prince Eugène aurait eu à craindre de voir M. de Catinat tomber sur la moitié de son armée, quand l'autre aurait été passée. La meilleure manière de défendre une rivière est de se tenir du même côté où l'ennemi veut la passer. M. de Catinat mérite donc des louanges pour s'être aussi bien tiré d'une défensive ordonnée si mal à propos et avec aussi peu de connaissances militaires :

si l'armée passa ensuite le Mincio, et fit plusieurs marches rétrogrades, ce fut d'après les ordres du duc de Savoie. Cependant la cour de France, très-mécontente de ces manœuvres, n'osant s'en prendre au duc, les imputa à M. de Catinat, qui avait contre lui la cabale des dévots. Ce général avait, de plus, osé faire part de ses soupçons contre le duc de Savoie : c'était offenser madame la duchesse de Bourgogne; et cette princesse, alors toute-puissante à la cour, en témoigna le plus vif mécontentement, et fit rappeler M. de Catinat, qui fut remplacé par M. de Villeroy.... Dès-lors, le sort de la France dépendit des courtisans les plus favorisés.

Le maréchal de Villeroy arriva à l'armée le 22 août 1701, avec des ordres particuliers du roi de marcher aux ennemis, et de les combattre. On résolut en conséquence de passer l'Oglio, et d'aller attaquer l'ennemi dans sa position; la gauche à Palaznolo, la droite à une Naville aboutissant à l'Oglio, qui se trouvait derrière l'armée, et la petite ville de Chiari, un peu en avant, à peu près au centre. Le prince Eugène fut parfaitement instruit de toutes ces dispositions, et M. de Villeroy continuellement trompé par de faux avis. Ce gé-

néral, persuadé de trouver trois cents hommes au plus dans Chiari, se décida à attaquer ce poste sans l'avoir fait reconnaître : cependant Chiari contenait vingt-quatre bataillons, derrière de très-forts retranchemens garnis de cinquante pièces de canon. Le prince Eugène, prévenu de nos moindres projets, se tenait sur ses gardes ; on se battit vingt-quatre heures. Les troupes françaises, sans être même soutenues par leur artillerie, qui arriva trop tard, se comportèrent avec la plus grande bravoure ; on y perdit beaucoup de monde. Enfin, convaincu de l'impossibilité de réussir, on ordonna la retraite, qui s'exécuta dans le meilleur ordre, et sans être inquiété par l'ennemi. Le duc de Savoie se conduisit avec la plus grande valeur ; il eût été à souhaiter, pour sa gloire et pour tous les malheureux qui périrent ou furent blessés dans cette journée, de le voir moins brave et plus fidèle.

Ce projet d'attaquer Chiari était d'autant plus ridicule, que sa réussite n'aurait produit aucun avantage à l'armée.... Dans la circonstance présente, la possession de ce poste ne pouvait conduire à rien, pas même à la possibilité de le garder après s'en être rendu maître, ce poste se trouvant trop près du front du

camp des ennemis, et ne pouvant servir ni à éloigner le prince Eugène du Milanais, ni à procurer aucune aisance à l'armée : aussi l'empressement du duc à adopter le projet du maréchal de Villeroy sur l'attaque de ce poste aurait-il dû lui donner des soupçons, M. de Catinat lui ayant communiqué ses justes sujets de défiance sur la probité de M. le duc de Savoie.

Après ce sanglant combat, qui se donna le 1er septembre 1701, les troupes des deux couronnes restèrent jusqu'au 6, à la vue de Chiari; elles se retirèrent ensuite à Rudiano, sur l'Oglio; elles y restèrent jusqu'au 12 novembre : elles passèrent alors cette rivière, pour aller prendre des quartiers de cantonnement dans le Crémonois, d'où les troupes de Savoie partirent, le 14 novembre, pour le Piémont, et le duc pour Turin. Pendant ces mouvemens, le prince Eugène resta immobile dans son camp, et, dès le 1er décembre, ayant mis son armée en mouvement, il enleva tous les postes du maréchal de Villeroy sur la rive gauche de l'Oglio, avec les garnisons destinées à les défendre. Ainsi, à la fin de décembre, il s'était emparé de tout le Mantouan, à l'exception de Mantoue et de Gaito.

Mais une perte plus considérable fut celle

de la Mirandole. La princesse, souveraine de ce petit état, y introduisit les Impériaux; ils y trouvèrent plus de trois cents tonnes de poudre, deux mille fusils et trente-trois pièces de canon.

Les mauvais succès de cette campagne décidèrent plusieurs princes à se déclarer pour l'empereur, et ces mauvais succès furent visiblement l'effet d'abord des ordres donnés au maréchal de Catinat, et des obstacles sans nombre dont on l'environna, mais bien plus encore du choix du général qui le remplaça, et de beaucoup d'autres officiers placés par le crédit, et venus à la suite du maréchal de Villeroy.

La renommée donnait, dans l'éloignement, aux succès du prince Eugène une très-grande importance. Le peuple de Naples s'était soulevé contre le parti attaché au nouveau roi d'Espagne; mais à peine le tumulte éclatait, et déjà la plus grande partie de la noblesse était venue se ranger auprès du vice-roi : l'on s'était emparé de plusieurs conjurés, et Carlo Sangro, leur chef, avait eu la tête tranchée.

Le prince Eugène continuait ses progrès en Italie; le duc de Modène lui avait livré la forteresse de Bersello : maître de cette place, il

avait pris ses quartiers d'hiver dans le Parmesan. La ville de Mantoue était bloquée depuis le 10 de janvier 1702; quatre mille hommes d'infanterie et six cents cavaliers avaient reçu l'ordre de resserrer la place : c'était une ruse. Le prince Eugène songeait à enlever Crémone par un coup de main. Cette ville, régulièrement fortifiée, renfermant une garnison très-nombreuse, était très-mal gardée : un curé, d'intelligence avec le prince Eugène, introduisit, par un aqueduc qui passait sous sa maison, six cents hommes, qui furent cachés dans ses caves et dans son église.

Le 1er février, ces troupes, introduites dans la ville, s'emparèrent dans la nuit, à une heure convenue, de la porte Sainte-Marguerite, qui avait été condamnée, la débouchèrent, et firent entrer par là l'infanterie et la cavalerie qui attendaient sur les glacis. Le prince Eugène s'empara successivement de tous les postes; le maréchal de Villeroy, l'intendant, plusieurs officiers généraux, furent faits prisonniers dès le premier instant : mais, les troupes allemandes n'ayant pu s'emparer de la porte du Pô, et le pont sur cette rivière ayant été rompu à propos, la cavalerie, conduite par M. de Vaudemont, ne put pénétrer dans

la ville; dès-lors la garnison redoubla de courage et de prudence. Le premier bataillon du régiment des Vaisseaux, qui s'était assemblé à la pointe du jour pour faire l'exercice, conduit par le chevalier d'Entragues, son colonel, marcha sur la grande place, y mit en désordre, par la vivacité de son feu, la cavalerie ennemie qui y était, s'y retrancha, et donna le temps à d'autres corps de venir le soutenir: de là, successivement, la garnison attaqua les différens postes dont s'étaient emparés les ennemis, les en chassa, et, par tant d'actions toutes très-vigoureuses, le prince Eugène fut réduit, à l'entrée de la nuit, à l'occupation de deux portes, où, ayant à craindre de se voir forcé, il se détermina à faire sa retraite. Il la commença à la nuit close, après avoir perdu plus de deux mille hommes tués, blessés ou prisonniers.

L'histoire ne fournit point de fait aussi mémorable, ni de valeur aussi brillante de la part d'une garnison. Une ville dont les trois quarts sont occupés par un ennemi très-supérieur! cet ennemi est chassé de rue en rue, de poste en poste, par différens combats qui se succèdent toute la journée, et il est enfin réduit à abandonner son entreprise! Les soldats

de la garnison de Crémone firent sur cet événement quelques chansons, dont le souvenir se conservera long-temps.[1]

M. de Villeroy fut heureusement remplacé dans le commandement de cette armée par le duc de Vendôme. Ce nouveau général, qui arriva en Italie le 1er mars 1702, s'empara successivement de tous les postes des Impériaux dans le Mantouan, et il en fit les garnisons prisonnières de guerre. Il força le prince Eugène à lever le blocus de la ville de Mantoue, auprès de laquelle il laissa le prince de Vaudemont, avec un gros corps de troupes, dans un camp retranché.

Le prince Eugène, spectateur tranquille de toutes ces opérations, se retrancha lui-même dans sa position près de Mantoue, pour se tenir à portée d'observer les mouvemens du général français, sans entreprendre de s'opposer à aucune de ses opérations.

---

1 *Air de :*

Palsambleu, l'aventure est bonne !
Notre bonheur est sans égal :
Nous avons conservé Crémone,
Et perdu notre général.

EN DEUX CHŒURS.

Premier Chœur.

Villeroy, Villeroy,
Tu as fort bien servi le roi.

Second Chœur.

Guillaume, Guillaume.

Après avoir dégagé la ville de Mantoue, et l'avoir pourvue de vivres, le duc de Vendôme marcha à Crémone, avec le reste de son armée, au-devant du roi d'Espagne, qui y arriva le 3 juillet. Le duc voulait enlever au prince Eugène tous les postes dans les duchés de Reggio, Guastalle et Modène, et lui faire perdre le fruit de toute sa campagne précédente. En conséquence, il se mit en mouvement le 14 de juillet, et se porta, avec le roi d'Espagne, sur la Lanza, à Castel-Novo. Le prince Eugène, qui était dans le Seraglio, avait détaché trois mille chevaux, sous les ordres du général Visconti, qui s'étaient avancés imprudemment sur le Crostolo, petite rivière dont les bords étaient escarpés et difficiles, où le général crut mal à propos pouvoir tenir contre l'armée des deux couronnes, qui marchait en avant.

Le duc de Vendôme, instruit de la position du général Visconti, après avoir fait visiter les bords du Crostolo, y trouva un endroit praticable, marcha rapidement aux ennemis, à la tête de seize escadrons et de vingt-quatre compagnies de grenadiers, et trouva leur droite appuyée à la Vittoria, sur le Crostolo, ayant sur leur derrière la petite rivière de Tesson, sur laquelle ils avaient jeté

deux ponts. Le duc forma sur-le-champ deux colonnes, composées chacune de cavalerie et d'infanterie, et se porta vivement sur les ennemis, pour leur ôter le temps de se former. Après avoir résisté un instant, ils furent renversés et précipités dans le Tesson, dont les bords étaient hauts et escarpés; les trois quarts furent tués, noyés, ou faits prisonniers.

Le lendemain, les deux armées vinrent camper à la Vittoria.

Ainsi, le duc de Vendôme, en profitant habilement et sans hésiter d'une occasion fournie par le hasard, donna la preuve des talens qui caractérisent le véritable général : celui-ci ne tâtonne jamais; l'homme à talens médiocres est toujours indécis; l'occasion lui échappe sans cesse; il ne trouve jamais le moment d'opérer : le premier, au contraire, toujours prêt, se confiant dans son talent, profite de toutes les circonstances, et réussit à exécuter de grandes choses.

La défaite de la Vittoria fut suivie de la prise de Reggio et de Modène.

Des avantages aussi soutenus obligèrent le prince Eugène de rassembler ses forces; il ordonna en conséquence d'abandonner son camp retranché près de Mantoue, et d'en replier les

troupes sur Borgo-Forte. Le projet du duc de Vendôme était de s'emparer de Luzara, afin d'y établir un pont sur le Pô, pour communiquer avec le prince de Vaudemont dans le Mantouan, et s'opposer à la communication des ennemis avec le Mirandolais et le Modénois. Le prince Eugène crut devoir s'opposer à ce projet, et se porta, le 15 août, vers Luzara, au-devant de l'armée des deux couronnes, qui y arrivait le même jour.

Par une habileté particulière dont nous verrons le prince Eugène faire souvent usage dans le cours de cette guerre, sa marche avait été dérobée à l'ennemi, on n'avait eu aucun avis des mouvemens de ce prince, et on le croyait encore dans le Seraglio. Cependant ce prince avait passé le Pô avec la plus grande partie de son armée, et il l'avait mise en bataille; l'infanterie, ventre à terre, derrière la digue du Zéro, de manière à ne pouvoir être apperçue.

M. de Vendôme avait envoyé un détachement de cavalerie pour éclairer sa marche et celle du prince Eugène; l'officier qui la commandait, arrivé proche de la digue, n'ayant rien apperçu, commit la faute impardonnable de ne pas faire monter sur la digue, pour reconnaître le pays qui était au-delà.

En cachant son armée derrière la digue du Zéro, le prince Eugène avait formé un grand projet. Instruit des desseins du duc de Vendôme de s'emparer de Luzara, il avait espéré, s'il n'était pas découvert, surprendre l'armée des deux couronnes, saisir ses armes aux faisceaux et ses chevaux au piquet, au moment où, après être arrivé sur son terrain, avoir posé les armes et dressé les tentes, les soldats seraient allés au fourrage, à la paille et à l'eau.

Ce projet, qui était basé sur l'improbabilité de la négligence ou de l'impéritie des officiers qui seraient chargés d'éclairer les démarches des Impériaux, fut sur le point de réussir; il fut renversé par la curiosité d'un aide-major. Cet officier était chargé de placer des gardes avancées; il fut obligé de les porter sur la digue du Zéro, qui, dans cet endroit, se trouvait très-rapproché de celui où était campé le régiment de cet aide-major. Avant de placer ses gardes, il voulut monter sur la digue, et voir ce qui pouvait se trouver de l'autre côté; il y découvrit alors toute l'infanterie ennemie sur le ventre, contre le revers de la digue, et la cavalerie en bataille derrière : il s'empressa d'en donner avis au duc de Vendôme. Celui-

ci se hâta de faire prendre les armes aux troupes, et de les former en bataille.

De son côté, le prince Eugène, se voyant découvert, se décida à franchir la digue, pour marcher en avant et attaquer l'armée combinée, dans l'espérance de la trouver encore assez en désordre pour la culbuter sur quelques points. Heureusement pour les Français et les Espagnols, il y avait entre les deux armées des haies qui empêchaient les troupes de s'aborder de front. Les Impériaux hasardèrent cependant, en plusieurs endroits, de marcher aux Français et aux Espagnols, mais toujours sans succès..... Malgré ces obstacles, on combattit avec un grand acharnement; et, en moins de trois heures, les ennemis avaient perdu cinq mille hommes, et les armées combinées trois mille.

La nuit ayant obligé les combattans de se séparer, le prince Eugène se retira derrière la digue du Zéro, et le duc de Vendôme se retrancha sur le champ de bataille. Les deux armées se trouvant ainsi à une demi-portée de canon, le lendemain on prit Luzara; on établit ensuite un pont sur le Pô, à la gauche de l'armée, et, le 6 septembre, on prit Guastalla : ce qui, en remplissant tous les projets du duc

de Vendôme, fut une preuve assez forte, malgré le *Te Deum* chanté à Vienne, des avantages de la journée de Luzara en faveur de l'armée des deux couronnes.

On voit ici, malgré les progrès faits dans l'art de la guerre, combien on tenait encore à l'ancienne méthode de s'attaquer par le front. Cependant le prince Eugène devait assez connaître les obstacles qui se rencontraient sur le terrain, entre la digue du Zéro et Luzara, pour en profiter, en formant une attaque sur le flanc droit des ennemis, sur-tout au moment où il dut être informé de la position de cette aile droite qui, au commencement du combat, n'était encore ici couverte ni soutenue par la cavalerie.

Quant à la position prise par le général des Impériaux derrière la digue du Zéro, dans l'espérance de surprendre les armées combinées, elle nous paraît peu digne des talens militaires du prince Eugène. Comment, en effet, baser tous les succès d'une journée, et même d'une campagne, sur l'espoir chimérique de n'être pas découvert derrière une digue contre laquelle, ou sur laquelle, les ennemis étaient obligés de poser des gardes avancées, dans le cas même très-improbable d'une négligence

excessive de la part des officiers chargés d'éclairer l'armée?

N'aurait-il pas été préférable pour le prince Eugène, maître de Luzara, de venir porter le centre de son armée derrière le château et la ville, la droite appuyée au Pô, protégée par quelques redoutes, dont l'une dans l'île d'Estrades, qui auraient lié Luzara au Pô, et la gauche renforcée par le nombre et par-tout aidé de la nature ? Ainsi fortifié dans cette position, le prince Eugène eût rompu les projets du duc de Vendôme, l'eût empêché de jeter un pont sur le Pô, de prendre les villes de Luzara et de Guastalla, et il aurait conservé ses communications avec l'une et l'autre rive du Pô.

La saison étant trop avancée, et le prince Eugène n'étant plus en état de rien entreprendre de considérable, le roi d'Espagne partit pour Milan, le 2 octobre 1702. Quelque temps après, le comte de Tessé s'étant emparé de Borgoforte, les Impériaux furent entièrement chassés du Mantouan et de toutes les autres parties dont ils étaient les maîtres avant l'arrivée du duc de Vendôme, qui vit accroître sa gloire par cette campagne, l'une des plus belles de cette guerre.

Les événemens ne furent pas si heureux en Flandre ni en Allemagne. Le roi, dans la campagne de 1701, avait agi dans ces deux parties avec une timidité qui avait enhardi ses ennemis; et dans la campagne de 1702, le duc de Marleborough prit en Flandre, sur les généraux français, un ascendant qui fut toujours croissant pendant toute la guerre. A la vérité, M. de Villars battit le prince de Bade à Fridlenghen; cependant ce combat ne fut suivi d'aucun grand succès; il fit seulement connaître l'audace de M. de Villars, l'habileté et le talent militaire de M. de Maignac; mais le prince de Bade, ayant réparé ses pertes, rendit impossible la jonction des Français avec l'électeur de Bavière.

L'amirauté de Castille et quelques autres grands d'Espagne venaient de se déclarer contre Philippe V. La princesse Anne, qui venait de succéder au roi Guillaume, en montant sur le trône, avait pris les mesures les plus vigoureuses en faveur de la maison d'Autriche. La cour de Lisbonne avait abandonné l'alliance de Philippe; et tous ces ennemis, en forçant ce roi à revenir à Madrid, favorisèrent la défection du duc de Savoie, qui fut si funeste, et qui n'aurait pas eu lieu probable-

ment, si le roi d'Espagne fut resté en Italie.

Le duc de Savoie avait signé son traité avec l'empereur, le 5 janvier 1703.[1] Louis XIV, instruit de cette infidélité, ordonna au duc de Vendôme de faire prisonniers les cinq mille Piémontais qui étaient à son armée, et de traiter le duc de Savoie en ennemi.

Pendant l'hiver, le duc de Vendôme s'était emparé de plusieurs postes qui avaient étendu ses quartiers et reculé de beaucoup ceux des ennemis. Il commença la campagne, le 20 mai, par le siége d'Astiglia, place importante sur la rive gauche du Pô. Le comte de Staremberg, qui était venu remplacer le prince Eugène, ne pouvant s'opposer à ce siége de vive force, avait fait manquer cette entreprise, en inondant tout le pays, au moyen d'une coupure dans une digue du Pô. Le duc de Vendôme avait fait ensuite différens mouvemens pour forcer le duc de Staremberg à abandonner l'Italie; il était sur le point de recueillir les fruits de ses savantes manœuvres; il reçut des ordres précis de marcher dans le Trentin, et il fallut abandonner toutes ses opérations. Le prince Ragotzi s'étant engagé à favoriser l'attaque de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

Vienne à la tête des Hongrois insurgés, on avait jugé nécessaire de faire renforcer l'armée chargée de cette expédition par la plus grande partie de celle d'Italie, où le duc de Savoie, avec le reste, devait contenir le comte de Staremberg. La défection de ce prince et sa résolution de joindre son armée à celle des Impériaux, vinrent changer toutes ces dispositions, et faire une nécessité bien plus grande au duc de Vendôme de hâter son retour. Il exécuta alors, le 29 septembre 1703, au camp de Sanbenedetto, les ordres de désarmer et de faire prisonnières de guerre les troupes du duc de Savoie, qui se trouvaient alors dans son armée; mais il ne répara pas le mal occasionné par sa course dans le Tirol. Si, comme il le voulait, on lui eût laissé employer le temps perdu dans cette expédition, si mal combinée, à poursuivre l'armée impériale, il l'eût poussé dans le Frioul; et le duc de Savoie, sans appui, n'eût jamais pu effectuer ses mauvais desseins.

La trahison du duc de Savoie ayant rompu toute intelligence, le duc de Vendôme marcha en Piémont avec vingt bataillons et trente escadrons; il avait laissé le reste de son armée sur la Sechia, aux ordres de M. de Bezons. Le duc passa le Tesin le 18 octobre; en même

temps le maréchal de Tessé s'empara de la Savoie.

De son côté, le comte de Staremberg fit tout son possible pour secourir le duc de Savoie; il détacha deux mille chevaux pour le joindre; mais ce corps fut défait près de San-Sebastiano. Cependant au moment où la saison ne permettait plus de tenir la campagne, le comte de Staremberg prépara son mouvement; il l'exécuta avec précision et prudence, et il réussit, à la tête de vingt mille hommes, à venir de la Sechia sur le Tanaro, où il joignit le duc de Savoie : il eut à la vérité plusieurs combats d'arrière-garde, dans lesquels il perdit environ quatre mille hommes; mais les dispositions de sa marche méritent toute sorte d'éloges, et le duc de Savoie lui dut son salut.

En Allemagne, le maréchal de Villars gagna la bataille d'Hochstet. En Flandre, le maréchal de Boufflers eut tout l'avantage d'un combat à Ekren, et le maréchal de Tallard gagna très-heureusement la bataille de Spire.... Cette action fut celle de toute la guerre où la baïonnette fit plus de carnage. Les Français, avec leur impétuosité, avaient un grand avantage à se servir de cette arme.

Ici commencent les malheurs inouis qui mi-

rent la France, pendant plusieurs années, à la merci de ses ennemis.

Marleborough bat les Français à Donavert, le 2 juillet 1704; bientôt après, le 13 août, il remporte une victoire encore plus complète à Hochstet. [1]

Après cette grande victoire, les ennemis ne tardent pas à paraître sur le Rhin, où ils prennent Landau; et Marleborough marche vers les Pays-Bas, avec le projet d'entrer en France l'année suivante.

Heureusement le duc de Vendôme commandait en Italie, où il continuait à avoir des succès; il s'empara du duché de la Mirandole. Le grand prieur, son frère, prit Revero, le 10 avril 1704. Le duc de la Feuillade, qui commandait en Savoie, avait pris Suze le 22, et ensuite Pignerol, le 20 juillet. Le duc de Vendôme prit dans Verceil trente bataillons et cinq cents hommes de cavalerie, le 28 septembre; il se rendit maître de la ville d'Ivrée et de sa citadelle. Bientôt après, malgré la mauvaise saison, il investit Verue, le 14 octobre.

Ainsi on pourrait regarder cette campagne,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

en Italie, comme une espèce de dédommagement de celle d'Allemagne. Les Impériaux furent chassés de la Lombardie; la plus grande partie du Piémont fut soumise à des contributions: on prit six villes de guerre, et on fit plus de trente bataillons prisonniers de guerre.

En Espagne, le duc de Berwick eut des succès.

Cent lieues de pays perdus de la part des Français, n'avaient pas encore permis aux ennemis de pénétrer en France. On rassembla les débris de l'armée, on épuisa les garnisons, on fit marcher des milices, on emprunta de l'argent de tous côtés, enfin on eut une armée, et on rappela du fond des Cévennes le maréchal de Villars, pour la commander.

Les alliés devaient prendre Thionville ou Sar-Louis, s'emparer de la Lorraine, entrer ensuite en Champagne, et pénétrer dans le cœur du royaume. Le duc de Marleborough avait annoncé par-tout l'exécution certaine de ces grands projets; un seul homme les fit évanouir.

Le maréchal de Villars avait reconnu et parfaitement jugé de la bonté d'un camp sur la Moselle, près le village de Circk; il s'y établit le 15 mai 1705; et le duc de Marleborough s'en étant approché à la tête de cent mille

hommes, après avoir resté quinze jours dans sa même position, fut obligé de se retirer le 17 juin 1705, et de revenir dans les Pays-Bas.

Nous ne saurions nous empêcher d'observer ici les grands effets du talent militaire. En 1703, au moyen d'une excellente position choisie sur le Danube, entre Dillingen et Lawingen, Villars arrêta le prince de Bade. En 1705, il arrêta le duc de Marleborough dans sa position de Circk; d'autres généraux, en 1704, avaient préféré la mauvaise position d'Hochstet à celle de Dillingen, et ils avaient été battus.

En Allemagne, M. de Villeroy se retira au camp de parc, après avoir été forcé dans ses lignes.

En Alsace, M. de Villars se borna à s'opposer à toutes les entreprises des ennemis, et y réussit.

Les forces, en Italie, étaient considérables; elles consistaient en cent dix-neuf bataillons et cent trois escadrons français, onze bataillons et quinze escadrons espagnols.

On agit d'abord en Lombardie contre le prince Eugène. Le grand prieur prit la Mirandole, et le prince Eugène fut obligé de se retirer dans le Bressan.

En Piémont, le duc de Vendôme attaqua Chivas, mais il abandonna la suite de ce siége au duc de la Feuillade, qui le continuait encore au moment où le duc de Savoie, profitant de la nuit du 29 juillet 1705, pour retirer la garnison de la ville, se réfugia sur les glacis de Turin. Après avoir poursuivi vivement le duc dans sa retraite, lui avoir tué cinq ou six cents hommes, et pris une partie de ses bagages, M. de la Feuillade se porta entre la Stura et la Doire, dans le dessein d'assiéger Turin; mais, effrayé de l'entreprise, il en renvoya l'exécution à l'année suivante, après avoir envoyé à la cour le marquis de Dreux, pour faire sentir la difficulté de l'entreprise et les moyens qui pouvaient en assurer le succès.

En abandonnant Turin, le duc de la Feuillade se porta sur Asti, où il fut battu par le comte de Starenberg, qui l'obligea de se retirer sous le canon de Casal.

M. de Vendôme avait été obligé de venir prendre le commandement de l'armée sur les bords de l'Oglio. Le prince Eugène, après avoir été repoussé à la cassine de Moscolini, du côté de Gavardo, dans le Bressan, avait dérobé une marche au grand prieur, et avait passé l'Oglio, à la faveur de son canon, après avoir

fait prisonnier M. de Toralba, qui occupait le poste de Palazuolo, pour éclairer la marche du prince Eugène.

Le grand prieur ne se trouvant pas en sûreté dans son camp de Soncino, avait jeté du monde dans le château, passé le canal Palavicino, et était venu se camper à Ombriano, poste inaccessible, mais qui ne couvrait pas le Crémonois.

Il était donc à craindre de voir bientôt le prince Eugène passer l'Adda, et venir se joindre au duc de Savoie dans la Lombardie, ou marcher vers les Crémonois. M. de Vendôme, instruit des démarches fausses et timides de son frère, se hâta de venir à l'armée qui était sous ses ordres, en se faisant suivre par M. Albergotti, à la tête de dix bataillons et dix escadrons.

Arrivé à Ombriano, le duc, pour redonner de la confiance aux troupes, et en imposer au prince Eugène, quitta le camp d'Ombriano, pour se rapprocher du prince, et se camper sa gauche, à Casal Morano, et sa droite à Sorezino. Les ennemis s'étaient déjà emparés du poste des quatorze Navilles. M. de Vendôme y marcha à la tête de tous les grenadiers et de plusieurs détachemens. On était occupé à for-

cer les points, les uns après les autres. Les soldats qui se trouvaient à la queue des attaques, s'ennuyant de n'avoir aucune part au combat, se jettent de droite et de gauche dans les Navilles; ils les traversent, ayant de l'eau jusqu'aux bras, et, prenant les ennemis en flanc et par derrière, ils les forcent bientôt à abandonner tous les postes.

Les armées étaient en présence, et l'on s'attendait à une action ; le prince décampe à petit bruit, dérobe une marche au duc, et se porte, en deux journées, vers la source de l'Adda, dans le projet et l'espérance de passer cette rivière pour entrer dans le Milanais.

Le duc, trompé par les personnes chargées de surveiller les mouvemens du prince Eugène, instruit de son départ, se hâta de revenir au camp d'Ombriano : de là, il vint passer l'Adda à Cassano, sur un pont dont un ingénieur italien, nommé Massoni, avait fortifié la tête par un grand ouvrage.

Pour arriver plus vîte au secours du marquis de Broglio, qui se trouvait à Paradiso, vis-à-vis l'endroit où le prince Eugène se disposait à jeter un pont, le duc de Vendôme s'était mis à la tête d'un détachement de quinze bataillons et de quelque cavalerie, après avoir

demandé à son frère de le suivre pour être à portée de le soutenir.

Le détachement commandé par le duc avait secondé son impatience, et avait joint avant la fin du jour le corps commandé par M. de Broglio.

L'armée du prince Eugène était postée avantageusement sur la rive gauche de l'Adda, et fortifiée par la nature et par l'art, de la manière la plus formidable. A l'aide de ces moyens puissans, le prince avait jeté un pont, et projetait de s'en servir pour passer la rivière; c'eût été une imprudence de la part du duc de s'y opposer directement, et à la sortie du pont. Le terrain sur la rive droite du Pô, vers Paradiso, se trouvait couvert de haies, de taillis et d'arbres touffus. Le duc tira parti de ces avantages; il fit former des retranchemens en demi cercle, dont la rivière faisait la corde.

Cependant, malgré ces obstacles, peut-être le prince eût-il réussi, si, recevant ses pontons assez à temps, il eût pu tenter le passage avant de donner le temps au duc de Vendôme de se retrancher entièrement; mais, au moment où il voulut le hasarder, il fut obligé de se convaincre du danger imminent où il allait se jeter en s'engageant au milieu du feu de l'artillerie

et de la mousqueterie des ennemis, dont tous les coups portaient sur la tête du pont, et auraient écrasé les troupes qui auraient osé déboucher dans la plaine.

Désespéré d'être venu recevoir un affront là où il croyait réussir dans ses projets les plus chers, le prince pensa à se venger. Instruit des mouvemens du grand prieur, qui venait de se camper dans le bassin de Cassano, entre l'Adda et la Naville du Ritorto, il espéra, en décampant la nuit, tomber sur le grand prieur, avant qu'il pût être secouru par son frère, le battre et passer l'Adda sur le pont des Français, à Cassano.

Encore une marche dérobée au duc de Vendôme, qui le jette dans la plus grande incertitude. Il ne saurait cependant soupçonner le dessein du prince de se porter sur Cassano; il croit le voir marcher sur Rivolta, pour s'emparer de ce poste et s'assurer des communications avec Crémone et Mantoue. Un certain Colmenero, officier parvenu, s'étant acquis la confiance intime du duc, d'intelligence avec les ennemis, le confirmait dans ces idées; mais les desseins du prince Eugène étaient plus vastes; il voulait marcher à la conquête du Milanais, et arriver de là en Piémont; projet dont la réus-

site aurait entièrement changé la face des affaires des deux couronnes. Le prince venait de manquer son coup à Paradiso; mais, s'il pouvait surprendre les Français à Cassano, il passait l'Adda, et ses vastes desseins étaient remplis.

Dans l'incertitude des véritables projets du prince Eugène, le duc de Vendôme se détermina à se diriger, à marches forcées, sur Cassano, après avoir écrit à son frère de se porter sur Rivolta. Heureusement celui-ci, qui ne pensait pas comme le duc, s'étant mis en marche avec une grande lenteur, à onze heures du matin son arrière-garde n'était pas encore sortie du camp, et la tête de son corps d'armée, arrivait à peine à Rivolta.

Dès le matin du 16 août 1705, on parlait dans le camp du Ritorto, de la marche du prince Eugène, sur le pont de Cassano. A peine le savait-on peut-être à Paradiso. Sur ce bruit, M. Folard, qui remplissait les fonctions d'ingénieur dans cette armée, proposa de jeter un pont sur le petit Ritorto, afin d'assurer les communications et de faciliter les développemens en étendant l'armée sur la Pandine qui, formant un angle avec le Ritorto, donnerait les moyens, en l'abordant, de voir l'ennemi en

flanc et de revers. En même temps un pont de pierre qui se trouvait sur le Ritorto, très-près de l'endroit où il sort de l'Adda, était resté gardé par le colonel de la vieille marine, avec huit compagnies de grenadiers. Cet officier était occupé à le faire rompre avec une écluse qui était un peu au-dessus, afin de rendre le Ritorto impraticable. Le prince Eugène parut; M. le duc de Vendôme, qui arrivait de Paradiso avec quinze bataillons, passait le pont de Cassano, pour venir se ranger en bataille, sa gauche à l'écluse du Ritorto, et sa droite au petit Ritorto; au-delà, le long de la Pandine, se rangèrent l'arrière-garde du grand prieur, et quelques bataillons de son armée, qui, sur le bruit de l'artillerie et de la mousqueterie, revinrent sur leurs pas, au lieu de suivre le corps d'armée à Rivolta.

Les Impériaux occupaient toute la rive gauche du Ritorto, depuis l'Adda, où ils débordaient la droite du duc; mais ils avaient encore un avantage énorme par la nature du terrain des bords de la Naville, qui était très-haut de leur côté, et bordé de haies et d'arbres, de manière à n'être pas vus par les Français, et de plonger au contraire sur ceux-ci.

A la faveur d'un feu aussi dominant, et au-

quel on ne pouvait pas répondre, les ennemis se formèrent en colonnes, attaquèrent le pont de pierre sur le Ritorto, d'où ils chassèrent les huit compagnies de grenadiers qui le défendaient, vinrent se former dans la plaine, et marchaient vers le grand ouvrage qui couvrait le pont de Cassano : le reste des troupes qui venaient de Paradiso le passaient encore; elles se joignirent aux huit compagnies de grenadiers, et chargeant avec une impétuosité inconcevable les Impériaux, les mirent dans un grand désordre, firent repasser le pont aux uns, poussèrent les autres dans la rivière, tuèrent tout ce qui se trouva en-deçà, et restèrent maîtresses de la plaine et du pont perdu.

Ainsi repoussé, le prince Eugène se décida à tenter deux attaques; l'une au-dessus de l'écluse du Ritorto, proche l'Adda, où le duc de Vendôme n'avait pu mettre des troupes; l'autre au-dessous du petit Ritorto, vers le pont de fascines et la Pandine, où les troupes étaient en moindre nombre; pendant ces deux attaques, le prince résolut de se porter de nouveau contre le pont de pierre du Ritorto.

La lâcheté du régiment de dragons espagnols qui se trouvait à pied, du côté de l'é-

cluse, et qui prit la fuite, donna un exemple pernicieux qui facilita au prince Eugène la réussite de son attaque du pont, sur lequel il passa rapidement lui-même, à la tête de son infanterie du centre. Du côté de la Pandine, les Prussiens, s'étant jetés inconsidérément dans le Naville, et ayant mouillé leur poudre, furent reçus chaudement, perdirent beaucoup de monde, et furent obligés de rester au-delà de la Pandine.

M. de Vendôme, dans un aussi grand péril, ne se déconcerta pas; il fit exécuter un changement de position à la partie de son armée qui formait sa gauche et son centre; il posta l'infanterie, la gauche appuyée au grand ouvrage qui couvrait le pont de Cassano, la droite au Ritorto; la cavalerie en seconde ligne. De son côté, le prince Eugène se forma sa droite, appuyée à une cassine, sur la rive droite de l'Adda, un peu au-dessus du château de Cassano; sa gauche au Ritorto, bien décidé à tout sacrifier pour enlever l'ouvrage de la tête du pont, et passer l'Adda. Heureusement pour le duc de Vendôme, son front, outre des arbres et des haies, se trouva embarrassé d'une assez grande quantité d'équipages, ou intacts ou brisés, qui n'avaient pu suivre l'armée

du grand prieur, et qui étaient entassés les uns sur les autres; heureusement encore, au milieu de la chaleur des attaques, le prince Eugène, ayant été blessé, fut obligé de se retirer.

Cependant les Impériaux, bien plus nombreux, faisaient des efforts incroyables. M. de Vendôme était par-tout pour encourager les troupes : son cheval expire sous lui ; il est atteint de cinq coups de fusil ; l'un lui coupe un de ses étriers, les autres le bord de son chapeau, sa cocarde, la rosette de sa botte gauche et le pli de celle de la droite; douze officiers généraux tombent à ses côtés ; quelques régimens français commençaient à plier ; la vieille marine est inébranlable ; son exemple ramène les fuyards ; ils reviennent, le carnage recommence vers le grand ouvrage.

Dans le même temps, les Allemands, afin de pouvoir passer la Pandine, avaient commencé un feu très-vif : deux régimens français, ennuyés de ces tiraillemens, se jettent dans le Naville, et tombent, avec la baïonnette, sur les troupes allemandes; ils les repoussent des bords de la Pandine.

Ainsi, l'on se soutenait par-tout, et on en rendait compte au duc de Vendôme, au mo-

ment où il apperçoit une assez grande quantité de soldats qui se jetaient, en fuyant, dans l'ouvrage à la tête du pont; il court à eux, ne leur fait aucun reproche, les entraîne lui-même vers le pont où ils se jetaient pour le passer, les rallie de l'autre côté, et les jette dans le château de Cassano, en leur ordonnant de faire des créneaux par-tout, et de s'en servir pour tirer sur l'ennemi : le château se trouvait précisément sur une petite hauteur, au bord de la rivière, d'où il dominait la rive gauche, et prenait en flanc la droite des Impériaux. En même temps, il fait placer sur la rive droite de la rivière tout ce qu'il peut trouver de son artillerie qui n'avait pu la passer, et fait commencer un feu terrible, contre lequel les ennemis ne pouvant plus tenir, leurs généraux jugèrent à propos de faire effectuer leur retraite, qui devenait toujours plus nécessaire, le grand prieur pouvant arriver à tous les instans, et envelopper ce qui restait de cette armée, déjà si maltraitée et si fatiguée, qui se serait trouvée hors d'état de pouvoir se défendre contre des troupes fraîches et nombreuses dans la position désavantageuse où elles étaient entre l'Adda et le Ritorto.

Cette affaire, qui dura depuis deux heures

jusqu'à cinq, coûta aux ennemis six mille cinq cents hommes tués, quatre mille trois cents blessés, deux mille prisonniers; l'armée des deux couronnes perdit deux mille sept cents hommes tués ou blessés, et deux cents prisonniers.

Le génie fécond du prince Eugène lui fournit encore plusieurs points d'attaque pour pénétrer dans le duché de Milan, et secourir le duc de Savoie; ils furent tous sans succès, le duc de Vendôme lui ayant opposé des obstacles insurmontables pendant tout le reste de la campagne : peut-être même ce général eût-il écrasé l'armée impériale sous les murs de Créma, au moment où elle voulait y passer le Serio, si l'officier général auquel il avait confié un gros détachement pour aller amuser les ennemis, afin de donner le temps au reste de l'armée d'arriver et d'attaquer, au lieu de marcher avec la rapidité nécessaire dans de pareilles circonstances, n'eût exécuté les ordres du duc avec une lenteur qui donna le temps aux Impériaux de se trouver au-delà du Serio quand le duc arriva avec son armée.

On peut reprocher peut-être des fautes capitales aux deux grands capitaines qui se trouvèrent en présence à Cassano; et il est du devoir

de l'historien de les mettre sous les yeux de ceux de ses lecteurs qui cherchent à s'instruire.

Dans l'espérance de pouvoir s'opposer partout au projet du prince Eugène de passer l'Adda, M. de Vendôme avait embrassé un terrain trop étendu, depuis Paradiso jusqu'à Rivolta. Après avoir pris les moyens de s'opposer au passage du prince à Paradiso, il aurait dû d'autant plus faire surveiller ses démarches, sur-tout après avoir été trompé, comme il l'avait été dans son camp de Seresino, et sachant combien il était exposé à voir le prince se porter à Cassano, Rivolta, ou Lodi. Instruit très-tard du départ du prince, le duc aurait dû encore mieux combiner ses projets; et, s'il le soupçonnait avec quelque fondement de marcher à Rivolta, en ordonnant au grand prieur de s'y porter, il aurait dû lui mander de rompre auparavant le pont de Ritorto et celui de Cassano : enfin, dans sa défense du Ritorto et du pont de Cassano, le duc de Vendôme aurait dû faire usage, dès le commencement du combat, de son artillerie, en la plaçant dans l'ouvrage à la tête du pont, et sur la rive droite de l'Adda; en se servant de même du château de Cassano, pour le garnir de fusiliers, comme il le fit avec tant de succès à la fin du

combat. Pourquoi aussi le duc oublia-t-il ou négligea-t-il d'envoyer les ordres au grand prieur de marcher rapidement pour attaquer l'aile gauche des Impériaux en flanc, ou leur arrière-garde, s'ils voulaient se retirer ?

A l'égard du prince Eugène, dès l'instant où il fut convaincu de la témérité déplacée de traverser l'Adda à Paradiso; dès l'instant où il eut pris la résolution de dérober une marche au duc de Vendôme, et d'aller surprendre le pont de Cassano, quelques personnes ont cru qu'il aurait dû laisser son pont monté, avec une apparence de troupes, pour tromper le duc de Vendôme, et marcher rapidement vers Cassano, où il lui aurait été bien plus aisé de surprendre, de battre le grand prieur, et de passer l'Adda.

Après avoir agi et pensé différemment, pourquoi commit-il la faute, dès l'instant où il eut reconnu les forces et les dispositions du duc de Vendôme, de s'entêter à emporter le pont du Ritorto, au lieu de faire attaquer, par sa gauche, la droite du duc, qui se trouvait derrière la Pandine, séparée du centre et de la gauche par la Ritornella ? Le seul pont qui y était ne pouvait suffire à assurer aux troupes qui auraient été battues de pouvoir venir

joindre le duc, et de se retirer du côté du pont de Cassano : cette droite, d'ailleurs peu nombreuse, aurait été aisément culbutée dans l'Adda ; alors la gauche du prince Eugène, victorieuse, serait venue prendre en flanc le centre du duc de Vendôme, qui aurait été forcé de repasser l'Adda en présence des Impériaux. Son armée se serait trouvée alors séparée en deux, une partie à Cassano, l'autre, sous le grand prieur, à Rivolta, partie qui aurait pu être attaquée et battue quelques heures après par le prince Eugène, qui n'aurait pas manqué alors de passer l'Adda comme il l'aurait voulu.

Les difficultés de faire le siége de Turin firent entreprendre celui de Nice. Le duc de Berwick y ouvrit la tranchée la nuit du 17 au 18 novembre, et la capitulation fut signée le 5 janvier.

De cette manière, le duc de Savoie se trouva réduit, à la fin de cette campagne, à la seule ville de Turin.

Les affaires tournèrent mal en Espagne, où, après avoir perdu plusieurs villes, on perdit encore la Catalogne, avec les royaumes de Valence et d'Aragon.

La première infortune de la France, en 1706,

fut essuyée en Flandre, où M. de Villeroy perdit la bataille de Ramillies.[1]

En Allemagne, le maréchal de Villars chassa les Impériaux de toute la basse Alsace, et sut les contenir de l'autre côté du Rhin.

Les mauvais succès de la campagne dernière en Espagne ne furent pas réparés pendant une partie de celle-ci; mais ils le furent à la fin, par la sage conduite et les succès réitérés du maréchal de Berwick.

Les commencemens de la campagne d'Italie furent très-brillans.

A la fin de la campagne précédente, le prince Eugène avait cru pouvoir établir son armée entre les lacs de Guarda et d'Iseo : les principaux quartiers de la tête étaient, la droite à Carpendolo, la gauche à Montechiaro, le centre à Calcinato. Le comte de Rewentlau en commandait la tête.

M. de Vendôme, instruit de ces dispositions, conçut la possibilité de battre ces quartiers : pour y réussir, il disposa les siens de manière à pouvoir les rassembler rapidement à la fin de l'hiver, au moment où les recrues seraient arrivées de France.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

Il confia ses desseins à M. de Médavi, à qui il laissait le commandement des quartiers de l'Oglio et de l'Adda, en lui ordonnant de prendre secrètement toutes les dispositions relatives à son plan.

A son retour de France, le duc trouva le comte de Rewentlau paisible dans ses quartiers. M. de Médavi avait exécuté ses ordres, et tout disposé pour une marche vive et secrète de trois cents hommes par bataillon, et de quatre à cinq mille chevaux, qui se trouvèrent dans la même nuit à Castiglione, à une lieue des trois quartiers qui faisaient la tête de ceux des ennemis.

Dès la pointe du jour, l'armée française était en bataille dans la plaine; mais la difficulté de la marche, qui se faisait en montant, donna aux ennemis le temps de se former sur les hauteurs qui régnaient de Carpendolo à Calcinato.

Dans cette disposition, M. de Rewentlau soutint quelque temps la première charge des Français; il eut même quelque avantage contre la cavalerie de leur gauche : mais leur droite pénétrait, pendant ce temps-là, entre Montechiaro et Calcinato, et ôtait les moyens aux troupes impériales qui se trouvaient dans ces

quartiers de rejoindre le comte de Rewentlau, qui, se voyant alors sur le point d'avoir sa retraite coupée sur Salo, se décida à se retirer; il le fit dans un tel désordre, que ni les débris du corps qui avait combattu, ni même les troupes des quartiers de Montechiaro qui n'avaient point donné, n'osèrent s'arrêter à Salo, et poussèrent jusqu'à Roveredo, où la tête des fuyards trouva le prince Eugène qui arrivait de Vienne, et qui s'arrêta là pour reformer son armée, y attendant les renforts qui lui venaient de l'Allemagne.

On a reproché, sans doute avec raison, au duc de Vendôme de n'avoir pas suivi avec plus de vivacité cette armée entièrement en désordre, en portant la sienne au débouché des Alpes, proche Roveredo; mouvement dans lequel il n'eût rencontré aucun obstacle, et qui lui donnait les moyens d'ôter aux ennemis tous ses établissemens en-deçà des Alpes, et de l'empêcher de rentrer facilement en Italie : ce qui eût assuré la prise de Turin, et fait éviter toutes les fautes d'où s'ensuivirent la perte d'une très-belle armée et l'expulsion des Français de la Lombardie, du Piémont et de l'Italie.

Le duc de Vendôme envisagea malheureusement les choses d'une manière très-différente;

il regarda comme plus important de marcher au quartier des ennemis, entre l'Adige et le Pô ; mais ils étaient levés avant son arrivée.

Pendant ce temps, le prince Eugène renvoya à Salo les premiers hommes qui purent être mis ensemble, rassembla le reste à Roveredo, et fut bientôt en état, au moyen des secours de l'Allemagne, d'ouvrir la campagne avec une armée très-supérieure à celle des deux couronnes.

Après s'être apperçu des fautes qui eurent des suites si funestes, dont on fait des reproches au duc de Vendôme, peut-être ce général aurait-il dû encore songer, pour empêcher le prince Eugène de passer l'Adige, à aller l'attaquer au moment où son armée se formait : peut-être était-ce son projet. Quelques écrivains l'ont prétendu ; il en avait même fait part à la cour, et lui en avait fait sentir l'importance : mais on y persista à une défensive rigide et ridicule, dans l'espérance sans doute de sauver le duc de Savoie, en donnant les moyens au prince Eugène de venir à son secours. Si ce fut là, comme il y a lieu de le croire, le projet de la duchesse de Bourgogne et de madame de Maintenon, [1] elles réussirent

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

parfaitement; mais la France, mais les peuples en furent les victimes : ce qui importait bien peu à la *vertueuse* madame de Maintenon, qui aurait bien dû sentir, si, à l'esprit qu'on lui prête, elle avait joint de la raison, combien il était déplacé à la veuve de Scarron de vouloir se mêler de conduire les affaires si épineuses et si difficiles de la France et de l'Europe.

Obligé de défendre l'Adige, le duc de Vendôme se vit dans la nécessité où s'était trouvé M. de Catinat, de faire des efforts inutiles et de voir passer cette rivière au prince Eugène, le 12 juillet 1706; chargé, en outre, de garder le haut Mincio qui couvrait le Milanais, menacé par un corps considérable resté sur l'Adige, aux ordres du Landgrave de Hesse, le duc de Vendôme se trouva encore dans l'impossibilité d'être suffisamment en force de l'autre côté du Pô, pour empêcher le prince Eugène de passer ce fleuve à Polessella, le 16 juillet.

Le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin arrivèrent dans ces circonstances, et M. de Vendôme quitta le commandement de l'armée d'Italie, pour la remettre au duc.

Malgré ses talens naturels, le duc d'Orléans n'avait aucune connaissance du pays; le ma-

réchal de Marsin ne le connaissait pas davantage ; cependant la plus petite erreur dans les combinaisons ne pouvait être réparée; il fallait empêcher l'ennemi de pénétrer dans le Mantouan, le Crémonois, le Milanais, etc. ; il fallait s'opposer à la marche d'une grande partie de l'armée du prince Eugène, qui traversait le Parmesan, le Plaisantin, pour pénétrer en Piémont.

Le duc d'Orléans se détermina à gagner quelques marches sur l'armée impériale, et à réunir les troupes qui étaient dans le Milanais à celles qui faisaient le siége de Turin. Après cette réunion, il projetait de s'avancer sur le Pô, au-devant du prince Eugène, et de le combattre à son passage; mais, de tout ce plan, il effectua son arrivée devant Turin, le 28 août, quelques jours avant celle des Impériaux.

A leur arrivée, le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin visitèrent les tranchées, et furent surpris de les trouver si peu avancées. Le duc blâma aussi le choix du front de l'attaque; il fut d'avis, comme toutes les personnes instruites, de commencer par se rendre maître de la ville.

Après avoir tout visité, le duc d'Orléans assembla un conseil de guerre, dans lequel il

fit connaître son sentiment de marcher au-devant des ennemis, après avoir laissé le monde suffisant pour la garde des tranchées, et pour contenir les milices de l'autre côté du Pô. L'avis du maréchal de Marsin, qui prévalut, fut, au contraire, pour rester dans les lignes.

Ce parti pris, il fallut pourvoir aux subsistances; l'armée manquait de farines; on devait les tirer de Suse : on avait ordonné à cet effet un grand convoi qui était attendu de jour en jour. Mais, depuis l'arrivée des ennemis, le 4 septembre, à Bienosco, sur le Sangon, il fallait songer à la sûreté de ce convoi, qui avait dix lieues de France à traverser, entre la Doire et la Stura; il paraissait donc d'une grande importance de faire marcher une division de l'armée pour le recevoir : ce mouvement eût opéré deux grands effets, de conserver le convoi, et d'empêcher l'ennemi de passer la Doire, ou de l'obliger à chercher un autre passage très-haut.

Si l'ennemi eût passé plus haut, il lui eût fallu deux jours de marche au lieu d'un, pour se mettre à portée d'attaquer les lignes : dans ce cas, elles eussent été plus perfectionnées, et l'ensemble de tous ces avantages eût pu faire changer totalement l'événement du combat.

On ne s'occupa d'aucune de ces précautions; le convoi fut attaqué le 5 septembre par un corps de l'armée ennemie, qui passa la Doire. Le commandant et les trois quarts de l'escorte furent pris; l'avant-garde arriva seule au camp, avec une vingtaine de mulets.

En se décidant à rester dans les lignes, il fallait les fortifier entre les deux rivières : on s'en occupa le soir seulement, veille de la bataille. Il serait inutile de s'appesantir sur la gravité de ces deux fautes, dans lesquelles la pratique la plus ordinaire de l'art de la guerre aurait dû empêcher de tomber.

Le 6 septembre, les ennemis, après avoir passé la Doire, appuyèrent leur droite à Pianeza, et leur gauche à la Vénerie, à une demi-lieue du camp français : dès-lors on dut présumer du point d'attaque entre les deux rivières, et n'avoir plus d'incertitude sur les précautions à prendre à cet égard.

Ce projet d'attaque, dans un espace aussi resserré, était infiniment avantageux pour les Français; il permettait de lui opposer des forces considérables, n'ayant plus rien à craindre pour les tranchées qui se trouvaient entre la Doire et le Pô, les ennemis ne pouvant plus repasser l'une ou l'autre de ces rivières, sans avoir été devancés.

Les lignes encore très-imparfaites, le peu de troupes qui paraissaient destinées à les défendre, donnèrent peut-être de l'espoir au prince Eugène d'attaquer ce point avec de plus grands avantages; mais dans deux jours entiers une armée a bientôt renforcé des fortifications de lignes aussi peu étendues. A l'égard de la quantité de troupes, elle peut changer d'un moment à l'autre. Le duc de Savoie et le prince Eugène firent donc choix du côté qui leur était le moins avantageux.

Leur armée passa le Pô le 4 septembre, et fut camper à Bienasco; ils avaient laissé un corps de huit ou neuf mille hommes de milice, avec deux régimens allemands, de l'autre côté de ce fleuve.

Le lendemain 5, ils auraient pu faire paraître une tête vis-à-vis de nos lignes, entre la Doire et la Stura, et marcher avec toutes leurs forces en descendant le Pô, menaçant également les retranchemens des assiégeans à la rive droite et à la rive gauche du Pô : dès-lors il aurait fallu plus de monde pour garder les tranchées qui se trouvaient à portée de cette dernière attaque. Ce parti avait deux avantages bien considérables, de secourir la place le 5 au lieu du 7, et de n'avoir rien à craindre pour la retraite, dans le

cas de mauvais succès. En remontant le Pô, on avait tout le haut Piémont très-libre : si, au contraire, on était battu entre les deux rivières, on se trouvait sans retraite. D'après ces considérations, on doit juger du mauvais parti pris par le duc de Savoie et le prince Eugène. L'événement ne le justifie pas aux yeux du militaire éclairé.

Si les généraux français eussent assuré l'arrivée du convoi, s'ils eussent fait travailler un grand nombre de troupes à perfectionner les lignes entre le Pô et la Doire, s'ils eussent fait à la hâte plusieurs ponts sur cette rivière, en tenant une forte réserve prête à la passer dans le besoin, le duc de Savoie et le prince Eugène se fussent mal trouvés de s'être hasardés dans un pareil entonnoir, où ils eussent été battus, sans espoir d'aucune retraite.

La défense des lignes entre la Doire et le Pô, mal préparée, n'en fut pas moins très-vigoureuse de la part des troupes françaises; elles y firent des prodiges. Huit ou dix mille hommes attaqués par trente-cinq ou quarante mille, n'auraient pas dû tenir bien long-temps. Les troupes n'étaient point en assez grand nombre pour garnir tout l'espace; la droite n'allait pas jusqu'à la rivière; les ennemis, repoussés de

tous côtés, appercevant cet intervalle, y portèrent une colonne d'infanterie, suivie de la plus grande partie de leur cavalerie, qui prit en flanc et à dos les brigades qui résistaient avec tant de succès à ceux qu'elles avaient en face; il fallut céder. Le duc d'Orléans y reçut deux blessures; le maréchal de Marsin y fut blessé à mort.

Cependant cette première défaite laissait encore de grandes ressources : on avait perdu à peine deux mille hommes; on pouvait tirer des lignes depuis le Pô à la Doire; des troupes pouvaient se porter sur cette rivière, partie pour la border, l'autre pour la passer. M. d'Albergotti, à la tête de vingt mille hommes, sur la hauteur des Capucins, pouvait faire un détachement pour border la Stura; dès-lors l'armée victorieuse eût essuyé un feu terrible sur ses flancs, et dans la confusion où elle était, elle se fût trouvée chargée par des troupes fraîches. Se fût-elle jetée dans Turin, et eût-elle réussi à y entrer? La faim eut sous peu de jours réduit la ville et l'armée. Se serait-elle jetée dans les Alpes? comment y aurait-elle vécu? Les Français en occupaient toutes les places.

Malheureusement M. de la Feuillade, trop incapable d'une résolution grande et vigou-

reuse, fut effrayé de sa position, et chercha honteusement dans la fuite le salut d'une armée qui aurait dû battre les Impériaux et les chasser de l'Italie. M. de la Feuillade abandonna tout; cent quarante pièces de canon, soixante mortiers, trente-cinq mille boulets, cent soixante-douze mille cartouches, cinq mille bombes. Il marcha vers Pignerol, où il arriva le 8. M. le comte Albergotti y arriva à peu près en même temps, en très-bon ordre, après avoir passé le Pô, la Stura et la Doire.

En même temps, et le même jour 8, le comte de Médavi battait le prince de Hesse à Castiglione.

Le duc d'Orléans avait laissé M. de Médavi sur le Mincio, pour observer le corps aux ordres du prince de Hesse. Celui-ci, se sentant supérieur en force à M. de Médavi, crut pouvoir entreprendre le siége du château de Castiglione delle Stivare. La prise de ce château devant faciliter au Landgrave une marche sur Bergame ou Brescia, M. de Médavi se détermina à le combattre pour sauver Castiglione.

Cette ville se trouve située dans des monticules qui sont au pied des Alpes, et qui s'alongent jusqu'au Mincio, auprès de Monzabano. Le landgrave pouvait, en continuant

son siége, obliger M. de Médavi à venir à lui en défilant dans ces monticules : dès-lors l'affaire aurait été beaucoup plus difficile ; mais dès l'instant où le landgrave eut l'avis de la marche de M. de Médavi, il se hâta de descendre dans la plaine, où il se mit en bataille. M. de Médavi en fit autant de son côté.

L'infanterie de la gauche des ennemis fit d'abord plier les Espagnols qui étaient sur la droite de M. de Médavi ; mais celui-ci ayant fait marcher sa seconde ligne, et en ayant tiré quelques bataillons pour remplacer les Espagnols, eut bientôt changé la face des choses, avec d'autant plus de facilité, que dans le même instant la cavalerie de la gauche ayant emporté celle de l'ennemi, l'infanterie, par une demi-conversion, s'était jetée sur le flanc de celle des Impériaux, et après avoir répandu dans tout le front le plus grand désordre, avait conquis le champ de bataille, tué, blessé ou fait prisonniers près de huit mille hommes, et pris tout ce qui était destiné à continuer le siége.

Ainsi, sous deux jours de différence, les Français furent battus à Turin dans leurs lignes, et ils battirent à Castiglione le landgrave de Hesse, qui voulut quitter les siennes ; ce qui semble laisser de l'indécision sur la ma-

nière dont doit se comporter un général qui assiége une ville au moment où les ennemis marchent à lui pour l'attaquer ou pour jeter des secours dans la place.

Cette nouvelle de la victoire de Castiglione vint faire renouveler les reproches à l'armée de Turin, de ne s'être pas retirée dans l'intérieur de l'Italie; mais ces censeurs qui critiquent si aisément dans leur cabinet, ou dans la société, comment auraient-ils fait pour assurer du pain à cette armée, qui en avait à peine pour vingt-quatre heures, et qui certainement n'en aurait trouvé nulle part pendant la longue marche nécessaire pour se rendre sur le Mincio? Ont-ils prévu comment ils auraient pu faire arriver dans le Milanais les recrues qui étaient nécessaires?.... Malgré leur sagacité, ces messieurs, d'après leurs combinaisons, auraient laissé ruiner l'armée, et se seraient ensuite soumis à une capitulation honteuse, pour la retirer de l'Italie. Sa retraite dans les gorges du Piémont, dont toutes les places fortes étaient occupées par les Français, mettait au contraire cette armée dans le cas de rentrer plus puissante, si le roi l'avait jugé à propos; mais, au lieu de prendre ce parti, on signa, le 13 mars, un traité de suspension

d'hostilités dans la Lombardie, dans lequel les troupes du comte de Médavi, se montant encore à vingt mille hommes, devaient évacuer toutes les places où elles se trouvaient, et rentrer en France.

D'après ce traité, les troupes évacuèrent Milan, Crémone, la Mirandole, et mirent l'empereur en possession d'une grande étendue de pays; il occasionna aussi la perte du royaume de Naples, et bientôt après le ravage du Dauphiné et de la Provence.

Le duc de Savoie et le prince Eugène entrèrent dans ces provinces au mois de juillet 1707, par le col de Tende. Ces frontières n'ont jamais été défendues comme le sont la Flandre et l'Alsace, par plusieurs lignes de places de guerre.

Le roi de France devait voir avec indignation ce duc de Savoie, un an auparavant réduit à sa capitale, être sur le point de prendre Toulon et Marseille, grace à toutes les inconséquences du roi et de son conseil.

Toulon était assiégé et pressé; une flotte anglaise était devant le port et le bombardait; un peu plus de diligence, de précautions et de concert, auraient fait prendre Toulon, et bientôt après Marseille, qui était sans défense : on eut le temps d'envoyer des secours. Le pays

où se trouvaient les ennemis est sec, stérile, hérissé de montagnes; les vivres y sont rares, la retraite difficile; les maladies devinrent fréquentes; elles désolèrent l'armée ennemie; le siége de Toulon fut levé; la Provence et le Dauphiné délivrés, tant le succès d'une invasion est rare quand on n'a pas de grandes intelligences dans le pays : mais pour chasser les ennemis hors du royaume, il fallut réunir beaucoup de troupes. Il en eût moins fallu pour rétablir nos affaires en Italie et les remettre sur le même pied où elles étaient dans la campagne précédente; mais l'esprit de suite et de conduite n'était pas la vertu du roi ni de ses ministres.

Louis XIV s'était donc déterminé à signer avec l'empereur un traité, dans lequel il s'engageait à retirer ses troupes et celles de son petit-fils de la Lombardie et du Piémont : mais dans l'intention où il paraissait être par là de ne plus vouloir faire la guerre en Italie, il aurait dû au moins obtenir des puissances contractantes, par réciprocité, de ne plus attaquer la France du côté des Alpes : cependant la légèreté imprévoyante de ses ministres ayant négligé ces conditions importantes, les Piémontais et les Autrichiens vinrent mettre, comme on vient de le dire, le siége devant Toulon; et,

après avoir échoué dans ce projet si important pour eux, ils reprirent en Piémont la ville de Suse, et achevèrent de conquérir le royaume de Naples.

En 1708, les alliés prirent, en Flandre, Lille, Gand et Bruges; en Allemagne, il ne se passa rien d'important; les ennemis se bornèrent à s'approcher des lignes de Wissembourg; en Dauphiné, M. de Villars fut occupé, pendant toute la campagne, à empêcher le duc de Savoie et les Autrichiens de pénétrer en France. Pour y réussir, il s'était placé au fort Barreaux. Bientôt après, le duc de Savoie ayant échoué dans son projet de surprendre Briançon, après avoir brûlé le mont Genève, s'était jeté du côté de Sézanne. Le maréchal de Villars ayant marché de ce côté, y arriva le 10 août, et attaqua et emporta les deux villes de Sézanne, à la vue d'une partie de l'armée du duc de Savoie, qui se retira alors du côté d'Exiles, qui fut pris bientôt après, au moment où le maréchal marchait à son secours. Fenestrelles ne tarda pas à subir le même sort, malgré tous les mouvemens de M. de Villars pour conserver cette place.

Après la prise de Fenestrelles, le maréchal s'était retiré sur le mont Genève; la difficulté

de s'y procurer des vivres l'obligea de se porter sur Briançon ; il envoya de là des détachemens dans les vallées de Barcelonette et de Quiéras, aux environs d'Embrun et de Mont Dauphin, pour garantir ces différens points, et entra en quartier d'hiver.

Les événemens de la guerre, occasionnés par la succession d'Espagne, fatiguaient également tous les peuples du midi de l'Europe. Philippe V, à la veille d'être dépouillé, avait trouvé, chez les Espagnols, des ressources qui le rendirent victorieux des Anglais et des Autrichiens, à la journée d'Almanza, le 25 avril 1707; mais toute la contrée était également dévastée par les Français, par les Anglais, par les Hollandais, par les Allemands. Le commerce était anéanti; les campagnes restaient en friche; les grandes routes disparaissaient sous les ronces; les flottes des Indes, presque toujours interceptées, n'apportaient plus le tribut ordinaire de leurs richesses ; une désolation générale annonçait la dissolution de cet empire ébranlé depuis long-temps.

L'Italie s'était vainement flattée de jouir des douceurs de la paix, lorsque les Français auraient repassé les Alpes ; les Autrichiens, maîtres du Milanais et du royaume de Naples,

menaçaient d'asservir la péninsule entière; Clément XI et le grand duc de Toscane, Côme III, voyaient leurs états à la veille d'être envahis; les Impériaux s'étaient répandus dans le Boulonais, dans le Ferrarois, dans la Romagne; l'empereur Joseph avait confisqué le Mantouan à son profit, dépouillé le duc de la Mirandole, et fait présent de son état au duc de Modène.

Le duc de Parme, qui relevait du saint siége, fut sommé de faire hommage à l'empereur, et de lui payer un tribut; la cour de Vienne inquiétait le duc de Savoie au sujet des provinces qu'elle avait promis de lui céder en Lombardie; les fiefs des Langhes, situés entre les rivières d'Orba et de Tanaro, en faisaient partie. Joseph, pour les garder, s'était fait représenter par les états du pays, que ces fiefs relevant immédiatement de l'Empire, ne pouvaient être aliénés sans un rescript de la diète de Ratisbonne; Rome même était menacée, sous prétexte que le pape ayant reconnu Philippe V en qualité de roi d'Espagne, devenait, par ce procédé, ennemi de l'Empire. Clément XI, après de vaines remontrances, leva une petite armée, sous le commandement du comte de Marsigli, et menaça l'empereur de l'anathême.

Ce n'était plus le temps où les foudres ecclé-

siastiques ébranlaient l'Europe. Il circulait dans Rome un manifeste, dans lequel la puissance temporelle des papes était sapée par ses fondemens : on y posait en principe que les empereurs ne pouvaient aliéner aucun domaine impérial sans le consentement de l'Empire. En conséquence, toutes les donations faites à l'église romaine par les empereurs, s'arguaient de nullité. Ce manifeste était soutenu par un corps de troupes protestantes, commandées par le prince de Hesse-Cassel. L'armée du pape fut bientôt dispersée. Les soldats protestans, vivant à discrétion dans les environs de Rome, forcèrent le pontife de se soumettre, les armes à la main, aux conditions prescrites par Joseph. Le pape fut contraint de congédier son armée, de ne garder que cinq mille hommes dans tout l'état ecclésiastique, pour le maintien de la police ; de nourrir les troupes impériales, d'abandonner Commachio aux Autrichiens, et de reconnaître l'archiduc en qualité de roi d'Espagne.

Joseph Ier, qui pressait l'Italie, était lui-même pressé sur les frontières orientales de l'Autriche. Les Hongrois ravageaient la Moravie ; la cour ottomane, neutre en apparence, favorisait sècrètement les Hongrois révoltés ; ils s'étaient rendus maîtres de la ville de Gran,

et, dans une diète tenue en 1707, le trône avait été déclaré vacant. Les généraux allemands se trouvaient réduits à défendre les places fortes qui restaient encore dans la Hongrie; les Cercles de l'Empire murmuraient contre une guerre qui produisait un aussi mauvais effet.

La paix était sur-tout nécessaire à la France. Les Autrichiens avaient été chassés de la Provence; le maréchal de Villars couvrait l'Alsace et la Lorraine; Vendôme se soutenait dans les Pays-Bas : mais les finances étaient entièrement épuisées; il commençait à être très-difficile de recruter les armées.

L'Angleterre n'était guère plus heureuse. Les dissentions intérieures dévoraient cet empire; les Irlandais, affaiblis par leurs pertes, cachaient leur mécontentement : mais les Écossais ne craignaient pas de le faire paraître. Les divisions entre les deux nations parurent s'éteindre en 1706. Des commissaires respectifs signèrent, le 6 août, un traité qui réunissait l'Angleterre et l'Écosse, pour faire un seul royaume; mais cet acte n'avait pas l'approbation de tous les Écossais : ceux-là seuls gagnés par l'argent des Anglais en soutenaient l'avantage, tous les autres gémissaient d'un acte qui assujettissait l'Écosse à l'Angleterre.

Le cruel hiver de 1709 acheva de désoler l'Europe. Il n'y eut presque point d'espérance de récolte ; la calamité était générale. Mais les Anglais et les Hollandais, maîtres de la mer, se procuraient des subsistances sur les côtes d'Afrique et en Égypte, tandis que les Français et les Espagnols, dont la marine était presque détruite, ne jouissaient pas de ce précieux avantage.

Charles XII venait d'être battu à Puttava, en juillet 1709 ; le maréchal de Villars venait de battre les alliés à Malplaquet ;[1] M. de Berwick, chargé cette année de la défense des Alpes, avait pris un plan différent de celui de M. de Villars. Après avoir fortifié Briançon, il y avait fixé le centre de ses forces : pour assurer ses communications sur sa droite, du côté du Var, il avait placé un camp à Tournoux, dans la vallée de Barcelonette ; pour sa gauche, il en avait placé un autre au fort Barreaux. Dans cet état, il se trouvait à portée de parcourir rapidement sa ligne de défense de Genève à Nice, et de porter des secours par-tout où il pouvait être attaqué, fort de ses trois camps principaux et de la distribution de ses différens postes.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

Le comte de Thaun, qui commandait les Impériaux, s'étant convaincu de l'impossibilité de déposter le maréchal de Briançon, et de pénétrer dans la Maurienne, s'était décidé à se porter du côté de la Tarentaise; mais, les positions occupées par le maréchal ayant rendu trop dangereux pour le comte de Thaun des mouvemens hostiles, le général Rebinder ayant été battu auprès d'Exiles par M. Dillon, et le comte de Mercy à Rumersheim, dans la haute Alsace,[1] par le comte Dubourg, le général autrichien se détermina à retourner en Piémont, ne voyant plus d'apparence de réussir dans aucun de ses desseins.

Malgré ces avantages, Louis XIV avait envoyé des négociateurs à la Haye. Le monarque offrait d'abandonner Philippe V à sa fortune, et d'accorder aux Hollandais la barrière exigée par eux dans les Pays-Bas; les alliés demandaient à Louis XIV d'abandonner aux Hollandais toutes les places fortes qui couvraient les frontières de Picardie; aux Allemands l'Alsace, les trois Évêchés et la Franche-Comté : ils voulaient aussi joindre les troupes de la France aux leurs, pour détrôner Philippe V.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

Le congrès fut rompu, les Français succombaient sous le poids des impôts; mais l'indignation qu'inspirait le démembrement de la France, demandé par les alliés, suppléait aux ressources qui manquaient : tous les corps, tous les particuliers aisés, offraient celles dont ils pouvaient disposer. On retira d'Espagne les troupes françaises, les frontières furent protégées.

En 1710, les succès des alliés se bornèrent en France à la prise des villes de Béthune, Douay, Aire et Saint-Venant. La campagne n'eut rien de remarquable en Allemagne; M. de Berwick rendit inutiles, comme l'année précédente, toutes les tentatives du comte de Thaun. En Espagne, Philippe V se défendait avec beaucoup de difficultés, malgré les efforts des Castillans en sa faveur. Ce prince, attribuant ses pertes à l'inhabileté de ses généraux, avait demandé le duc de Vendôme à Louis XIV. Ce général gagna, le 10 décembre 1710, la bataille de Villa-Viciosa : les affaires de l'archiduc déclinèrent depuis lors en Espagne.

Pendant ces vicissitudes, l'empereur Joseph Ier était mort le 17 avril 1710, sans laisser de postérité mâle. L'archiduc Charles, son

frère, réunissait sur sa tête les états héréditaires de la maison d'Autriche. Cet événement rendit la paix au midi de l'Europe, en changeant les dispositions générales des esprits.

Le but des Anglais avait été d'empêcher Louis XIV de gouverner l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, et sur-tout de profiter de tout le commerce d'Amérique, sous le nom de son petit-fils; ils n'avaient garde de réunir tant d'états aux vastes héritages de la maison d'Autriche. La campagne de 1711 coûtait sept millions sterlings à la Grande-Bretagne : devait-elle continuer de se ruiner pour enrichir la Hollande et l'Autriche ? Un prince de la maison de Bourbon, assis sur le trône d'Espagne, privé des états espagnols dans les Pays-Bas et dans l'Italie, ne laissait rien à craindre. Il n'en était pas de même d'un héritier de la maison d'Autriche, réunissant à ses possessions d'Allemagne les états de Charles II. On donna donc l'Espagne et les Indes à Philippe V, et les autres possessions espagnoles à l'Autriche.

L'archiduc Charles, ayant fait son entrée dans Francfort le 18 décembre 1711, fut couronné deux jours après sous le nom de Charles VI.

La reine Anne mourut sans postérité, en

1714; l'électeur d'Hanovre fut reconnu roi de la Grande-Bretagne, sous le nom de Georges Ier.

A peine les premiers pas étaient faits pour une réconciliation entre la cour de Paris et celle de Londres, déjà le duc de Marleborough avait été privé de tous ses emplois, le duc d'Ormond était venu commander en Flandre l'armée anglaise, au moment où le congrès d'Utrecht ouvrait ses séances en 1712.

Le prince Eugène, chargé du commandement de l'armée combinée, voulut assiéger Cambrai; le duc d'Ormond refusa d'y participer.

Malgré cette défection, le prince Eugène fit le siége de Landrecies. Le maréchal de Villars voulait secourir cette place; mais, trouvant le prince Eugène trop bien retranché, il se détermina à forcer le poste de Dénain, qui favorisait les convois pour Landrecies. Les dispositions qui précédèrent cette journée firent autant d'honneur à ce général que la victoire même. Dénain fut forcé le 24 juillet 1712.[1]

Les conférences d'Utrecht se continuaient avec des vues différentes. Les plénipotentiaires

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

de France et d'Angleterre, décidés à la paix, appuyaient les conditions raisonnables faites aux alliés; ceux de l'empereur et des états-généraux cherchaient les moyens de continuer la guerre.

Malgré ces discordances apparentes, le traité d'Utrecht fut signé le 11 avril 1713. [1]

L'Angleterre et la Hollande avaient fait de vains efforts pour convaincre les Autrichiens de la nécessité de concourir à la paix générale. Non seulement Charles VI rejetait les conditions qui lui étaient offertes, mais son ministre sortit d'Utrecht, après avoir protesté contre les opérations du congrès. La France fut donc obligée de continuer la guerre contre l'Allemagne; mais la neutralité de toutes les puissances contractantes dans le traité d'Utrecht écarta de l'Italie toutes les opérations hostiles. Le maréchal de Villars, après avoir pris Spire, Worms et quelques autres villes du Palatinat, passe le Rhin, bat le général Vaubonne, le 16 novembre, dans ses retranchemens; se rend maître de Fribourg, et ravage le Brisgaw.

Ces événemens déterminèrent enfin l'empereur à faire la paix; elle fut conclue dans Ras-

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

tadt par le prince Eugène et le duc de Villars, qui se conformèrent à ce qui avait été offert ou arrêté à Utrecht.

Ce fut dans ces intervalles que mourut Louis XIV, le 1er septembre 1715. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

FIN DU LIVRE SEIZIÈME.

